T. XXXVIII. N° 12. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 SEPT. 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Molière et Bourdaloue

Sous ce même titre, Louis Veuillot, voici quelque cinquante ans, dans un pamphlet célèbre, se flatta d'écraser Molière, qu'il n'aimait point, par l'exemple et la parole du grand prédicateur. Il est vrai que Molière, en osant *Tartuffe*, avait, dans son zèle à dénoncer les hypocrites, blessé en même temps de pieuses gens et alarmé des croyants sincères. Bourdaloue fut du nombre, il condamna la pièce en des termes que nous lirons plus loin et pour des raisons qui n'étaient pas sans puissance.

Mais eût-il montré la même sévérité si on ne l'avait au préalable persuadé que Molière était un « démon habillé en homme », si on n'avait établi dans son esprit la certitude que *Tartuffe* était l'entreprise diabolique d'un dangereux impie, et non le cri d'indignation d'un homme de bonne foi?

Sans nous risquer ici à d'aventureuses hypothèses psychologiques — dont aucune d'ailleurs ne serait neuve — nous pouvons peut-être nous hasarder à regarder en toute simplicité les textes de Molière, et à nous demander si, moins prévenu, Bourdaloue n'eût pas souligné d'un trait approbateur bien des vers de *Tartuffe*, et même quelques lignes de *Don Juan*.

A vrai dire, si Molière, comme nous le savons, obéissait aux obligations religieuses, faisait ses Pâques, hébergeait

des sœurs quêteuses pendant le Carême, son âme ne semble pas avoir été tourmentée des élans mystiques d'un Pascal. Honnête homme, cœur droit, raison claire et généreuse, il nous apparaît plus épris de morale que de théologie, plus inquiet de sociabilité que d'apologétique. C'est sur ce plan tout humain, mais noblement humain, qu'il faut l'entendre.

Précisément, ce plan humain est celui où Bourdaloue descend volontiers. Ce prêtre si pur, si simplement rayonnant, est, comme la plupart de ceux de sa compagnie — et aussi comme le fut Molière — un grand connaisseur d'hommes. Psychologue, portraitiste, moraliste plus que poète ou visionnaire, il dépiste, il analyse les faiblesses, et si l'on peut dire, les ridicules de l'âme, avec une adresse qui parfois semble sourire, et qui cependant ne sacrifie jamais rien de la doctrine. « Le plus janséniste des jésuites, » a dit de lui Sainte-Beuve. Suivons-le dans les détours familiers de ses sermons. Écoutons d'autre part Molière lorsqu'il laisse parler le meilleur de sa pensée, lorsqu'il prête son intelligence, et sa généreuse colère, au raisonneur Cléante dans *Tartuffe*. Nous aurons la surprise d'entendre plus d'une fois la parole sacrée et la parole profane se faire écho, comme deux instruments éloignés, et de timbre différent, qui donneraient néanmoins la même note.

Certes Cléante garde le ton de la causerie de salon. Personnage de comédie, il eût manqué de goût s'il eût paru vouloir se hausser à la prédication : au dix-septième siècle on distinguait encore les catégories, et on savait qu'un théâtre n'est pas une église.

Mais si l'on veut bien y regarder, sans jamais perdre de vue la distance qui sépare nécessairement l'habit du simple honnête homme de la robe du prêtre, on pourra presque dire que Bourdaloue, c'est Cléante dans la chaire.

Tout d'abord Bourdaloue convient et proclame que les hypocrites pullulent.

De ce faux caractère on en voit trop paraître,

a dit Cléante, et Molière lui-même :

« J'ai cru... que je n'avais rien de mieux à faire que d'attaquer... les vices de mon siècle ; et comme l'hypocrisie sans doute en est un des plus en usage, des plus incommodes et des plus dangereux (1)... »

(1) Préface de *Tartuffe*.

Voici Bourdaloue :

« ...La dernière et plus pernicieuse (persécution de l'Église) est celle des hypocrites qui, pour s'insinuer et pour se faire croire, contrefont la piété et la plus parfaite piété... Le monde est rempli de faux guides d'autant plus à craindre qu'ils sont plus adroits à se cacher, et que leurs intrigues sont plus secrètes (1)... Il est hors de doute que, dans les temps où l'hypocrisie règne le plus, c'est alors que les véritables fidèles ont une obligation étroite de s'intéresser pour Dieu et pour la pureté de son culte : et comme nous pouvons dire, à notre honte, que le siècle où nous vivons est un de ces siècles malheureux, puisqu'il est certain que jamais l'abus de la dévotion apparente et déguisée n'a été plus grand qu'il n'est aujourd'hui (2)... »

Il est vrai, et c'est là le nœud du débat entre Molière et lui, que Bourdaloue dénie à un auteur comique le droit de reprendre les hypocrites. La matière est trop délicate :

« L'hypocrisie, dit-il, en citant saint Augustin, est cette ivraie de l'Évangile que l'on ne peut arracher sans déraciner en même temps le bon grain (3). »

« Comme la fausse dévotion tient en beaucoup de choses de la vraie, comme la fausse et la vraie ont je ne sais combien d'actions qui leur sont communes ; comme les dehors de l'une et de l'autre sont presque tous semblables, il est non seulement aisé mais d'une suite presque nécessaire, que la même raillerie qui attaque l'une intéresse l'autre, et que les traits dont on peint celle-ci défigurent celle-là, à moins qu'on n'y apporte toutes les précautions d'une charité prudente, exacte et bien intentionnée ; ce que le libertinage n'est pas en disposition de faire (4). »

Cléante l'avait dit :

C'est être libertin que d'avoir de bons yeux

et Molière savait qu'on préviendrait contre lui de pieuses gens :

« Je me soucierais fort peu de tout ce qu'ils peuvent dire,

(1) *Sermon sur l'hypocrisie*, pour le 7e dimanche après la Pentecôte, t. II, p. 243. — BOURDALOUE, *Œuvres complètes* (éd. Prêtres de Saint-Dizier, quatre vol., Bloud et Barral, 1876).

(2) *Ibid.*, p. 247.

(3) *Ibid.*, p. 237.

(4) *Sermon sur l'hypocrisie*, p. 238.

n'était l'artifice qu'ils ont de me faire des ennemis que je respecte et de jeter dans leur parti de véritables gens de bien, dont ils préviennent la bonne foi... » (Préface de *Tartuffe*.)

La bonne foi de Bourdaloue a été prévenue, en effet, et il faut bien reproduire ici sa fameuse condamnation de *Tartuffe* :

« Et voilà, chrétiens, ce qui est arrivé, lorsque des esprits profanes, et bien éloignés de vouloir entrer dans les intérêts de Dieu, ont entrepris de censurer l'hypocrisie, non point pour en réformer l'abus, ce qui n'est pas de leur ressort (1), mais pour faire une espèce de diversion dont le libertinage pût profiter, en concevant et faisant concevoir d'injustes soupçons de la vraie piété, par de malignes présentations de la fausse. Voilà ce qu'ils ont prétendu, exposant sur le théâtre et à la risée publique un hypocrite imaginaire, ou même, si vous voulez, un hypocrite réel, et tournant dans sa personne les choses les plus saintes en ridicule, la crainte des jugements de Dieu, l'horreur du péché, les pratiques les plus louables en elles-mêmes et les plus chrétiennes. Voilà ce qu'ils ont affecté, mettant dans la bouche de cet hypocrite des maximes de religion faiblement soutenues, au même temps qu'ils les supposaient fortement attaquées ; lui faisant blâmer les scandales du siècle d'une manière extravagante ; le présentant consciencieux jusqu'à la délicatesse et au scrupule sur des points moins importants, où toutefois il le faut être, pendant qu'il se portait d'ailleurs aux crimes les plus énormes ; le montrant sous un visage de pénitent, qui ne servait qu'à couvrir ses infamies ; lui donnant, selon leur caprice, un caractère de piété la plus austère, ce semble, et la plus exemplaire ; mais, dans le fond, la plus mercenaire et la plus lâche (2). »

Et cependant ils sont plus qu'ils ne pensent proches l'un de l'autre, le prédicateur et le contemplateur, le pasteur et le satirique.

Aux critiques qui, si souvent, reprochent à Molière d'avoir rendu ridicule la sincère piété d'Orgon par sa crédulité envers Tartuffe, s'attendrait-on qu'on pût opposer une opinion

(1) A cette interdiction religieuse, et qui se soutient, Molière réplique par ce cri tout humain qui paraît également sans réplique : « Si l'emploi de la comédie est de corriger les vices des hommes, je ne vois pas par quelle raison il y en aura de privilégiés. » (Préface de *Tartuffe*. Cf. également *Don Juan*, acte V, sc. II.)

(2) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. II, p. 239.

de Bourdaloue, qui condamne les dupes des hypocrites, plus sévèrement que Molière ne l'a jamais fait, car Orgon du moins trouve grâce devant la justice du roi, et Bourdaloue ne leur en promet point devant la justice de Dieu?

« C'est une remarque de saint Chrysostôme, que s'il n'y avait point dans le monde de simplicité, il n'y aurait point de dissimulation ni d'hypocrisie ; et la preuve qu'il en donne est convaincante ; parce que l'hypocrisie, dit-il, ne subsiste que sur le fondement et la présomption de la simplicité des hommes, et qu'il est évident que l'hypocrite renoncerait à ce qu'il est, s'il ne s'assurait qu'il y aura toujours des esprits faciles à tromper, et capables d'être surpris par ses artifices (1). »

Ce sont les Orgons qui font les Tartuffes, et qui se laissent entraîner par eux loin de la vraie morale évangélique :

« On quitte le chemin de la vérité et l'on s'égare dans des erreurs pernicieuses, parce qu'on se laisse éblouir par l'éclat d'une spécieuse hypocrisie ; et c'est par là que, comme l'observe le chancelier Gerson, et comme je vous l'ai donné moi-même plus d'une fois à connaître, c'est par là que presque toutes les hérésies ont fait des progrès si surprenants, et qu'elles ont corrompu la foi de tant de chrétiens (2). »

Les Orgons, pour suivre et servir les Tartuffes, oublient toute charité :

« Qu'un homme artificieux ait une mauvaise cause, et qu'il se serve avec adresse du voile de la dévotion, dès là il trouve des solliciteurs zélés, des juges favorables, des patrons puissants, qui, sans autre discussion, portent ses intérêts quoiqu'injustes, et qui, sans considérer le tort qu'en souffriraient de malheureuses parties, croient glorifier Dieu en lui donnant leur protection et en l'appuyant. Que sous ce déguisement de piété un homme ambitieux et vain prétende à un rang dont il est indigne et qui ne lui est pas dû, dès là il ne manque point d'amis qui négocient, qui intriguent, qui briguent en sa faveur, et qui ne craignent ni d'exclure pour lui le plus solide mérite, ni de se charger devant Dieu des conséquences de son peu d'habileté : pour quoi? Parce qu'ils sont pour ainsi dire fascinés par le charme de son hypo-

(1) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. II, p. 244.

(2) *Ibid.*, p. 244. Bourdaloue fait allusion ici vraisemblablement aux jansénistes.

crisie (1). Enfin, qu'un homme violent et passionné, mais en même temps hypocrite exerce des vexations, suscite des querelles, trouble par ses entreprises le repos de ceux qu'il lui plaît d'inquiéter, et qu'en tout cela il fasse le personnage de dévot, dès là il est sûr d'avoir des âmes dévouées qui loueront son procédé, qui blâmeront ceux qu'il opprime, et qui, ne jugeant des choses que par cette première vue d'une probité fausse et apparente, justifieront les passions les plus visibles et condamneront la vertu même. Car c'est ainsi que l'hypocrisie, imposant à la simplicité, lui fait commettre sans scrupules les plus grossières injustices ; et je serais infini si j'en voulais produire toutes les espèces (2). »

N'entendez-vous pas Cléante parlant de « ces gens...

D'autant plus dangereux dans leur âpre colère
Qu'ils prennent contre nous des armes qu'on révère,
Et que leur passion, dont on leur sait bon gré,
Veut nous assassiner avec un fer sacré.

et Don Juan : « Je m'érigerai en censeur des actions d'autrui, jugerai mal de tout le monde, et n'aurai bonne opinion que de moi. Dès qu'une fois on m'aura choqué tant soit peu, je ne pardonnerai jamais et garderai tout doucement une haine irréconciliable. Je serai le vengeur des intérêts du ciel, et, sous ce prétecte commode, je pousserai mes ennemis, je les accuserai d'impiété et saurai déchaîner contre eux des zélés indiscrets qui, sans connaissance de cause, crieront en public contre eux, qui les accableront d'injures et les damneront hautement de leur autorité privée... » (Acte V, sc. II.)

« Tartuffe m'a abusé, et je le regrette », dira Orgon quand il sera détrompé. « Votre sotte crédulité n'est pas une excuse », lui répondra Bourdaloue :

« On demande donc si ceux qui se laissent surprendre de la sorte sont excusables devant Dieu... si les égarements dans la foi et si les défauts de conduite qui blessent la charité et la justice envers le prochain, seront censés pardonnables au tribunal du Souverain Juge, parce qu'on prétendra avoir été trompé et séduit par l'hypocrisie. Et moi je réponds que cette excuse sera une des plus frivoles dont un chrétien se puisse servir... parce que Jésus-Christ, prévoyant les maux que

(1) Cf. *le Misanthrope*, acte I, scène I, vers 124 à 140 dans le texte de Bourdaloue semble presque une traduction en prose.

(2) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. II, p. 245.

devait produire cet éclat de la fausse piété, ne nous a rien tant recommandé dans l'Évangile que de nous en donner de garde, que d'y apporter tout le soin d'une sainte circonspection et d'une exacte vigilance, que de ne pas croire d'abord à toute sorte d'esprits, que de nous défier particulièrement de ceux qui se transforment en anges de lumières, en un mot, que de nous précautionner contre ce levain dangereux des pharisiens qui est l'hypocrisie : *Attendite a fermento pharisæorum, quod est hypocrisis* (1). »

Ne nous y trompons pas, Bourdaloue connaît les Tartuffes sans doute mieux que Molière lui-même. La fausse prude, l'Arsinoé du *Misanthrope*, l'Orante de *Tartuffe* dont « tous les soins vont au ciel » mais qui n'est prude « qu'à son corps défendant » après avoir « fort bien joui de tous ses avantages », Bourdaloue l'a entendue lui aussi « censurer toute chose » et ne pardonner à rien :

« Depuis que telle femme a levé l'étendard de la dévotion, il semble qu'elle soit devenue impeccable, et que tous les autres soient des pécheurs remplis de défauts (2). »

Et sa clairvoyante piété ne met pas ce faux zèle à plus haut prix que ne le fait la joyeuse Dorine :

« Ainsi a-t-on vu des femmes trop connues pour ce qu'elles avaient été, et peut-être pour ce qu'elles étaient encore ; des femmes à qui le passé devait au moins fermer la bouche, devenir les plus éloquentes sur la dépravation des mœurs, ne trouver rien d'assez exact ni d'assez rigide dans la police de l'Église et en appeler sans cesse aux anciens canons, tels qu'ils s'observaient dans leur première institution. Mais ce zèle de la pureté des mœurs et de la perfection du christianisme, n'est-il pas louable dans un chrétien? Oui, répond saint Bernard ; mais autant qu'il est louable dans un chrétien, autant, pour ne rien dire de plus, est-il équivoque et douteux dans un libertin ; et je dois, selon le précepte de Jésus-Christ, m'en défier comme de la plus dangereuse hypocrisie (3). »

Comme le bouillant Damis s'irritant du « cagot de critique qui usurpe « un pouvoir tyrannique », comme Dorine grondant contre « le critique zélé » qui « contrôle tout » « et prend

(1) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. II, p. 245.
(2) *De la vraie et de la fausse dévotion*, t. IV, p. 374.
(3) Sermon pour le 1er jeudi du Carême, *Sur la Communion*, t. I, p. 210.

droit de gloser sur tous », Bourdaloue réprouve ces sévérités remuantes qui croient remplacer la vertu :

« C'est assez que nous ayons un certain zèle de discipline et de réforme, pour nous attribuer le pouvoir de juger tout, pour usurper une supériorité que ni Dieu ni les hommes ne nous ont donnée, et pour faire la loi peut-être à ceux dont nous devons la recevoir. Car un laïque s'érigera en censeur des prêtres, un séculier en réformateur des religieux (1), une femme en directrice, et qui sais-je de qui? tout cela parce que, sous couleur de piété, on ne s'aperçoit pas qu'on veut dominer. Cette présomption même ainsi que je l'ai déjà remarqué, par une conséquence naturelle, dégénère souvent et se tourne en ambition. Il semble qu'être sévère dans ses maximes soit un degré pour s'agrandir, et que cette qualité seule, bien ménagée, doive tenir lieu de tout autre mérite (2). »

Dorine refuse d'accepter les austères remontrances de ce Tartuffe qui s'empiffre à table et dort douze heures dans son lit bien chaud, et Bourdaloue insinue qu'elle n'a pas tout à fait tort.

« Oh ! qu'il est aisé de se faire dans le monde la réputation d'homme sévère, et de la soutenir aux dépens d'autrui (3) !

« En effet, il est aisé d'exhorter les autres à la pratique d'une vie austère, au retranchement des plaisirs, au crucifiement de la chair, tandis qu'il n'en coûte rien. Un homme bien nourri, disait saint Jérôme, n'a point de peine à discourir de l'abstinence et du jeûne ; un homme abondamment pourvu de tout, à qui rien ne manque, et qui est en possession de mener une vie agréable et commode, s'érige aisément en prédicateur de la plus exacte réforme. Mais quelque éloquent et quelque zélé qu'il puisse être, on croit toujours avoir droit d'en appeler à son exemple, et de lui répondre que ce zèle de réforme ne lui convient pas, que ce langage lui sied mal, et que, s'il veut porter les choses à cette rigueur, il devrait chercher des auditeurs dont il fût un peu moins connu (4)... »

Mais voici Cléante en discussion avec Orgon sur le compte

(1) Ce fut à Lyon l'aventure du barbier Crétenet. Cf. Baumal, *Tartuffe et ses avatars*. Émile Nourry, 1925.

(2) Sermon pour le 3e dimanche de l'Avent, *Sur la sévérité évangélique*, t. I, p. 138.

(3) *Pensées diverses sur la dévotion*, t. IV, p. 381.

(4) *Sermon pour la fête de saint André*, t. III, p. 315.

de Tartuffe. Les grimaces de Tartuffe ont éveillé la méfiance de Cléante :

Les bons les vrais dévots qu'on doit suivre à la trace
Ne sont pas ceux aussi qui font tant de grimace...

« Pourquoi, dit à son tour Bourdaloue, pourquoi la vraie dévotion est-elle si peu connue, et pourquoi, au contraire, connaît-on si bien la fausse? C'est que la vraie dévotion se cache, parce qu'elle est humble ; au lieu que la fausse aime à se montrer et à se distinguer (1). »

Si Cléante reproche à Orgon de ne faire

. . . . . *nulle distinction*
Entre l'hypocrisie et la dévotion

et de

Rendre même honneur au masque qu'au visage,

Bourdaloue soupire :

« Durant cette vie, tout est mêlé et confondu, la vertu avec le vice, l'innocence avec le crime, la vérité avec l'imposture, la religion avec l'hypocrisie ; et dans ce mélange le juste souffre et l'impie triomphe (2). »

Mais lorsque Molière proclame par la bouche de Cléante sa thèse essentielle :

Les hommes la plupart sont étrangement faits :
Dans la juste nature on ne les voit jamais,
La raison a pour eux des bornes trop petites,
En chaque caractère ils passent ses limites,
Et la plus noble chose, ils la gâtent souvent
Pour la vouloir outrer et pousser trop avant.

C'est le redoutable Bossuet qui fait écho cette fois en citant les paroles de saint Paul : « Prenez garde de ne vouloir point être sages plus qu'il ne faut, mais d'être sages sobrement et modérément (3). »

C'est Pascal enfin qui renforce cette thèse : « L'homme n'est ni ange ni bête, et le malheur veut que qui veut faire

(1) *De la vraie et de la fausse dévotion*, t. IV, p. 379.
(2) Sermon pour le 1er dimanche de l'Avent, *Sur le Jugement dernier*, t. I, p. 110-111.
(3) *Traité de la concupiscence*, chap. VIII. — S. PAUL, *Ep. aux Romains*, XII, 3.

l'ange fait la bête (1). C'est sortir de l'humanité que de sortir du milieu ; la grandeur de l'âme humaine consiste à savoir s'y tenir. »

C'est au nom de son respect pour la piété elle-même que Cléante s'indigne contre les faux dévots

De qui la sacrilège et trompeuse grimace
Abuse impunément et se joue à leur gré
De ce qu'ont les mortels de plus saint et sacré...

« Il n'est rien de plus saint que la piété, rien de plus excellent et de plus divin, proclame Bourdaloue ; mais ne puis-je pas dire avec douleur qu'il n'est rien aussi de plus exposé aux profanations et aux abus, ni rien de plus dangereux que ces âmes artificieuses qui, sous le voile d'une dévotion apparente, cachent ou le venin d'une doctrine corrompue ou le dérèglement d'une conduite criminelle (2)? »

On ne prêche pas sincèrement « la retraite au milieu de la cour », dit Cléante, et Bourdaloue nous en donne les raisons :

« La cour est le séjour de l'ambition : la dévotion y devient ambitieuse ; la cour est le séjour de la politique : la dévotion y devient artificieuse et politique ; la cour est le séjour de l'hypocrisie et de la dissimulation : la dévotion y devient dissimulée et cachée ; la cour est le séjour de la médisance : la dévotion y devient critique à l'excès et médisante ; ainsi du reste. La raison de ceci est que dans la dévotion même il y a toujours, si l'on n'use d'une extrême vigilance, quelque chose d'humain et un fonds de nature corrompue qui s'y glisse et qui agit imperceptiblement (3). »

On a vu plus haut le sombre tableau que fait Bourdaloue du faux dévot intrigant qui réussit à employer à ses mauvais desseins le zèle de ses dupes, comme ces gens dont parle Cléante, qui

Font de dévotion métier et marchandise
Et veulent acheter crédit et dignités
A prix de faux clins d'yeux et d'élans affectés;

qu'on voit

Par le chemin du ciel courir à la fortune.

Ils « sont prompts, vindicatifs... », dit Molière, Bourdaloue

(1) Pascal, *Pensées;* éd. Brunschwig, t. VI, p. 20 et 40.
(2) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. II, p. 237.
(3) *De la vraie et de la fausse dévotion*, t. IV, p. 374.

a vu aussi : « Dans le monde tant de personnes dévotes, martyres de la pénitence et de la mortification, être néanmoins les plus vives dans leurs ressentiments et dans leurs animosités (1). »

Ces gens, dit Cléante qui

Pour perdre quelqu'un, couvrent insolemment
De l'intérêt du ciel leur fier ressentiment.

Bourdaloue connaît ces iniquités :

« C'est que l'article de la charité est celui où l'on se flatte davantage, et où l'on trouve plus de spécieuses excuses pour se justifier, quelque criminel que l'on soit. C'est qu'il arrive même tous les jours qu'on érige en vertu les actions, les sentiments, les discours où la charité est le plus visiblement offensée. On appelle zèle de la gloire de Dieu, zèle du salut des âmes, zèle de la vérité et de la doctrine pure, ce qu'il y a dans la médisance de plus outrageux et de plus calomnieux... (2). »

Bourdaloue estime cependant comme Cléante que :

Les dévots de cœur sont aisés à connaître...

« Car, quoiqu'en matière de religion il y ait eu en tout temps de l'artifice, quoiqu'il soit vrai que les apparences sont trompeuses, quoique le discernement en soit quelquefois difficile et que les hommes s'y laissent assez souvent tromper, il faut après tout convenir que la vraie vertu a certains traits éclatants par où elle se fait bientôt connaître (3). »

On a voulu taxer Cléante de tiédeur et même de froideur, dans sa définition des vrais dévots, cependant ce n'est pas lui, c'est le pieux Bourdaloue qui dit :

« La dévotion doit être prudente, et on peut bien lui appliquer ce que saint Paul a dit de la foi : *que votre service soit raisonnable* (4). »

Point de cabale en eux, moins d'intrigues à suivre
On les voit pour tout soin se mêler de bien vivre...

dit Cléante. C'est une définition approchante que Bourdaloue, d'après saint Paul, donne de la charité :

(1) *Sur la charité*, t. IV, p. 236.
(2) *Ibid.*
(3) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. IV, p. 243.
(4) *De la vraie et de la fausse dévotion*, t. IV, p. 380.

« La charité, dit saint Paul, est patiente, elle est pleine de bonté. La charité n'est point jalouse, elle ne s'enfle point, elle n'est point ambitieuse, elle ne cherche point ses propres intérêts (1). »

« On ne voit point » chez les vrais dévots tels que Cléante les dépeint,

> . . . . . *ce faste insupportable*
> *Et leur dévotion est humaine et traitable;*
> *Ils ne censurent point toutes nos actions,*

parce que « la charité, continue Bourdaloue, ne s'emporte point, ne pense mal de personne ; elle n'a point de joie de l'injustice, mais elle en a de la vérité ; elle endure tout, elle croit tout, elle espère tout, elle supporte tout » (2).

Parce que : « Une humilité sans affectation, une charité sans exception et sans réserve, un esprit de douceur pour autrui et de sévérité pour soi-même, un désintéressement réel et parfait..., tout cela est au-dessus des jugements mauvais, et l'on ne s'avise point de donner à tout cela le nom d'hypocrisie (3). »

Ces dévots qu'aime Cléante ne critiquent personne :

> *Ils trouvent trop d'orgueil dans ces corrections...*
> *C'est par leurs actions qu'ils reprennent les nôtres,*
> *L'apparence du mal a chez eux peu d'appui*
> *Et leur âme est portée à juger bien d'autrui.*

Bourdaloue la décrit ainsi, cette âme :

« Une âme bien faite, et surtout une âme chrétienne et charitable, est disposée à prendre tout en bonne part. Ce n'est pas qu'elle approuve le mal, mais elle ne le croit pas aisément. Elle se ferait même, et avec raison, une peine de conscience et un scrupule d'écouter d'abord toutes les idées qui se présentent, et de les suivre, avant que de s'être donné le temps de les approfondir. Cependant elle se tient en paix, et elle aime mieux être trompée par une trop grande facilité à bien juger, que de l'être par une trop grande rigueur à condamner (4). »

(1) *Sur la charité*, t. IV, p. 237.
(2) *Ibid.*
(3) *Sermon sur l'hypocrisie*, t. II, p. 243.
(4) *Sur la charité*, t. IV, p. 240.

Jamais contre un pécheur ils n'ont d'acharnement

dit Cléante, et ils suivent en cela les préceptes de la charité de Bourdaloue :

« Comme il y a néanmoins des sujets et des occasions où l'évidence des choses ne permet pas de les justifier par aucun endroit, ce que fait du moins la charité, c'est d'espérer tout. Elle espère, par exemple, que cet homme changera de conduite, qu'il reviendra de ses égarements, qu'il se comportera mieux en d'autres rencontres, qu'il reconnaîtra son erreur, qu'il se détrompera de ses préjugés, qu'il réparera le passé, et qu'il en fera une pleine satisfaction (1). »

C'est avec raison que Dorine soulignera au deuxième acte l'inconséquence de Tartuffe qui, malgré sa feinte humilité, tient à se proclamer gentilhomme :

. . . *L'humble procédé de la dévotion*
Souffre mal les éclats de cette ambition.

puisque Bourdaloue écrit :

« Prétendre accorder ensemble la charité et l'ambition, c'est une chimère (2). »

Dorine s'alarme de voir Orgon contraindre Marianne à épouser l'odieux Tartuffe, malgré ses accordailles avec Valère. Elle démontre à Orgon que :

. . . . . *d'une fille on risque oa vertu*
Lorsque dans son hymen son goût est combattu

et finit sur cette conclusion :

Et qui donne à sa fille un homme qu'elle hait
Est responsable au ciel des fautes qu'elle fait.

N'emploie-t-elle pas, au sujet terrestre du mariage, les mêmes arguments, les mêmes adjurations que Bourdaloue, parlant, lui, des vocations religieuses forcées ou contrariées :

« Dans la conduite de vos familles respectez toujours les droits de Dieu, et jamais ne donnez la moindre atteinte à ceux de vos enfants. Laissez-leur la même liberté que vous avez souhaitée, et dont peut-être vous avez été si jaloux. Faites pour eux ce que vous avez voulu qu'on fît pour vous ;

(1) *Sermon sur la charité*, p. 240.
(2) *Ibid.*, t. IV, p. 239.

et si vous avez sur cela reçu quelque injustice, ne vous en vengez pas sur des âmes innocentes qui n'y ont eu nulle part, et qui d'ailleurs vous doivent être si chères. Ayez égard à leur salut, qui s'y trouve intéressé et ne soyez pas assez cruels pour le sacrifier à vos vues humaines. Ne vous exposez pas vous-même à être un jour l'objet de leur malédiction, après avoir été la source de leur malheur. Car leur malédiction serait efficace, et attirerait sur vous celle de Dieu (1). »

Dès son entrée en scène, Tartuffe prend soin de faire connaître qu'il se mortifie et qu'il prodigue les visites charitables. Il ne fait là qu'imiter les dévots plus sincères que lui-même qui, d'après Bourdaloue, renoncent à tout, sauf à la louange :

« Car on aime l'éclat jusque dans la retraite, jusque dans la pénitence, jusque dans les plus saints exercices, et dans les œuvres mêmes les plus humiliantes. Celle-ci peut-être ni celle-là ne se seraient retirées du monde, si elles ne l'avaient fait avec éclat, et si cet éclat ne les eût soutenues. Et depuis qu'elles ont renoncé au monde et embrassé la dévotion, peut-être ne se rendraient-elles pas si assidues au soin des pauvres ou au soin des prisonniers, si elles ne le faisaient avec le même éclat, et si dans ce même éclat elles n'avaient pas le même soutien (2). »

Il y revient dans un autre sermon :

« On veut pratiquer le christianisme dans sa sévérité, mais on en veut avoir l'honneur. On se retire du monde, mais on est bien aise que le monde le sache ; et s'il ne le devait pas savoir, je doute qu'on eût le courage et la force de s'en retirer. On renonce à certains divertissements que la religion condamne, mais on se soutient par la gloire d'y avoir renoncé. On quitte le luxe des habits, mais on a pour soi-même autant ou plus de complaisance que les plus mondains. On ne se soucie plus de sa beauté, mais on est entêté de son esprit et de son jugement. On se retranche, on s'abstient, on se mortifie en secret ; mais on fait si bien que ce secret cesse bientôt d'être secret, et l'on a cent biais pour le rendre public, en sauvant même les dehors et les apparences de la modestie (3). »

Et cette humilité par laquelle, après le scandale provoqué

(1) Pour le 1er dimanche après l'Épiphanie, *Sur le devoir des pères*, t. II, p. 9.
(2) *Sur la vraie et la fausse dévotion*, t. IV, p. 373.
(3) 3e dimanche de l'Avent, *Sur la sévérité évangélique*, t. I, p. 138.

par Damis, Tartuffe reprendra en un clin d'œil tout son empire sur l'âme d'Orgon, n'est-ce pas celle-ci :

« Ce n'est pas qu'en bien des rencontres nous ne fassions les humbles, mais d'une humilité, dit saint Jérôme, qui ne risque rien d'une humilité qui cherche à être honorée et qui est sûre de l'être, d'une humilité qui sert d'amorce à la louange, et dont l'orgueil même se pare (1). »

Tartuffe oppose d'obliques raisons à la démarche de Cléante auprès de lui, après qu'Orgon a chassé son fils. Il imagine et développe les commentaires défavorables que l'on ferait de leur raccommodement. Cléante lui répond :

Des intérêts du Ciel pourquoi vous chargez-vous?
Ne songez qu'au pardon qu'il prescrit des offenses
Et ne regardez point aux jugements humains
Quand vous suivez du Ciel les ordres souverains.

et Bourdaloue aurait dit :

« Mais que dira le monde? il dira que vous êtes chrétien, et que vous vous comportez en chrétien ; il dira que vous êtes soumis à Dieu, et votre fidélité l'édifiera. Ou, s'il ne pense ni ne parle de la sorte, quoi qu'il pense et quoi qu'il dise, vous mépriserez ses jugements et ses discours, et vous vous souviendrez que c'est à l'ordre de Dieu, et non aux idées du monde, que vous devez vous conformer (2). »

Enfin les hypocrites sont si redoutables, si bien armés que Bourdaloue comme Molière n'a de ressource pour les confondre que dans l'intervention d'une puissance supérieure. Molière qui se meut dans le siècle, sur un théâtre, pendant la brève durée d'une pièce, espère du « prince ennemi de la fraude », dont les yeux

... se font jour dans les cœurs
Et que ne peut tromper tout l'art des imposteurs,

ce que Bourdaloue, qui se meut dans le spirituel, parlant du haut de la chaire et *sub specie æternitatis*, ne demande qu'à Dieu :

« Oui, il viendra pour venger les justes, je dis les vrais

(1) 3e dimanche de l'Avent, *Sur la sévérité évangélique*, t. I, p. 137.

(2) Pour le 2e dimanche après la Pentecôte, *Sur le pardon des injures*, t. II, p. 406.

justes, en les séparant des hypocrites et faisant pour jamais cesser le règne de l'hypocrisie (1). »

Devait-il si mal juger l'indignation de Molière se refusant à prendre au sérieux les grimaces des faux dévots, ce parfait prélat, si clairvoyant lui-même, cet ami de Boileau (2)? Rappelons-nous que Boileau avait soutenu Tartuffe, et qu'il devait écrire dans sa satire XI :

Un dévot aux yeux creux, et d'abstinence blême,
S'il n'a point le cœur juste, est affreux devant Dieu
L'évangile au chrétien ne dit en aucun lieu :
Sois dévot; elle dit : sois doux, simple, équitable...

Ne croirait-on pas qu'il venait d'entendre Bourdaloue disant avec plus de force encore : « Avant d'être dévot, je veux que vous soyez chrétien. Du christianisme à la dévotion, c'est l'ordre naturel ; mais le plus monstrueux, c'est la dévotion sans le christianisme (3). »

Comment donc expliquer que Bourdaloue ait, en définitive, condamné *Tartuffe* et Molière? C'est tout d'abord que des gens intéressés ont peint Molière à Bourdaloue sous les plus noires couleurs. C'est aussi que la piété de Bourdaloue, quoique raisonnable, met au-dessus de tout l'intérêt de la religion, tandis que la raison de Molière, quoique respectueuse, met au-dessus de tout l'humaine vérité.

Bourdaloue reproche au poète de faire le jeu des libertins et d'être un libertin lui-même ; mais Molière a précisément reproché aux hypocrites d'avoir entraîné de pieuses gens à le traiter de libertin.

— Vous calomniez les gens de bien, dit-on à Molière.

— Les hypocrites me calomnient, dit Molière de son côté.

Entre l'honnêteté simplement humaine de Molière et la droiture pastorale de Bourdaloue, Tartuffe a réussi à glisser ce malentendu. Éternellement, l'orthodoxie de Bourdaloue et le libre jugement de Molière diront les mêmes choses, dans un langage différent, et sans pouvoir se résoudre à un accord.

DUSSANE.

(1) 1er dimanche de l'Avent, *Sermon sur le Jugement dernier*, t. I, p. 110.

(2) Boileau qui le taquinait, à Bâville, aux noces du fils du président de Lamoignon, avec une chanson où il le promenait d'Escobar aux jansénistes. Bourdaloue fit la moue, mais le Père Rapin le calma.

(3) *De la vraie et de la fausse dévotion*, t. IV, p. 380.

Canovas del Castillo[1]

TROISIÈME PARTIE

COMMENT ON CONTINUE L'HISTOIRE

II. — Le mécanisme de la Restauration.

« ...Une fois l'heure arrivée, il sera facile pour un prince loyal et un peuple libre de s'entendre et de se concerter sur toutes les questions à résoudre... »

Manifeste de Sandhurst, 1er décembre 1874.

« ...Le seul moyen de mettre vite un terme à la guerre est d'avoir un drapeau, un prince, un roi... »

(Martinez Campos, *Allocution à la brigade Daban*, Sagonte, 29 décembre 1874.)

a) *Le manifeste de Sandhurst.*

Vers la fin de novembre 1874, « tout en affectant de contenir les impatiences des généraux alphonsistes, » dit le témoin que nous avons suivi dans le précédent chapitre et que nous continuerons à suivre dans celui-ci (mais nous dirons, nous, et nous en donnerons nos raisons : tout en contenant ces impatiences), Cánovas, qui, à des signes multipliés, voyait le maréchal Serrano décidé à « jouer son va-tout dans un effort suprême contre les carlistes », crut que « le prétendant ne pouvait tarder davantage à mettre sous les yeux du pays, de l'armée, et même des gouvernements

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er janvier, 15 février, 1er mars, 1er juin, 1er juillet, 1er août 1929.

étrangers le programme de ses intentions et de ses aspirations (1). » Il conseilla donc à l'ex-reine Isabelle et à son fils, devant lequel elle s'effaçait sagement, de publier une lettre-manifeste, qui fut censée avoir été écrite par Don Alphonse, de Sandhurst, où il suivait les cours de l'école militaire britannique, signée de lui, datée du 1er décembre, et présentée comme la réponse « à des communications reçues sur l'état intérieur de l'Espagne et sur les progrès de la cause royaliste ». — Mais « il suffit, a-t-on fait observer, de parcourir ce document pour y reconnaître les idées, la politique, l'inspiration de l'éminent homme d'État qui mérita si vite le nom de Richelieu de la Restauration espagnole ».

Il est, en effet, tout imprégné de l'esprit de Cánovas del Castillo tel qu'il ressort de ses écrits, notamment des considérations et maximes politiques répandues dans sa biographie du *Solitaire*, de ses *Études sur le règne de Philippe IV* et de ses trois volumes : *Problèmes contemporains*. Et il y avait bien en Cánovas de quoi soutenir, sans en être écrasé, une comparaison avec Richelieu, ne fût-ce que le sens de l'État et l'amour du pouvoir, la vertu de puissance, le courage même des duretés nécessaires ; mais je ne sais s'il eût goûté la comparaison, car il semble avoir éprouvé pour certaines parties du rôle historique de Richelieu une sorte d'antipathie qui l'a rendu par endroits presque injuste envers la mémoire de ce prince des grands ministres. En tout cas, ce n'est pas ainsi que, moins ardemment, moins exclusivement Espagnol, il eût dû en parler, lui dont on peut dire, à sa gloire, qu'il fut de la même espèce, sinon de la même école, et, comme le cardinal, serviteur impérieux de son pays et de son roi.

Le manifeste de Sandhurst visait, premièrement, à affirmer la Monarchie, à faire apparaître la nécessité, la possibilité de sa restauration, et à en définir le caractère, à mettre en alerte ses partisans ; deuxièmement, à rallier tout ce qu'il y avait de demi-monarchistes, tous les hommes d'ordre que

(1) J'ai eu et j'ai encore scrupule à citer si copieusement M. Houghton. Ce qui me rassure, c'est qu'il est notoire que son livre ne prétend à aucune valeur d'art, n'est marqué d'aucun caractère personnel, ne veut être et n'est vraiment qu'un témoignage. C'est bien moins une histoire qu'une source pour l'histoire. Une source à laquelle, du reste, il est prudent de ne puiser qu'avec de fréquentes analyses. Mais, à cette condition, source utile et même précieuse. Rappelons encore que l'ouvrage a paru en 1890, sous le titre : *les Origines de la Restauration des Bourbons en Espagne*, à la librairie Plon ; un vol. in-8°.

retenait seulement la crainte de sacrifier à l'ordre la liberté ; tous les catholiques, à l'exception des plus exaltés, des plus étroits, des plus fermés ultramontains (« ultramarins » serait plus exact pour parler de l'Espagne, que la mer, et non la montagne, sépare de Rome) ; la masse, enfin, de tout ce qui, sans opinion politique bien tranchée, était mécontent, ou las, ou désabusé, dégrisé de la révolution. En outre, cette Lettre royale avait pratiquement l'avantage qu'elle permettait d'attendre avec plus de sûreté les circonstances favorables, d'autant mieux qu'à l'armée, la plupart des lieutenants de Serrano étaient de ces mêmes généraux et chefs de corps qui, six mois auparavant, à Castro Urdiales, avaient tenté de forcer la main au maréchal Concha. Autres avantages encore, pour l'avenir : d'abord, sous le coup même de l'événement, une explication préalable aussi claire éviterait une trop grande prépondérance du général qui rétablirait la Monarchie par un *pronunciamiento;* et, dans la suite, elle assurerait le gouvernement de la Monarchie rétablie aux civils, ou du moins empêcherait qu'il ne fût livré exclusivement, définitivement aux militaires. C'était la pensée très nette, la volonté très ferme de Cánovas. Il voulait, pour l'avenir, que la Monarchie ne fût pas dirigée ni conseillée seulement par des généraux ; dès le présent, il voulait que la restauration ne se fît pas seulement par eux, et même il eût préféré — il ne se lassera pas de le dire et ne se privera pas de le leur dire — qu'elle eût été faite sans eux. Aussi, dans le Manifeste, dévoilait-il, découvrait-il à plein les signes sous lesquels il entendait placer le régime renouvelé : il serait « constitutionnel, parlementaire, moderne, de façon, a-t-on insinué, à lui faire plus vite pardonner l'emploi de la force et des *pronunciamientos* militaires à ses débuts ». Mais non, son intention ne pouvait être celle-là, puisque, cet emploi de la force, il l'a invariablement, avant, pendant, et après, condamné. Peut-être serait-il plus juste de penser que Cánovas désirait asseoir sa propre influence sur des bases solides en préparant, dès l'acte constitutif ou introductif de la royauté, les militaires espagnols, dévoyés par un siècle de mauvaises habitudes, à l'idée que dans un gouvernement bien ordonné, les militaires serviraient et en seraient récompensés, comme il convient, mais ne mèneraient pas. « Trait caractéristique et le plus honorable de la politique de Cánovas, ont confessé des libéraux, toutes les fois qu'il a été

appelé ou rappelé au pouvoir. » Trait qui ne saurait étonner quiconque a essayé de pénétrer dans l'arrière-fond de son esprit, et n'a point manqué de sentir l'espèce d'horreur instinctive que lui avait inspirée déjà chez Espartero, en qui il en plaçait l'origine, la dictature *de campamento*. Je ne l'ai jamais entendu prononcer ce mot ; mais je l'ai, pour d'autres, entendu prononcer : « Politique *de mercachifles!* » et j'en ai encore dans les oreilles le sifflement cinglant d'un insurmontable mépris.

Voici, — on en a fait un peu ironiquement la remarque, — « comment s'exprimait le jeune prince Alphonse, un prétendant de moins de dix-sept printemps » dans son manifeste de Sandhurst. Et il est de fait qu'il manque à cet écrit la signature de Cánovas, mais que toutes ses empreintes y sont ; tout, y compris ses tics de style, tels que l'usage surabondant du *Je* et du *Moi* : « *Je* ne sais, *moi*... » Mais les grandes marques y sont aussi : dès le premier membre de la première phrase, cette précision : la Monarchie *constitutionnelle;* dès la seconde, la volonté du ralliement, l'affirmation que le régime nouveau représentera l'union et la paix ; même une phrase dubitative, de bon ton, sur l'incertitude où l'on est des desseins de Dieu.

Le point principal est bien en avant, à la pointe de la flèche : le retour à la Monarchie sera le retour au droit public du royaume, en termes propres et exprès, à son droit *constitutionnel*, mais traditionnel, historique. Ce sera donc une Monarchie *héréditaire*, mais en même temps *représentative*, forme nécessaire pour *la sauvegarde des droits et des intérêts de tous :* et rien n'est dit par prétérition, mais, nominativement, *des classes ouvrières*, à égalité avec *les classes les plus élevées de la nation*. Il découle de là que ce ne sera pas une Monarchie aristocratique, ni bourgeoise, mais populaire, au sens le plus large, c'est-à-dire nationale.

Ce ne sera pas, par conséquent, une simple restauration, mais une restauration rénovatrice, instauratrice. Il le faut, car tout est par terre : les choses de la Monarchie avant 1868, et les choses de la Révolution après 1868. La Constitution de 1845 n'existe plus, mais pas davantage celle de 1869, coulée par les révolutionnaires dans le moule monarchique. L'Assemblée, d'une légalité douteuse, qui avait décrété la République n'avait été qu'une junte usurpatrice de séna-

teurs et de députés. Les seules Cortès républicaines qui eussent été convoquées avaient été dissoutes « par les baïonnettes de la garnison de Madrid, » au coup d'État de Pavia. Depuis lors, toutes les questions étaient demeurées en suspens : la solution en avait été laissée à l'avenir.

« Heureusement, poursuivait le Manifeste, la Monarchie héréditaire et constitutionnelle possède dans ses principes la flexibilité nécessaire (évidemment, ce n'était pas « un prince de moins de dix-sept printemps » qui s'exprimait ainsi) ...la flexibilité nécessaire pour que tous les problèmes... soient résolus conformément aux vœux et aux convenances de la nation. » Observation qui amenait cet avertissement aux monarchistes de l'ancienne école, pas encore tout à fait revenus de leurs tendances à l'absolutisme : « Il ne faut pas espérer que je déciderai rien sur-le-champ ni arbitrairement. » Pourquoi? Parce que la Monarchie sera à la fois héréditaire et constitutionnelle, historique et moderne, et qu'être représentative ne sera pour elle que s'appuyer sur son histoire. « Les princes espagnols, là-bas (le Manifeste étant supposé écrit en Angleterre), dans les anciens temps de la Monarchie... (bien avant les Bourbons, et même avant la Maison d'Autriche : c'était cela, l'ancien droit public de l'Espagne, l'ancienne école politique espagnole ; les tendances à l'absolutisme, plus récentes, non autochtones, avaient été une importation autrichienne), ...les princes vraiment, originairement espagnols, Aragon et Castille, « ne décidaient pas les affaires sans les Cortès. » Voilà pour l'histoire, mais la vie suivait son cours et devait avoir son tour : ...et cette règle très juste de conduite ne sera pas oubliée par moi dans ma condition présente (le mot en dit plus qu'on n'en attendait) et à une époque où tous les Espagnols sont habitués aux procédés parlementaires. » (Il y avait dans cette affirmation une forte dose d'optimisme, et l'Espagne d'alors était peu faite aux mœurs — aux bonnes mœurs — parlementaires, mais il importait de le lui faire croire...) Le Manifeste est ainsi arrivé par degrés à la conception parlementaire de la Monarchie espagnole, à la fois antique et moderne. Il avait dit « constitutionnelle ». Il avait dit : « représentative. » Il finit par dire ce qu'il ne pouvait pas ne pas dire en 1874 : « parlementaire. » Et il redouble (car c'est quand même un fait que, depuis Ferdinand VII, cinquante ans de presse et de tribune, de propagande, d'agitation et de révolution

ont passé), il frappe à nouveau le timbre de la liberté dans l'union du peuple avec le Roi, du peuple libre avec le Prince loyal, se concertant « sur toutes les questions à résoudre ». En terminant, Don Alphonse, ou celui qui a tenu la plume pour lui, adresse encore une pensée qui fortifie et rectifie tout ensemble leur position vis-à-vis de lui, comme sa position vis-à-vis d'elles, « aux honnêtes et laborieuses classes populaires, » trop souvent « victimes de sophismes perfides et d'illusions absurdes ». S'il ne leur ménage pas l'intérêt, et ne leur conteste pas le droit, il ne leur mâche pas non plus la vérité. La parole royale est, ici, sans flatterie, quoique les temps soient venus, dans le monde renversé, où ce sont les rois qui flattent les peuples.

Le morceau s'achève noblement, par de brèves, mais hautes considérations sur les avantages de l'infortune, qui élève et qui instruit, sur l'Espagne et son histoire, sur le devoir du Prince, sur son sort et sur son rôle, sur la triple qualité dont seront faites sa vertu et sa force : bon Espagnol, comme étant le premier des Espagnols ; bon catholique, comme étant l'héritier de ses ancêtres, les rois catholiques ; et bon libéral, comme étant, au sommet d'institutions séculaires, un homme de son siècle.

Tel est le Manifeste de Sandhurst. Certains l'ont trouvé trop long, mais il était difficile de le faire plus court et aussi court et, quand même, aussi plein. Il est, en tout cas, un reproche ou un éloge qu'il ne mérite pas. On a voulu y voir une preuve de plus que « M. Cánovas a excellé dans l'art de poser devant le pays et devant les Cortès des formules de politique et de législation vagues et élastiques ». Vague et élastique, ce texte-là ! Vague et élastique, de la prose politique, — et de la meilleure, — de Cánovas del Castillo ! Du vague et de l'élastique, ce serait ce qu'il aurait voulu ménager en vantant la « flexibilité » des principes de la Monarchie héréditaire et constitutionnelle ! La « flexibilité » poussée jusqu'à « l'élasticité », ce serait ce qu'il aurait cherché, car, pour croire et pour dire que cette pensée et ce style étaient naturellement « vagues et élastiques », il faudrait n'avoir jamais lu (ce qui, après tout, est possible) non pas même une page, mais une ligne des *Problèmes contemporains* ou des *Etudes sur le règne de Philippe IV*, ou de la biographie d'Estébanez Calderón ! L'imprécision, ici, serait donc volontaire, calculée, systématique. Mais quelle imprécision? Et comment être

plus précis? Tout l'essentiel de ce que sera la Monarchie restaurée n'est-il pas bien plus qu'impliqué, expliqué dans sa formule même, exprimé, en langage lapidaire, par ces épithètes accumulées : héréditaire, constitutionnelle, représentative, parlementaire, historique, moderne, catholique, libérale? Tout cela y est, et tout cela aurait pu n'y pas être, et tout cela aurait dû n'y pas être, si vraiment l'auteur avait songé à se réserver des issues et des dégagements, des sorties et des rentrées. Mais non, Cánovas se tenait à découvert sur le seuil ; la porte qu'il ouvrait était bien ouverte et laissait voir, sans retraits cachés ni trappes secrètes, l'intérieur de la maison reconstruite.

En somme, — on en tombait d'accord, — le Manifeste de Sandhurst avait été « très savamment rédigé pour rallier des adhésions dans toutes les couches de la société espagnole ». Lancé avec éclat à l'étranger, il avait été largement répandu en Espagne, d'abord sous le manteau, avant que le gouvernement de Serrano se résignât à le laisser publier par la presse de Madrid et de la province. On en avait trouvé des copies jusqu'en pays carliste ; il en circulait jusqu'au fond des plus lointaines campagnes. A Madrid même, dans les cercles, dans les salons, il était lu à haute voix, commenté ; bref, il était connu, fort peu de temps après le départ du Maréchal-président pour Logroño, le 9 décembre. Lorsque les journaux l'imprimèrent, il avait déjà commencé à produire son effet.

Cet effet n'aurait pourtant pas été aussi prompt ni aussi complet que certains monarchistes l'avaient espéré. En publiant le Manifeste, « les organes de l'alphonsisme » avaient eu soin de le présenter comme « un acte de revendication pacifique, un appel purement platonique à l'opinion et au pays ». Notre témoin soutient que « la consigne la plus stricte » aurait été « donnée à tous les partisans du prétendant de protester contre toute arrière-pensée de *pronunciamientos* militaires », il ne dit pas « aurait été », il dit positivement « fut donnée, » et il explique : « avant que la guerre carliste eût pris un meilleur aspect pour la cause libérale, qu'on voulait à tout prix identifier avec la monarchie constitutionnelle et héréditaire. » De ces partisans, il y en avait plus d'un qui accusait les précautions, excessives à leur gré, « la temporisation, les ajournements » de Cánovas. Les plus récents n'étaient pas les moins excités, et on le comprend,

car ils avaient besoin non seulement d'afficher leur zèle devant les autres, mais de justifier leur conversion devant eux-mêmes. Or, comme justification, rien ne valait le succès ; et plus il serait rapide, mieux elle vaudrait. Si on laissait à Serrano le temps, c'est-à-dire la chance d'infliger au carlisme une incontestable défaite, c'étaient alors les chances de la Restauration qui en seraient diminuées grandement. Un peu partout, mais en particulier dans les milieux militaires, on était convaincu que tout dépendait à ce moment pour la cause de Don Alphonse de s'assurer d'un général prêt à faire le coup sans nul délai.

« Chose curieuse ! note M. Houghton. Dans les cercles diplomatiques et chez les financiers, aux derniers jours de décembre, on estimait que le duc de la Torre avait regagné du terrain... Il y eut des rapports envoyés à des gouvernements étrangers, vers Noël, conçus dans un langage beaucoup moins pessimiste... » Pas si curieuse, la chose ! Il ne manquait plus à l'événement, pour devenir certain, que l'incrédulité des diplomates ! Toutefois, il demeure vrai que le départ du Président pour l'armée, l'attente d'une bataille peut-être décisive contre Don Carlos, et la pensée que cette victoire rétablirait la situation au profit de la République, avaient jeté quelque flottement dans l'état-major alphonsiste. Mais dans l'état-major plutôt que dans les rangs du parti. « Très peu de gens, en effet, surent combien les généraux les plus compromis... furent sur le point de renoncer à tenter un mouvement à la fin de décembre 1874. »

Mais Cánovas « voulait pour de bon les choses en politique ». C'est parce qu'il les voulait fortement que l'on a eu raison de dire, avant tout, que la Restauration fut son œuvre. La part des militaires n'y fut que la part de l'accident, où il n'entra de *virtù*, d'action virile, que dans la mesure où ils brusquèrent la Fortune. Au total, la restauration des Bourbons en Espagne « est un exemple frappant du rôle que les considérations personnelles et la ténacité d'un seul homme ont eu dans les *Cosas de España* ».

Cette volonté quasi souveraine, maîtresse des événements mêmes qu'elle ne produisait pas, en ce sens qu'elle ne les voulait qu'à leur heure, mais que, ne les ayant pas produits, elle ne s'en saisissait pas moins tout aussitôt pour les conduire, s'était, dans la circonstance, appliquée à les laisser venir à maturité, en quelque sorte par leur force interne. L'homme

dont « la ténacité » méditative les dirigeait ne connaissait qu'une seule crainte, plus que naturelle, plus que légitime, plus que sage, nécessaire, obligatoire dans une entreprise où il mettait au jeu sa réputation, son honneur, sa vie peut-être et bien davantage, l'avenir de son prince et de son pays, ce qui lui appartenait et ce qui ne lui appartenait pas : la crainte « d'une folle équipée qui pourrait couvrir la cause de ridicule, la rendre impopulaire, et retarder pendant longtemps toute tentative plus sérieuse ». De toute sa volonté, il tendait à être, mais il savait, et il n'oubliait pas, qu'être, pour un régime, ce n'est pas naître, c'est durer.

b) ***Le pronunciamiento de Sagonte.***

Depuis quelque temps, Sagasta, président du Conseil, avait recommandé au ministre de la Guerre de surveiller un officier général qui s'était signalé par l'ardeur de son dévouement alphonsiste, le maréchal de camp don Arsenio Martínez Campos. Alors en disponibilité, sans commandement, même territorial, et quoique en mauvaise odeur dans l'entourage de Serrano et parmi ses collègues encore imbus de l'esprit de la Révolution, Martínez Campos avait été autorisé à résider à Madrid. A lui aussi, le ministre Serrano Bedoya, toujours optimiste et bon camarade, avait donné sa garantie, déclarant au Président et au Conseil que ce militaire encore était du type inoffensif. Pourtant, le gouvernement ne laissait pas que de s'en méfier un peu. Tard, et sans doute trop tard, puisque c'était en décembre, après le départ de Serrano pour le front carliste, il avait eu des renseignements sur les menées de Martínez Campos en vue de préparer un mouvement à la fois dans la garnison de la capitale et dans les deux armées du Centre et de Catalogne. Malgré les assurances du ministre de la Guerre, il donna donc au gouverneur militaire de Madrid l'ordre d'arrêter le général.

Au lieu d'exécuter cet ordre, Primo de Rivera se présenta devant le Conseil et devant Serrano Bedoya personnellement pour déclarer de nouveau, « sur sa parole d'honneur et sur sa foi de gentilhomme, » qu'il répondait de la loyauté de Martínez Campos ; et, à l'appui de cette bonne opinion, il accumula, entrant dans le détail, les raisons d'ordre domestique, qui selon lui, à défaut d'autres, commandaient au maréchal de camp en butte aux soupçons une réserve préservatrice. Le gouvernement finit par s'attendrir, tout en

chargeant néanmoins le capitaine général, — Primo de Rivera lui-même, — de tenir l'œil ouvert sur Martínez Campos, d'enquêter discrètement sur ses projets, et, le cas échéant, d'agir. Ce que, le plus naturellement du monde, le gouverneur militaire promit, ainsi que l'y obligeait sa fonction. Cela se passait vers le 18 décembre.

Tout de suite, Primo de Rivera avertit de ces inquiétudes et de ces dispositions du Conseil Martínez Campos, qui paraît-il, dès le commencement du mois, avant le départ de Serrano pour Logroño, avait obtenu, de plus de vingt généraux dans les armées en campagne, l'engagement de prendre l'initiative d'un *pronunciamiento* ou de le seconder vigoureusement. A Madrid même, et dans plusieurs villes importantes, il s'était acquis des concours certains. Mais à ce moment, plus prudent ou plus modeste qu'il ne devait l'être dans la suite, il eût mieux aimé voir le mouvement lancé par un grand chef, tel que le général Jovellar, à la tête de l'armée du Centre, la plus « travaillée » de toutes, ou les généraux Arrando en Catalogne et Laserna à Logroño. L'arrivée impromptue du duc de la Torre, précisément à Logroño, changea les résolutions encore floues et verbales des « conspirateurs » ; ils trouvèrent à qui mieux mieux des prétextes pour se reprendre ou du moins pour différer.

Des rares chefs de corps que la vision d'une victoire possible de Serrano sur les carlistes n'avait pas refroidis, le plus déterminé était le général de brigade Luis Daban, alors détaché à Segorbe, avec mission de mettre en état de défense cette petite ville, sorte d'avant-poste en pays insurgé. Don Luis avait un frère, lui aussi officier, le colonel Antonio Daban, qui, grièvement blessé à Somorrostro, avait été envoyé au repos dans le poste de commandant militaire de Jerez en Andalousie. Instruit des desseins de Don Luis, le colonel donna sa démission de Jerez et, le 11 décembre, se rendit à Madrid. Depuis ce jour, il se tint en contact avec Martínez Campos et put ainsi faire connaître au général Daban les embarras dans lesquels Don Arsenio se débattait de plus en plus difficilement, par suite de ces défections successives qui, l'une après l'autre, lui enlevaient tout moyen d'action.

Don Luis Daban prit immédiatement son parti. Il écrivit à son frère, que si le général Martínez Campos ou quelque autre général alphonsiste ne se décidaient pas à « jeter le

cri » avant le 30 décembre, ce jour-là lui-même remettrait le commandement de sa brigade et se retirerait dans sa maison, « parce qu'il était également impossible de continuer à tenir les chefs de corps et de brigade en suspens, exposés à être découverts et poursuivis, et de garder les troupes aussi longtemps inactives devant l'ennemi carliste. » Martínez Campos eut communication de cette lettre le 22. Elle ne fit d'abord qu'accroître son anxiété, les déchirements de son incertitude, car elle le tirait dans le sens où il penchait personnellement à marcher, mais de hautes autorités monarchistes tiraient au même instant dans le sens contraire. Cánovas, la plus haute de toutes, n'avait pas cessé de penser et de dire qu'il ne fallait point vouloir précipiter les choses. On racontait même qu'il était intervenu auprès de plusieurs généraux favorables à Don Alphonse, « pour les dissuader de seconder une initiative téméraire. »

Un de ces généraux, tout dévoué aux Bourbons, quoiqu'il eût accepté, sous le duc de la Torre, la direction générale de l'Intendance au ministère de la Guerre, le général Quesada, à qui D. Antonio Daban s'était ouvert, avait « chapitré » le colonel, en invoquant la discipline, et croyait l'avoir convaincu. Don Antonio n'en excita pas moins Martínez Campos à aller de l'avant quand même et à tous risques. Il avait, sans le savoir, aux côtés du général, la plus puissante des alliées, Méridionale vibrante et impétueuse, royaliste et catholique intransigeante, femme et mère pleine d'ambition pour son mari et pour ses enfants. Mme Martínez Campos prépara elle-même, dans le plus absolu secret, le départ du général, l'aida à dresser son plan, et, le jour venu de l'exécution, accompagna les « conjurés », — on peut désormais les appeler de ce nom, — aux alentours de la station du chemin de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante où le général de brigade Bonanza et le colonel Antonio Daban rejoignirent Martínez Campos, vers neuf heures du soir, le 26 décembre. Ils étaient vêtus tous les trois comme des hommes du peuple, afin de ne pas attirer l'attention, — *da paësano*, ai-je lu quelque part de Martínez Campos, qui, sans ce déguisement, eût été vite reconnu, — et après que D. Antonio Daban eut averti Don Luis par un télégramme convenu qui disait bonnement : « Je pars pour t'embrasser. »

Le général Martínez Campos avait alors quarante-trois ans. « C'était un homme de taille moyenne, plutôt maigre

que corpulent, avec un visage aux traits accentués, des yeux très vifs, un regard d'une grande mobilité, d'épais sourcils, une moustache et une impériale qui ajoutaient à l'aspect très militaire de son port et de sa personne, même sous des habits civils. Il n'avait certes pas le grand air de Serrano, ni les manières aristocratiques des officiers d'artillerie et d'état-major, et pas davantage la réserve et la distinction des Quesada et des O'Ryan, des Cordoba et des Ahumada. Il aurait été pris pour un simple officier de troupe ou de gendarmerie. Il avait une façon de parler vite en roulant les *r* et avec une volubilité de gestes, un jeu de physionomie très singuliers. On voyait pourtant assez vite qu'on était en présence d'un homme intelligent, assez instruit, militaire d'expérience et d'instinct, quoique emporté, passionné et brouillon dès qu'il se mettait à parler de politique, à laquelle il entendait beaucoup moins que les militaires espagnols en général. Il passait pour un officier intrépide, absolument insouciant de dangers personnels, bon pour ses inférieurs, très capable d'exécuter des coups de main et des marches forcées, sans toujours en calculer les risques ni les conséquences avec l'art et le talent qu'il montra plus tard, par exemple pour faire tomber les armes des mains des chefs carlistes en 1875-1876, et des chefs de l'insurrection cubaine en 1878. En somme, la plupart de ses compagnons d'armes le tenaient, avant la Restauration, pour un excellent lieutenant, une fois bien dirigé, mais pas pour un général en chef, comme les Moriones, les Concha, les Quesada. Il avait démontré, à Castro Urdiales et en Navarre, que son zèle alphonsiste et sa haine de la Révolution pouvaient le pousser à braver le courroux d'un homme aussi entier et hautain que le maréchal Concha, homme en tout cas de beaucoup supérieur à Martínez Campos, comme général et comme homme d'État (1). »

Ce portrait n'est pas de moi, il est de M. Houghton ; je me suis contenté de le copier, parce que je n'ai pu voir Martínez Campos, bien que je l'aie essayé. Quand je lui ai demandé audience, — vingt ans après la Restauration, en 1874, — il était absent de Madrid. Je n'ai de lui qu'un *besa la mano* (2), par lequel il me fait savoir, dans les formes

(1) A. Houghton, *les Origines de la restauration des Bourbons en Espagne*, p. 292-293.

(2) On appelle *besa la mano* un billet en quelques lignes dont sont remplis

de la politesse la plus raffinée, que, retenu à la campagne, il regrette d'être obligé de se priver du plaisir de me recevoir. Je pense qu'il n'ignorait point mes relations avec la Huerta et préférait esquiver les questions que j'eusse été tenté de lui poser au sujet des divergences de vue qui l'avaient à plusieurs reprises écarté, éloigné, ou même séparé de Cánovas (1).

Les mystérieux voyageurs, après une nuit où ils dormirent peu, arrivèrent le 27 décembre à Valence, — la Valence prédestinée aux *pronunciamientos* ou aux révolutions, et qui jusqu'à M. Sanchez Guerra a conservé cette spécialité. — Des amis les y attendaient, pour les conduire au même gîte, chez un grand d'Espagne du littoral, qui était complice. Dès le 27 au soir, le général Daban leur envoya un de ses aides de camp, chargé de les inviter à se rapprocher du chef-lieu. En conséquence, ils revinrent à Valence, qu'ils quittèrent dans la nuit du 28 décembre, se rendant à Sagonte, « vieille cité romaine qui allait acquérir une si grande notoriété » dans l'histoire politique espagnole. L'expédition, quelque peu picaresque, se fit dans une « tartane », espèce de carriole haut perchée sur ses roues, qui n'épargne guère les secousses à ses occupants, assis dos à dos, face à la route. Aussitôt qu'il avait eu en mains la dépêche où son frère lui témoignait un si soudain besoin d'effusion, D. Luis Daban, emmenant avec lui deux bataillons d'infanterie, deux ou trois escadrons de cavalerie, une petite artillerie, et laissant le reste de sa brigade à Segorbe pour défendre son ouvrage, était venu s'établir à Sagonte, certain qu'en moins de quarante-huit heures il serait secondé par toute l'armée du Centre, dans laquelle le mouvement alphonsiste éveillerait de nombreuses sympathies et, en tout cas, ne rencontrerait aucune hostilité dangereuse, comme le serait celle de Moriones dans le Nord ou de López Domínguez en Catalogne. C'est pourquoi l'on avait choisi le territoire de commandement de Jovellar. Un seul point noir, à Valence même, chez le gouverneur militaire, le général Castillo, « vieil officier très à cheval sur la discipline, » et très fier de n'y avoir jamais

les « blancs » d'une formule le plus souvent imprimée ou gravée, et qui commence par cette salutation : *B. L. M., besa la mano del señor...* « Baise la main de monsieur... » Par exemple : *D. Arsenio Martínez de Campos B. L. M. del señor...* C'est encore du langage castillan.

(1) A. Houghton, *ouvr. cité*, p. 298.

manqué. De celui-là, il fallait se méfier, et il faudrait sans doute ou s'assurer, ou se défaire.

Au camp improvisé de Sagonte, un premier conseil fut tenu. On décida d'informer tout de suite le général en chef de l'armée du Centre, D. Joaquim Jovellar, du projet en exécution, et de lui offrir, s'il y consentait, de se mettre à ses ordres, en l'avisant, d'ailleurs, que, quelle que fût sa résolution, dès l'aube, Martínez Campos, avec la brigade Daban et tout ce qu'en route il pourrait recueillir de forces, marcherait sur Valence. Par télégrammes et par messagers sûrs, on exhorta les troupes détachées dans la région à rallier la colonne, qui s'ébranlerait de très bonne heure, le lendemain matin, 29 décembre.

Ainsi fut fait. A deux kilomètres de Sagonte, sur le chemin de Valence, dans un vaste champ d'oliviers, Daban commanda halte, fit former le carré, et, s'adressant à ses soldats, surpris de voir à leur tête, auprès de leur général à eux, un autre chef qu'ils ne connaissaient pas, il leur annonça que le général D. Arsenio Martínez Campos allait leur faire une communication très importante. Le personnage principal s'avança, et « d'une voix scandée » d'abord, puis avec entrain et avec feu, prononça une harangue énergique sur les avantages de la Restauration. Il déclara que le seul moyen de mettre vite un terme à la guerre était d'avoir un drapeau, un cri de guerre, un prince, un roi représentant les vieilles traditions de l'Espagne catholique et monarchique... Il adjura la troupe de le seconder dans ses efforts pour rétablir sur son trône le roi légitime, le fils d'Isabelle II, le roi Alphonse XII de Bórbon y Bórbon, roi des Espagnes et des Indes, selon le titre porté par ses ancêtres. Il proclama Alphonse XII au nom de l'armée et de la nation. Les généraux, les colonels poussèrent des vivats que les autres officiers, les sous-officiers et soldats répétèrent sans se faire prier, car le règlement militaire leur en faisait une obligation. Les colonels firent ensuite donner des vivats à Martínez Campos et à Daban. Il faut noter que Martínez Campos avait affecté de laisser tout le monde libre de le suivre ou non ; seul, un vieux capitaine sortit des rangs et dit que, quoique alphonsiste, il ne s'était jamais prononcé et voulait par conséquent ne pas se mêler à un soulèvement, même en faveur de son idéal. On lui permit de s'abstenir du serment et de suivre librement la colonne. Les officiers prirent l'en-

gagement solennel de « défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang le drapeau qu'ils avaient ainsi dressé en face des disgrâces de la patrie, comme signe heureux de rédemption, de paix et de grandeur ».

On reprit ensuite la marche. Avant Valence, une seconde brigade, et quelques autres bataillons se présentèrent. Instruits de l'objet poursuivi, il n'y eut pas l'ombre d'un dissentiment. Généraux, colonels, officiers, s'empressèrent d'adhérer. A leur quartier général, Jovellar et son chef d'état-major Azcarraga (le même qui devait fournir, sous la Restauration, une longue carrière politique) hésitèrent à peine et ne songèrent pas une minute à résister. Mais, de leur part, ne pas s'opposer au *pronunciamiento*, c'était le soutenir. Jovellar se déclara donc tout à fait, porta le mouvement à la connaissance des différentes unités de son armée, et se dirigea, de sa personne, vers Valence, où il fit son entrée, ayant à ses côtés Martínez Campos, les deux Daban, Bonanza, Lasso, Marti et d'autres. Ils allèrent droit à la résidence du capitaine général Castillo, dont il y avait lieu, ils le savaient, de redouter la rigide conscience. Ils le sommèrent respectueusement de les aider ou de leur céder la place. L'héroïque défenseur de Bilbao était monarchiste d'esprit et, de cœur, attaché aux Bourbons, mais, plus haut que ses opinions et que ses sentiments, il plaçait le devoir et la discipline. Comme ils l'avaient prévu, le général Castillo refusa net de se prêter en rien, même par l'indifférence, au coup de force. Il tint aux « prononcés » à peu près le même langage que le maréchal Concha avait tenu, en avril, aux « prononçants » de Castro Urdiales, déclara que « c'était un tort de vouloir rétablir la Monarchie par un acte d'indiscipline en face de l'ennemi (les carlistes), » et, répondant à une sommation par une mise en demeure, pressa les conjurés de le faire arrêter, immédiatement « parce que, disait-il, il ne voulait pas abandonner son poste, ni trahir le maréchal Serrano, sans avoir au moins tenté de contenir le soulèvement ». Vainement on l'entreprit, on le catéchisa, on l'objurgua, on le supplia ; il n'écouta point. Il se borna à demander, courtoisement, — à l'espagnole, — la permission d'aller au télégraphe pour s'entendre avec le gouvernement de la République, déjà informé, par les autorités civiles, des événements de Sagonte et de Valence. Toujours à l'espagnole, avec une égale courtoisie, l'autorisation lui fut accordée. En

vertu de ses instructions, et en union avec le gouverneur civil (le préfet), un radical fidèle aux idées révolutionnaires, le général Castillo essaya alors d'armer la milice et les volontaires de la liberté. Là-dessus, Jovellar et Martínez Campos perdirent patience : ils signifièrent à l'intraitable capitaine-général que ce qu'il avait de mieux à faire, « pour éviter toute effusion de sang, » était de gagner Madrid par le premier train. Il se défendit, s'obstina, mais finit par se rendre à l'évidence, quand il eut vu « la ville occupée militairement, les volontaires désarmés et dissous, les autorités civiles destituées « avec une vivacité toute militaire. »

Le général Jovellar, assumant tous les pouvoirs, reconstitua l'administration avec les chefs locaux du parti alphonsiste. Une proclamation fit savoir aux populations la restauration de la Monarchie, que « les armées et la nation avaient proclamée et acclamée ce jour même ». Valence, bien qu'en assez forte partie républicaine, ne bougea pas. A ce moment, soirée du 29 décembre, au lieu des 1 800 soldats et des quelques canons avec lesquels Martínez Campos et Daban étaient partis de Sagonte le matin, Jovellar disposait de 10 000 hommes et de 40 canons. Le *pronunciamiento* était fait, il se développait, il avait des moyens suffisants, des chances croissantes d'aboutir : s'il n'avait pas encore entièrement réussi, il réussissait.

c) *Contre-coup à Madrid. Don Fernando Primo de Rivera.*

La nouvelle fut connue officiellement à Madrid vers onze heures du matin, ce même jour 29 décembre, et communiquée par le ministre de l'Intérieur au ministre de la Guerre. Le général Serrano Bedoya en fut bouleversé. Ses collègues l'assaillirent de reproches auxquels il ne pouvait rien répliquer. Le Conseil des ministres, réuni d'urgence, appela le gouverneur militaire de Madrid et s'en prit à lui. Voilà ce qu'avait fait le général dont il s'était porté garant, il n'y avait pas plus d'une semaine ! Primo de Rivera fit bonne contenance, mit la main sur son cœur, « crâna ». — « Noblesse oblige ! dit-il. Maintenant plus que jamais, le gouvernement peut compter sur moi et sur la garnison de Madrid, dont je réponds. L'acte de Martínez Campos oblige ma loyauté à de plus grands sacrifices. » Il courait prendre toutes mesures utiles.

Lui sorti, le Conseil délibéra fiévreusement. Prévenu

comme on l'était depuis longtemps contre le capitaine-général, ne conviendrait-il pas de le remplacer sans délai par quelque autre chef plus sûrement dévoué à la République? Les ministres étaient partagés ; mais la majorité jugea cette destitution imprudente. Ne pousserait-elle pas aux extrémités Primo de Rivera, tandis qu'il tenait encore les troupes dans sa main, ou n'exciterait-elle pas ses officiers à le venger? Après tout, que savait-on? Incorrigible, sinon impénitent, le ministre de la Guerre jura : « C'est un gentilhomme ; il ne manquera pas à son devoir, même contre ses propres et plus intimes convictions ! »

Aussi le gouvernement se borna-t-il, toujours enclin aux solutions faciles, aux précautions qui n'étaient pas du ressort des militaires ; il prescrivit aux autorités civiles d'arrêter les personnages alphonsistes que l'on croyait « capables de contribuer à propager le soulèvement de Sagonte à Madrid et dans le reste de l'Espagne ». C'était tout le monde et ce n'était personne, si on le voulait. Dans l'après-midi arriva une dépêche de Jovellar lui-même qui débutait par des protestations d'amitié, tout en annonçant qu'il avait adhéré au mouvement commencé par Martínez Campos, « pour ne pas diviser l'armée, pour conserver l'union et la discipline, et pour éviter de pires maux à la patrie ».

Le Conseil des ministres télégraphia au quartier général du Maréchal-président, à Logroño, les informations qu'il venait de recevoir, et le pressa de revenir rapidement à Madrid en amenant les forces susceptibles de l'appuyer. Comme Serrano était allé à Tudela conférer avec Moriones, les dépêches furent ouvertes et lues par Laserna, devenu son chef d'état-major, aux termes du décret du 8 décembre, lequel chef d'état-major les lui transmit incontinent. Le Président montra beaucoup de calme, selon sa coutume dans les grandes occasions. Il se mit en rapport continuel avec Madrid et demanda à ses ministres de faire expédier à Miranda de Ebro et à Castejon tout le matériel et toutes les machines qu'ils pourraient rassembler pour le transport des troupes. Une seconde fois le Conseil appela devant lui D. Fernando Primo de Rivera, qui, une seconde fois, engagea sa foi de soldat et de gentilhomme. Avec des accents de colère chevaleresque : « Je souillerais, s'écria-t-il, ces galons que je dois au duc de la Torre et à son gouvernement, si je manquais à mon devoir ! Celui qui, aujourd'hui, essaierait de troubler

l'ordre, qu'il soit républicain ou alphonsiste, serait un traître et devrait être traité comme tel. » Le capitaine-général approuva hautement l'idée de faire revenir Serrano, et, ayant dit, il partit en hâte pour veiller à ce que cet ordre qui lui était si cher, — républicain ou alphonsiste, — ne fût point altéré, et à ce que chacun demeurât fidèle au poste. Quant au Conseil avant de se séparer, il fit ce que font en pareil cas tous les gouvernements parlementaires ou populaires : une proclamation (1).

En province, les autorités étaient bien embarrassées. Les préfets (*gouverneurs civils*) furent, en majorité, réservés dans leurs télégrammes. Quelques-uns seulement exprimèrent une réprobation. Très peu répondirent aux instructions qu'on leur envoya pour sévir contre les alphonsistes. La plupart furent heureux d'avoir à constater, — ce qui d'aucune façon ne pouvait les compromettre, — que, dans leur ressort, il ne s'était passé rien. Même attitude des grands chefs militaires. Aux trois armées du Nord, de Catalogne, d'Andalousie, Laserna, López Dominguez (neveu de Serrano), Burgos, assuraient, il est vrai, avec plus ou moins d'accent, que « leurs forces étaient entièrement à la disposition du ministère ». Comment eussent-ils dit autre chose? Mais cela, pas tout à fait chaud, et pas tout à fait froid. Il était clair qu'on traversait la phase gênante d'incertitude sur le résultat.

Le 30, le Conseil des ministres se tint en permanence, d'une heure à sept heures du soir. Il reçut de Valence plusieurs dépêches. La dernière lui apporta la double démission du général Castillo et du préfet, fondée sur ce motif que la résistance était impossible, que la garnison, les marins de la flotte, la gendarmerie, les douaniers, tout enfin avait adhéré au *pronunciamiento* de Martínez Campos et à la restauration de la Monarchie en la personne du roi Don Alphonse XII.

Primo de Rivera, pourtant, ne se départait pas de sa belle sérénité. Non plus pour la deuxième, mais pour la vingtième ou la centième fois, et non plus dans le secret du Conseil, mais presque publiquement, à la soirée de la duchesse de la Torre, il avait assuré qu'il répondait de l'ordre. Ce fut la dernière réception de la Maréchale, et il y eut foule. Tous les partis étaient représentés par leurs membres les plus émi-

(1) Publiée en tête de *la Gazette de Madrid* du 30 décembre 1874, et citée par Houghton, p. 307.

nents, même par des hommes d'État qui passaient, la veille, pour brouillés avec Serrano et son gouvernement. Curieux, avides de surprendre et de savourer les émotions d'autrui, faux courtisans qui venaient là comme à un enterrement, et dont les compliments valaient en sincérité les condoléances de la sortie du cimetière. On disait tout haut le contraire de ce qu'on pensait et de ce qu'on prévoyait, de ce que beaucoup désiraient et avaient préparé ou favorisé. Versatilité des opinions, fragilité des affections, hypocrisie de la face et mensonge de la parole humaine! Les révolutions retournent à fond les âmes, et le spectacle n'est pas beau.

C'était quelques heures avant ces conversations frelatées, dans l'après-midi du 29 décembre, que le soupçon s'était répandu parmi les gens qui sont plus spécialement à l'affût des nouveautés, qu'un événement extraordinaire avait dû se produire par quoi s'expliquait l'insolite convocation du Conseil au ministère de la Guerre. « Les alphonsistes, note M. Houghton, qui insiste, affectèrent une grande surprise, et beaucoup d'entre eux blâmèrent l'impatience des généraux Martínez Campos et Daban. Leurs chefs ne cachèrent pas que la chose s'était faite sans leur autorisation ni leur approbation ; cependant il fallait voir la tournure des événements avant de lancer un désaveu public. » Tout cet après-midi du 29 et toute la soirée, ils se terrèrent, ils se gardèrent de paraître, mais en se faisant tenir au courant par des coreligionnaires politiques moins en évidence.

Des journaux sympathiques ou sympathisants, tels que *l'Imparcial*, allèrent jusqu'au blâme : « Comme Espagnols, comme libéraux, comme révolutionnaires, comme monarchistes, nous déplorons amèrement sous tous les rapports ce qui est une infortune (un malheur) pour la patrie, pour la liberté, pour la Monarchie... » et, sans doute afin de justifier son titre, *l'Imparcial* ajoutait : « une nouvelle épreuve pour la révolution de septembre... » Entre « libéraux » et « révolutionnaires », entre « la monarchie » et « la révolution de septembre », il y avait l'apparence de l'équivoque, mais la contradiction n'était pas inconciliable, car les auteurs mêmes de cette révolution avaient pensé la faire *dans* la monarchie plutôt que *contre* la monarchie, et c'est encore l'histoire de bien d'autres révolutions.

Les feuilles royalistes firent le silence ; les unes ne soufflèrent absolument mot, d'autres donnèrent, à la muette,

l'information toute sèche, la nouvelle en trois lignes. L'organe quasi officiel du parti, *la Epoca*, publia simplement cet entrefilet impassible : « Le gouvernement a été informé que M. le général Martínez Campos, à la tête de la brigade Daban, a proclamé le prince Alphonse à Sagonte. » Les autorités administratives et municipales de la capitale protestèrent : le maire, marquis de Sardoal, homme de gauche, ancien élève, à l'Université, de Castelar qui le lui rappelait souvent à la tribune, libéral du genre radical, quoique fils aîné du duc d'Abrantès, gendre du maréchal Concha et grand d'Espagne ; le gouverneur civil, M. Moreno Benitez. A la différence de beaucoup de ses collègues, le préfet Benitez n'épilogua, ni ne tergiversa. Il suspendit les journaux alphonsistes, fit arrêter Cánovas del Castillo et les principaux de ses amis, les laissa écrouer, d'abord sans nul égard, dans une prison de droit commun, aussi affreuse que le nom qu'elle portait, *El Saladero*, « le Saloir », où ils ne pouvaient être que confondus avec les malfaiteurs, mais il ne les y laissa que fort peu, les en tira en s'excusant, et reprit les belles manières. Le directeur de *la Epoca*, M. Escobar, depuis marquis de Valdeiglesias, dînait ce soir-là « chez une grande dame ». Le commissaire de police alla l'y chercher, mais lui accorda gracieusement le temps de finir son repas. Et, pour dédommager ses prisonniers de l'excès de zèle ou du défaut de tact d'un subalterne, le préfet lui-même voulut qu'ils n'eussent d'autre cachot qu'un salon de la préfecture, où ils purent à leur gré recevoir leurs amis, et pour table que la sienne, où Cánovas s'assit à la droite de Mme Moreno Benitez. En moins de quarante-huit heures, on ne déposa pas, à l'adresse des captifs ou des invités, un peu longuement retenus, du gouverneur civil, moins de deux mille cartes de visite qui leur furent correctement remises. Ils avaient tous assez de psychologie pour en induire que le mouvement monarchiste s'étendait vite, et que l'affaire marchait bien.

Dans les casernes de Madrid, infanterie, cavalerie, artillerie et génie même, les officiers n'étaient pas moins touchés par la propagande alphonsiste que leurs camarades dans le reste des troupes. Et non moins qu'eux, les officiers soit employés dans les bureaux du ministère de la Guerre ou dans les services administratifs de l'armée, soit momentanément en disponibilité. A la Place, à la Capitainerie-générale, à l'École d'état-major, les alphonsistes étaient nom-

breux, les plus nombreux. La nouvelle du *pronunciamiento* de Sagonte les remplit d'enthousiasme et les fit frémir d'impatience. Primo de Rivera en prit motif de les consigner dans les quartiers de leurs régiments, avec ces régiments eux-mêmes ; mais les murailles n'étaient pas si épaisses que les bruits du dehors ne leur parvinssent pas, concordants et de plus en plus évocateurs. Ceux qui, n'exerçant pas de commandement actif à Madrid, étaient demeurés libres, affichaient, étalaient, dans leurs cercles ou dans les cafés, leurs sentiments et leurs espérances. Le capitaine-général ne pouvait l'ignorer, mais déjà D. Fernando, lui aussi, laissait entrevoir « que son concours ne ferait pas défaut à une manifestation militaire, lorsque les circonstances le permettraient ».

A huit heures du soir, le 29, la ville entière connaissait ces conciliabules d'officiers et les allées et venues d'hommes politiques alphonsistes. Les rues étaient animées, effervescentes. A dix heures, on apprend la nouvelle réunion du Conseil des ministres. L'agitation redouble. A minuit, elle est à son comble. On sait que des forces de l'armée du Centre se sont soulevées au cri de : *Vive Alphonse XIII!* Entre voisins, entre badauds, on s'interroge. Était-ce un fait isolé? Serait-ce une partie d'un vaste plan? Le mouvement va-t-il gagner? Les yeux des « révolutionnaires », des républicains incrédules ou optimistes, se dessillent enfin. Avec joie, les alphonsistes voient approcher l'heure où la garnison de la capitale, répondant au signal parti de l'armée du Centre, consacrera, et c'est le mot propre, couronnera leur action. Ils se découvrent, à présent, se montrent, s'affirment et leur assurance augmente le désarroi de leurs adversaires.

Des provinces occupées par l'armée du Centre, on déclare qu'il ne faut plus compter sur les troupes. De celles du Nord et de l'Ouest, on met le gouvernement en garde contre « l'apparente fidélité » de l'élément militaire. Le maréchal Serrano lui-même mande de Tudela qu'il juge préférable d'y rester et de retarder son retour à Madrid jusqu'à ce qu'il ait pu s'entendre avec Moriones pour un choix sévère des régiments à ramener. De tous les généraux, Moriones paraissait le moins atteint par la contagion. Les sentiments monarchistes de Laserna et de son état-major, au contraire, étaient avoués. Cependant, Madrid attendait, en se détachant visi-

blement, tandis que le ministère continuait à battre l'eau. Certains de ses membres proposaient des mesures rigoureuses contre les alphonsistes, soupçonnés de méditer un coup sur la capitale même. D'autres voulaient changer d'office les généraux suspects. On discuta, on bavarda, on invectiva, on ne décida rien. Le ministre de la Guerre sentait sa position pitoyable et ridicule. Il n'osait plus, maintenant qu'il l'apercevait, confesser au Conseil toute la gravité du péril, sur lequel, lui aussi, Primo de Rivera se taisait. Dans tout ce qui fait la vie diurne et nocturne de Madrid, dans les salons, dans les cercles, dans les cafés, dans les *tertulias*, les politiciens professionnels, les amateurs, les vieux routiers, les malins, pronostiquaient à haute voix que la Restauration n'était plus qu'une question d'heures. Le 30, à 5 heures du matin, dans les rues regorgeantes et débordantes de gens qui ne s'étaient pas couchés, chacun demandait : « Quand donc les soldats vont-ils sortir de leurs casernes? »

Informé du degré où étaient montés les esprits, le capitaine-général estima qu'il ne pouvait différer davantage à « se prononcer ». En dépit de l'heure matinale, il se fit annoncer au ministre de la Guerre. Le général Serrano Bedoya le reçut aussitôt. D. Fernando Primo de Rivera dit que la garnison de Madrid était résolue à adhérer au mouvement, et que la volonté qu'elle en avait était si forte que toute résistance serait inutile. Le ministre, s'il voulait en juger par lui-même, n'avait qu'à venir en sa compagnie faire un tour dans les chambrées. Serrano Bedoya, en proie à une subite exaspération, après tant d'insouciance, saisit un revolver et menaça de se brûler la cervelle, dégoûté qu'il était de se voir abandonné et trahi successivement par tous ceux dont il s'était porté garant sur son honneur. Primo de Rivera, ému, se confondit en protestations et promesses réitérées qui endormirent encore la colère et la douleur du ministre. D'un commun accord, on convoqua le Conseil pour le courant de la matinée, et l'on instruisit de la vérité la duchesse de la Torre, en la priant d'aviser le Maréchal par un télégramme signé d'elle, qui fut expédié sur-le-champ.

Le Conseil des ministres, réuni pour cette communication pénible, accabla de ses récriminations le ministre de la Guerre, mais, incapable jusqu'au bout d'autre chose que de faiblesse, consentit à entendre le capitaine-général de Madrid, qui répéta ce qu'il avait dit, le matin, au général

Serrano Bedoya. Pour sauver la face, il fut décidé que ce ministre irait inspecter les casernes, puis qu'il reviendrait rendre compte de sa visite, afin que le gouvernement pût affirmer plus tard, que s'il avait renoncé au pouvoir, « ce n'était que contraint par la force. » A ce moment même, on apporta une dépêche de Jovellar et de Martínez Campos, qui, de plus en plus enhardis, « pressaient assez impérieusement » le ministère de « reconnaître le *pronunciamiento* alphonsiste ».

Le ministère avertit alors le Président de se préparer à tenir avec lui une « conférence télégraphique ». Tous ses membres étaient rompus de fatigue ; quelques-uns atterrés, quelques autres surexcités. Depuis trente-six heures, ils n'avaient pas pris plus de trois heures de repos. Ils dirent, dans la suite, qu'ils avaient songé à faire lever le peuple de Madrid contre l'armée. Ils s'exhortèrent mutuellement à se roidir contre le courant qui les emportait. Mais ils se roidissaient très peu, le courant devenait de minute en minute plus irrésistible, et le peuple, ni à Madrid ni ailleurs, n'avait point envie et ne faisait pas mine de bouger.

Entre temps, le général Serrano Bedoya procédait à son inspection. Primo de Rivera le conduisit partout. Dans les quartiers de l'artillerie, du génie et du train, les colonels et les officiers déclarèrent sans ambages leurs sympathies pour le mouvement déclenché par l'armée du Centre. Dans les autres casernes, le ministre trouva les chefs de corps « résolus à maintenir l'ordre et la discipline, mais point disposés à s'opposer au *pronunciamiento* des généraux Martínez Campos et Jovellar ». En rentrant, ainsi édifié, au palais de Buenavista, Serrano Bedoya se retourna vers le gouverneur militaire et lui dit tout uniment « qu'il le considérait comme maître et arbitre de la situation, et qu'il ne restait plus qu'une formalité à remplir, celle de réunir le Conseil des ministres pour la dernière fois, afin que le gouvernement pût résigner ses pouvoirs entre les mains du chef de la force armée de la capitale ».

Pendant ces deux mêmes journées, 29 et 30 décembre 1874, voici ce qui s'était passé à Logroño, où le duc de la Torre avait son quartier général, et à Tudela, où il s'était rendu auprès du général Moriones, avant de rien savoir de l'événement de Sagonte. Il n'était pas encore arrivé à destination,

mais il était déjà en chemin, quand les dépêches de Madrid qui l'en informaient furent reçues à Logroño et, en son absence, lues, on s'en souvient, par son chef d'état-major, le général Laserna. On put l'atteindre à Castejón où il faisait une pause, pour lui conseiller de s'arrêter et de revenir. Mais il demanda simplement de quelles troupes il serait possible éventuellement de disposer sans trop dégarnir la ligne de l'Èbre en face des carlistes, et il continua sa route. Il s'ouvrit à Moriones qui, tout en ne lui cachant pas que, dans son armée elle-même, Don Alphonse comptait de nombreux partisans, lui exprima la confiance qu'il n'avait pas cessé d'avoir en la fidélité du premier corps. C'est celui-là qu'ils résolurent d'envoyer contre les alphonsistes soulevés, et Moriones en accepta le commandement. Tandis qu'il exécuterait ce mouvement, le Maréchal retournerait à Logroño, et se chargerait d'y accomplir la tâche essentielle qui s'imposait partout et que tous se recommandaient en des termes devenus rituels par la répétition : « maintenir l'ordre et la discipline. » Serrano réservait toutefois le cas où ses ministres estimeraient sa présence nécessaire dans la capitale. Mais, en prenant le parti, pour ainsi dire dilatoire, suspensif, de rester, au moins provisoirement, loin des insurgés et loin de Madrid, le Président perdait la meilleure de ses chances, qui eût été de donner de sa personne, et, selon l'axiome, puisqu'il y allait de toute sa fortune, d'y aller de toute sa force. Dans la nuit du 29 au 30, et dans la matinée du 30, il s'en tint à ces dispositions, qui, aussitôt connues, ou devinées, ou flairées, furent très froidement accueillies et à Tudela et à Logroño.

Lorsque le chef d'état-major, général Laserna, eut communiqué à ses sous-chefs l'ordre envoyé par Serrano de former contre les alphonsistes un corps expéditionnaire de vingt mille hommes, l'un de ces sous-chefs, le colonel Jimenez Palacios, prétexta un malaise, et rentra chez lui, pour ne pas le transmettre. Les généraux et les colonels consultés, même les plus modérés, comme le général Pieltain, montrèrent une égale répugnance. « Sous l'influence de cette impression, remarque M. Houghton, dans une forme assez étrange, le mouvement de résistance passive fit promptement boule de neige. » — Résistance est de trop. Il n'y a pas de résistance passive. Résister passivement, c'est supporter, souffrir peut-être, ce n'est pas résister. L'on agit, ou l'on

accepte, ou bien on se redresse, ou bien on s'incline, en se privant tout ensemble du mérite de la vertu et du bénéfice de la bonne grâce.

Toute la ville de Logroño, qui n'est pas immense, sut bientôt que les troupes de l'armée du Nord demeureraient *impassibles*, — ce n'est plus tout à fait *passives*, — mais se refuseraient à abattre l'étendard levé par Martínez Campos à Sagonte. « Commencement passif de *pronunciamiento*, adhésion négative à la Restauration, » a dit un des plus chauds partisans de Don Alphonse, à Logroño même. Mais il n'y a pas plus de *pronunciamiento* passif que de résistance passive : dès que l'on supporte, on s'est déjà « prononcé ». Et l'on « adhère », dès qu'on ne repousse pas.

Néanmoins, la chose traînait. Dans l'après-midi du 30, les officiers d'artillerie se réunirent et décidèrent d'envoyer leur chef, un général de brigade, avec une délégation, au général Laserna pour lui déclarer que les sentiments de leur arme entière étaient favorables au prince. La démarche fut faite. Laserna était fort perplexe, pris entre ses préférences politiques pour la monarchie et ses sentiments de gratitude personnelle pour Serrano. Il n'était pas d'humeur à parler franc, net et direct au Maréchal. Il convoqua les généraux de division et de brigade, les chefs de corps et les officiers supérieurs à une réunion où l'on arrêterait en commun une résolution définitive. (Jamais il n'est autant question de résolutions définitives que dans l'irrésolution et les variations instantanées.) La veille encore, il avait cru pouvoir se dire sûr de son armée. Maintenant, beaucoup de ses subordonnés avaient reçu de Madrid, — ce qui prouve que l'affaire était bien conduite, — des télégrammes qui leur faisaient apparaître imminente l'adhésion du gouverneur militaire et de la garnison de la capitale au fait créé militairement par Martínez Campos et Daban, sanctionné par Jovellar.

Dans cette junte de généraux et d'officiers, présidée par lui, Laserna, général en chef, on pérora deux heures durant. Le général Pieltain prononça un discours habile, ni chair ni poisson, *statu quo*, attendre et voir venir. D'autres, en revanche, donnèrent et firent sonner clairement la note alphonsiste. Le général Fajardo, celui-là même qui avait été si empressé lors de l'arrivée du Maréchal à Logroño, fut le plus catégorique. Il conclut que « l'heure était venue d'aller dire loyalement à M. le duc de la Torre que les troupes ne

bougeraient pas pour combattre l'alphonsisme ». Ce serait ne rien savoir de ce qu'est ce genre d'assemblées que de ne pas se douter qu'on le prit au mot : « Parfaitement ! Bravo ! Allez-y ! » Il se chargea de la mission sans faire de manières. Lorsque la délégation se présenta, Serrano, averti par une dépêche du gouverneur civil, la reçut « avec une politesse froide et sévère ». Il l'invita à s'expliquer sans réticence. Fajardo, un peu interloqué et balbutiant au début, dit en substance « que l'armée du Nord, et surtout les forces cantonnées à Logroño et aux alentours, étaient résolues à maintenir l'ordre et la discipline (toujours !), mais qu'elles n'étaient point disposées à marcher contre les généraux et contre les troupes qui avaient commencé un mouvement en faveur de Don Alphonse. » Ce fut tout. Le maréchal suppléa le reste, et répondit, — sa décision à lui fut prise en quelques secondes, à la lumière crue qui lui révélait la largeur et la profondeur du vide déjà creusé autour de son gouvernement : — « qu'il ne voudrait certes pas infliger au pays une guerre civile de plus et qu'il se résignait sans lutte à des événements qu'il ne pouvait contenir ni diriger. » Dans le même esprit, et presque dans les mêmes termes, il télégraphia à D. Fernando Primo de Rivera, qui, en portant à sa connaissance l'adhésion de la garnison de Madrid au *pronunciamiento*, s'était permis de lui demander d'y consentir : « qu'il faisait des vœux pour le bien de la patrie, qu'il ne pouvait concevoir qu'en face des carlistes, il y eût deux ou trois gouvernements et qu'il resterait seulement, jusqu'à ce qu'on l'en relevât, au poste de général en chef dont il exerçait les fonctions. » — Depuis Boabdil, l'Espagne n'avait pas vu pareille résignation, mais celle-ci ne fut pas sans noblesse, si elle fut, et justement parce qu'elle fut sans larmes. Qui sait si lui-même, Serrano, à cette minute suprême, n'aperçut pas qu'il n'y avait plus d'autre moyen de guérir les plaies de la nation, que le rétablissement de la Monarchie?

Tel était l'état d'âme du Président de la République, dans le moment où les ministres l'appelèrent pour la conférence télégraphique à laquelle ils l'avaient convié. Eux aussi étaient démoralisés, et montraient peut-être moins de hauteur de vues, de désintéressement. Ils s'étaient réunis, — ce devait être la dernière fois, — le 30 décembre, à la tombée de la nuit, sous la présidence de M. Sagasta. Le général Primo de

Rivera était présent. Le ministre de la Guerre rendit compte de ce qu'il avait vu et entendu dans sa visite des casernes, et, devant le capitaine-général, conclut que Primo de Rivera « avait l'intention de ne pas différer davantage son adhésion publique et éclatante au mouvement alphonsiste, et que le gouverneur de Madrid estimait que le mieux était pour le Cabinet de remettre ses pouvoirs entre les mains de l'autorité militaire ». Le capitaine-général ne démentit point, — ce qui était confirmer.

Les ministres commençaient à exprimer avec véhémence leur indignation, quand on vint leur dire que le maréchal Serrano était au bout du fil. Le premier qui entra en contact avec le Président fut le ministre des Affaires étrangères, puis vint le ministre des Travaux publics, et ensuite le ministre des Affaires étrangères occupa de nouveau deux ou trois fois l'appareil. On a, de cette « conférence » *in extremis*, une espèce de procès-verbal. Je ne veux y relever que cette observation du Maréchal, évidemment sous l'impression de la démarche de Fajardo et de ses camarades : « Le général Laserna et d'autres généraux ont manifesté ce matin que leurs troupes, si loyales et si disciplinées, ont une répugnance, paraît-il, à ouvrir le feu contre leurs compagnons d'armes. » Il semble que nous tenions là une des raisons, et une raison sans doute déterminante, de la décision que Serrano avait prise et qu'il allait annoncer.

Le ministre des Affaires étrangères demanda au Président ce que le gouvernement devait faire en présence de l'attitude équivoque de la garnison de Madrid, qui, d'une part, désirant appuyer le mouvement, ne se décidait pourtant pas à faire son *pronunciamiento*, parce qu'elle avait le souci ou la prétention de « maintenir l'ordre et la discipline », phrase sacramentelle ; mais qui, d'autre part, craignant que le duc de la Torre ne revînt à Madrid avec des troupes, menaçait de se lancer à la rue avant qu'il arrivât. Le Maréchal répondit : « Si la résistance est impossible, si le capitaine-général n'obéit pas et ne se révolte pas, et si l'on ne peut continuer ainsi, il faut ou bien révoquer le capitaine-général et la garnison sortira pour le défendre, ou bien abdiquer ce pouvoir éphémère et peu digne. » Une préoccupation surtout hantait l'esprit de Serrano, qui se fit jour à plusieurs reprises, et qui l'honore : « Il est indispensable aussi de ne pas oublier la réaction possible des carlistes en considération de ces faits. »

L'entretien se poursuivant de la sorte par échange de télégrammes, le Président proposa à ses ministres de se rencontrer avec lui le lendemain, hors de Madrid, à Siguenza, Guadalajara, ou ailleurs. Le ministre des Affaires étrangères objecta : « S'il ne s'agit que d'une conversation, demain il sera trop tard, car nous serons, croyons-nous, renversés cette nuit même. Pour nous, nous pensions à sauver la légalité de votre présidence, en face du pouvoir qui s'élève, acceptant comme ministres et bons amis de Votre Excellence, toutes les conséquences de cet acte. »

A quoi le Maréchal répliqua : « Si nous n'avions pas devant nous les carlistes, c'est moi-même qui aurais proposé cette solution à mes chers amis les ministres. Mais mon patriotisme m'interdit de laisser créer trois gouvernements en Espagne. » C'est ce qu'il avait, l'instant d'avant, à Tudela, déclaré aux officiers dont le général Fajardo s'était fait le porte-parole peu désigné.

Alors, par la bouche de son président Sagasta, le Conseil tout entier prononça solennellement : « Le ministère est d'avis que vous agissez avec le patriotisme le plus élevé, mais notre loyauté nous faisait un devoir de vous faire cette proposition. Les choses étant ainsi, il nous paraît que vous pouvez rester à Tudela et suspendre le mouvement des troupes vers Madrid. Dans cette heure suprême plus pour le pays que pour nous-mêmes, nous prenons congé de vous peut-être pour longtemps, nous vous envoyons un affectueux embrassement, espérant que vous nous adresserez en échange un mot qui reconnaisse l'honnêteté, la loyauté et le profond dévouement avec lesquels nous vous avons servi. » M. le duc de la Torre répondit : « Agréez, mes chers amis, ma reconnaissance infinie pour votre amitié et votre affection, pour la loyauté, l'honnêteté et l'énergie avec lesquelles, dans ces temps de calamité si grande, vous avez rempli vos charges épineuses. Rappelez-moi avec tendresse au souvenir de vos familles : je vous recommande tous mes enfants chéris et ma chère femme. Adieu, mes nobles et chers amis. » Le président du Conseil, à son tour : « Adieu, la duchesse et vos enfants sont en sûreté. Nous prenons congé de vous les larmes aux yeux. Le ministre des Affaires étrangères fait savoir à Votre Excellence que, depuis votre départ, la seule personne que le ministre de la Guerre, M. le général Serrano Bedoya, ait visitée, c'est la duchesse de la

Torre. » Le maréchal Serrano répondit : « Mille choses à Rosario (la duchesse) et à mon cher ami, le général Serrano Bedoya. »

Le président du Conseil mit fin à la conférence télégraphique par ces mots : « Adieu, mon cher Maréchal, nous allons tous ensemble, plus tranquillement, attendre les événements et remplir les devoirs que nous impose le patriotisme. » M. le duc de la Torre termina en disant encore : « Adieu, mon cher Sagasta, jusqu'au jour où il nous sera donné de nous revoir et de nous embrasser (1). »

Lorsqu'on ne sait qu'attendre tranquillement les événements, on n'est plus un gouvernement, mais on peut, les événements venus, faire sa rentrée au gouvernement. Sagasta s'en allait en paix : il ne mourait comme ministre de la République que pour ressusciter, après une retraite décente, comme ministre de la Monarchie.

Pendant tout le temps qu'avait duré cet entretien, à grande distance, de Serrano et de ses ministres, Primo de Rivera s'était tenu dans un salon voisin de la salle du télégraphe. Les ministres allaient de l'une à l'autre pièce. Tout à coup le capitaine-général fit irruption dans la salle même, et, d'un ton courroucé, interpella le président du Conseil : « On est venu me dire que le préfet et le maire de Madrid sont en train de réunir des forces de police et qu'ils distribuent des armes au peuple. Je ne puis consentir à ce qu'on trouble l'ordre, et je vais, pour le maintenir, faire sortir les troupes de leurs casernes. » (L'histoire du *pronunciamiento* des 29 et 30 décembre 1874 fournirait, on le voit, de quoi alimenter bien des réflexions sur le rôle de *l'ordre* dans les conjurations militaires.) Le président du Conseil démentit et riposta avec hauteur : « Le gouvernement fera son devoir jusqu'au bout, et personne ne commande ici, que le gouvernement. » Puis, se tournant vers ses collègues, il les pria de se réunir encore, une heure après, au ministère de la Guerre.

Tous s'y retrouvèrent à neuf heures du soir. Ils étaient à peine arrivés, qu'on vint les avertir que les cours et les environs du palais étaient pleins de troupes. Bientôt le capitaine-général entra, et annonça à Sagasta qu'une délégation d'officiers de toutes les armes demandait à être reçue par le gouvernement. Le président du Conseil se fâcha d'abord,

(1) A. Houghton, *ouvr. cité*, p. 333-334.

puis accorda l'audience. La délégation fut introduite, Primo de Rivera, en uniforme, à sa tête. Il s'avança, et d'une voix assez hésitante : « Monsieur le président, dit-il, je me vois dans la triste nécessité de vous faire connaître que la garnison de Madrid s'associe au mouvement de l'armée du Centre, et qu'il va être constitué un nouveau gouvernement. — Je proteste, s'écria Sagasta, au nom du gouvernement espagnol, contre l'acte qui est commis ici. Le gouvernement ne se défend pas, parce que, espagnol avant tout, et s'inspirant d'un patriotisme qui fait tant défaut à d'autres, il ne veut pas employer d'autres armes (allusion à l'idée de soulever le peuple de Madrid) que celles qu'il a organisées et armées pour garantir l'ordre et vaincre les carlistes, et qui sont celles-là mêmes qui se tournent contre lui aujourd'hui. Le gouvernement se retire donc... etc. » Le reste ne fut qu'un verbiage, aussi vain que grandiloquent.

Quand les ministres démis se retirèrent, laissant un télégramme à l'adresse de Serrano pour l'instruire de la fin, ils purent voir, dans les salons, les corridors, les escaliers remplis de monarchistes de la veille, du jour et du lendemain, toute une foule qui, bien qu'il fût nuit close, adorait le soleil levant. C'est ce que les démagogues nomment « la résistance de l'opinion ».

Les adieux de Tudela ne furent pas moins touchants que ceux de Madrid. Le maréchal Serrano délia le général Moriones et tous les généraux du premier corps d'armée, ceux attachés à sa personne et ceux de son état-major, de leurs engagements envers lui ; il fit cesser toute concentration de troupes ou de matériel de chemins de fer destinés à une résistance, recommanda une dernière fois de « maintenir l'ordre et la discipline » et, par-dessus tout, de veiller à ce que les carlistes ne profitassent pas des circonstances pour ébranler quelque point faible des positions libérales. Il prit ensuite congé des amis, au moins d'hier, qui se séparaient de lui pour toujours, faisant preuve d'un sang-froid et d'une dignité que tous ces officiers admirèrent et devaient se rappeler longtemps. Il y eut en effet dans le départ de Serrano autant de noblesse qu'on en peut mettre dans un abandon. Sans vouloir retourner à Logroño, il gagna Saragosse, accompagné seulement de ses deux aides de camp demeurés fidèles ; de là, Jaca dans le Haut-Aragon, et de là, franchissant les

Pyrénées entre Canfianc et Oloron, par des passages que l'hiver rendait plus difficiles encore, la France hospitalière aux grandeurs déchues.

Le 31 décembre, à cinq heures du matin, le général Laserna télégraphiait au ministre intérimaire de la Guerre : « Au nom de l'armée du Nord, je félicite Votre Excellence personnellement, je me plais à la saluer le plus affectueusement, et, en nous rangeant sous le drapeau de la monarchie légitime, représentée par Don Alphonse XII, que Votre Excellence me permette de lui manifester le vœu fervent de l'armée du Nord, pour que ce drapeau soit, à partir d'aujourd'hui, non l'emblème d'un parti, mais l'emblème uniquement de la régénération de la patrie et l'étendard de tous ceux qui s'unissent en un seul culte, l'amour de l'ordre et de la liberté (1). » En même temps, Laserna adressait à son armée cet ordre du jour : « Soldats, l'armée du Centre, la garnison de Madrid, et en ce moment, l'Espagne tout entière ont proclamé don Alphonse XII. A partir d'aujourd'hui, vous avez un cri de guerre pour exciter votre enthousiasme, et qui vous conduira à la victoire, parce que ce cri signifie ordre et liberté, et il est un gage certain de la régénération de la patrie. Soldats, vive Alphonse XII ! (2) »

A Logroño, cette journée du 31 se passa sans incidents notables. Les instructions du général en chef furent exécutées par les autorités militaires sur-le-champ et au pied de la lettre, sans rencontrer d'opposition. Ces autorités se substituèrent aux autorités civiles partout où celles-ci avaient paru suspectes de dévouement au régime renversé, et l'on improvisa des municipalités, des commissions administratives avec « les alphonsistes de l'endroit ». Le nouveau gouvernement remercia et félicita chaleureusement les généraux de l'armée du Nord, et tous, même Moriones, furent maintenus dans leurs commandements.

Le 1er janvier 1875, tout était remis debout, entré dans l'ordre nouveau. Le succès déployait toute sa puissance de ralliement, et cela s'était fait en trois jours, 29, 30 et 31 décembre 1874. Le général en chef Laserna s'en congratulait avec le ministre de la Guerre : « J'ai passé en revue les troupes en ordre de parade. Elles ont défilé ensuite au cri répété avec enthousiasme de : Vive Alphonse XII ! Je leur

(1) Traduction de M. Houghton, *ouvr. cité*, p. 359.
(2) Id., *ibid.*, p. 361.

ai adressé l'allocution suivante : « Soldats, la nation et « l'armée acclament, en ce moment, comme roi d'Espagne, « Alphonse XII de Bourbon et Bourbon. Jurons de défendre « ce drapeau, qui est celui de la légitimité, de l'ordre et de « la liberté, et faisons courber le front devant lui à ces fana- « tiques partisans de l'absolutisme, qui nous lancent un « défi mortel du haut de leurs invisibles tranchées. Soldats, « vive Alphonse XII ! Vive l'Espagne ! » J'ai des réponses de Vitoria, Bilbao et de la division Villegas, qui me disent que partout la proclamation s'est faite avec grand enthousiasme. »

Bientôt on ne pensa plus à la République qu'en s'apercevant que certains préfets et certains alcades n'étaient plus les mêmes. Encore n'y avait-il pas eu besoin de les changer tous. Beaucoup, la plupart peut-être, se faisaient complices du coup qui avait réussi, et, l'ayant subi sans douleur, acceptaient sans regret l'événement qui était un avènement.

d) *Cánovas et le pronunciamiento.*

Reste, pour l'histoire, un point à fixer. Le *pronunciamiento* était-il nécessaire? Cánovas l'a-t-il encouragé? L'a-t-il connu avant son exécution? L'a-t-il approuvé après son succès?

Il a lui-même tranché la question sans réplique, au Sénat, dans la séance du 11 juin 1880, ayant Martínez Campos en face de lui :

« Étant donné, dit-il durement, mes principes, mes convictions et ma manière de voir les choses, le plus grand sacrifice que j'aie fait à la Monarchie est d'avoir Sa Seigneurie à mon côté *(murmures)*.

« ...De même qu'avant la Restauration, le général Martínez Campos et moi, nous n'avions pas vu les choses de la même manière, de même, dans l'instant critique où le général Martínez Campos partit pour Sagonte, nous les vîmes aussi peu, Sa Seigneurie et moi, d'une manière égale. C'est pourquoi le général Martínez Campos a pu dire qu'il fit la proclamation de S. M. le Roi D. Alphonse XII contre mon opinion ; mais celui qui, comme moi, avait alors une si haute et difficile représentation, n'était obligé de rien expliquer ; personne, absolument personne, ne pouvait le surpasser dans le désir que cette cause triomphât.

« Est-il sérieux, lorsqu'il s'agit d'un fait aussi grand que la Restauration d'une Monarchie, de prétendre que tout

s'est fait en soulevant deux bataillons sans tirer un coup de fusil, et de nier la coopération de grands éléments, de forces immenses, quand il y avait d'une part le droit de la dynastie du Roi qui commandait et s'imposait à beaucoup de consciences, et quand y concourait même la désillusion du pays qui cherchait presque unanimement dans la proclamation du Monarque la paix, la tranquillité et la sécurité qu'il a obtenues depuis? Tout le reste des armées, tout le reste des généraux, tous ceux qui n'ont pas voulu dégainer leur épée contre le Roi, tous ceux qui ont accepté sa proclamation dès le premier instant, est-ce qu'ils ont été vaincus et conquis par les deux bataillons du général Martínez Campos? Qui peut s'arroger le droit de dire qu'il a fait la Restauration?

« ...Non ; comme la Restauration s'est faite par elle seule et par la force des événements, n'importe qui l'eût faite à ce moment-là. Les mouvements du pays, qui l'ont conduit à cette solution salvatrice, ont nécessité, en un instant donné, une direction. Qu'ils existassent, que nous ne les ayons créés d'aucune manière, c'est la vérité ; mais il est évident qu'il y eut un instant où ils nécessitèrent une organisation. Eh bien, cette organisation, à moi confiée par S. M. la Reine-mère et par Son auguste fils, et depuis lors sous Sa propre signature (celle de D. Alphonse XII), je l'ai faite, moi, je l'ai portée si avant, que, certes, au point où je l'ai portée, n'importe qui, à n'importe quel moment, en n'importe quelle circonstance, l'aurait réalisée. »

Ainsi a parlé Cánovas (1). La forme eût pu être moins âpre, mais la sentence est juste et le partage équitable. C'est une chose de déblayer, c'en est une autre de construire. Il ne faut pas confondre le terrassier et l'architecte.

Charles Benoist.

(A suivre.)

(1) En 1894 et en 1896, encore, il m'a dit, à plusieurs reprises, qu'il n'avait pas désiré l'intervention militaire, qu'il eût préféré l'éviter, qu'il eût même voulu l'empêcher parce qu'il haïssait l'intrusion des généraux dans la politique, qu'il redoutait la « perpétuation » d'une mauvaise habitude, un coup d'État en entraînant un autre, et qu'en somme le *pronunciamiento* n'avait fait que hâter de très peu, avec beaucoup de risques, ce qui serait arrivé infailliblement et irréprochablement sans lui.

La Fronde[1]

Les belles mutinées.

Nous avons peur d'en parler. Elles sont trop belles, trop charmantes — ou du moins elles le durent être, si l'on en juge par les amours incroyables qu'elles ont déchaînées.

Les portraits peints ou gravés ne nous disent, hélas, pas grand'chose : toutes les effigies de femmes d'une certaine époque représentent plus ou moins la même femme, ou plutôt le type idéal que les hommes de cette époque tenaient pour la plus flatteuse beauté. Il faut beaucoup d'attention si l'on veut rétablir, d'après son portrait, ce qu'aura pu être le véritable visage d'une femme de jadis. Peut-être doit-on d'abord renforcer les moindres détails caractéristiques de sa physionomie : à la place d'un menton que, par exemple, le peintre aura un peu accusé, ne manquez pas de voir en pensée une mâchoire inférieure saillante et vigoureuse ; au lieu d'un nez légèrement courbe, plantez un bec, non de perroquet, si vous voulez, mais au moins de perruche, et ainsi de suite. Rendez, je ne dis pas l'éclat, mais la vie aux yeux, qui trop souvent n'en ont guère sur les anciens tableaux. Imaginez, si vous le pouvez, le grain de la peau, la poitrine qui fait, en respirant, chatoyer le satin,

(1) Copyright by Bernard Grasset 1929. — Voir *la Revue universelle* des 15 août et 1er septembre 1929.

rêvez aux gestes de la main, aux gros parfums étourdissants (heureusement, car la propreté !...) et voici que s'animera peu à peu pour vous la vieille toile noircie, montrant neuf fois sur dix, au dix-septième siècle, une tête aux cheveux crêpelés, au menton fuyant, aux sourcils trop minces et trop paisibles, aux joues arrondies à l'excès, et aux grasses épaules, qui tombent bêtement sous la dentelle.

A côté de ces tableaux et gravures assez difficiles à vivifier, ou à interpréter, nous avons par chance les mémoires, souvenirs et lettres du temps. Et encore, même pas pour les descriptions de femmes qu'on y trouve : rien, en effet, de plus fade ni d'aussi plat. Jamais un de ces riens savoureux qui font tout à coup sauter sur la page le personnage dont il s'agit. On finit par se demander comment regardaient nos pères ; on doit attendre jusqu'aux *Mémoires du comte de Grammont* pour lire enfin, en parlant de Mlle de Saint-Germain : « Elle avait dans le coude une beauté singulière. » Ce n'est pas que « une beauté singulière » montre rien du tout : mais rien que de remarquer un coude, et de le signaler, voilà du nouveau.

Par bonheur, en dehors des descriptions physiques, il y a ces longues — un peu trop longues — analyses psychologiques que l'on aima tant pendant toute la première moitié du dix-septième siècle, les fameux « portraits » auxquels se complaisaient les habitués de l'hôtel de Rambouillet ou autres rendez-vous des bons esprits. Un peu trop longues, disions-nous, ces descriptions : un peu tarabiscotées aussi, et enjolivées de nuances bien vaines, propres à faire valoir le mérite de l'écrivain (« le rare esprit, devait-on songer chez Ninon, qui peut remarquer des choses aussi fines ! »), plutôt qu'à éclairer le modèle. En ces amas de psychologie sans grande valeur, il arrive cependant que l'on pique parfois une note suggestive au plus haut degré, d'où l'on peut induire sans peine tout le caractère du personnage dépeint (1).

(1) « Il n'est rien que je ne fisse pour le soulagement d'une personne affligée, et je crois effectivement que l'on doit tout faire, jusques à lui témoigner même beaucoup de compassion de son mal : car les misérables sont si sots que cela leur fait le plus grand bien du monde ; mais je tiens aussi qu'il faut se contenter d'en témoigner, et se garder soigneusement d'en avoir. C'est une passion qui n'est bonne à rien au dedans d'une âme bien faite, qui ne sert qu'à affaiblir le cœur, et qu'on doit laisser au peuple, qui, n'exécutant jamais rien par raison, a besoin

Enfin, n'oublions pas les mémorialistes : non qu'ils s'attachent fort à montrer les décors ni les gens, mais tout à coup, on ne sait trop comment, au coin d'une phrase ou grâce à quelque réplique, une princesse, un évêque ou la reine vexée coulent de leur plume, pour ainsi dire. Retz est certainement le meilleur peintre en ce genre. Quand, parlant de la ridicule et niaise conspiration des Importants, il appelle ceux-ci « quatre ou cinq mélancoliques qui avaient la mine de penser creux », ne les voit-on pas? Et s'il conte que le vaniteux matamore Ondedei, vaguement parent du cardinal, arriva un soir de juin 1651 chez la reine, « chargé de plumes comme un mulet », qui ne se croirait enfermé soi-même avec Anne d'Autriche dans le Palais-Royal inquiet, tandis qu'au dehors s'allongent les rues de Paris mécontentes et peu sûres? Survient un capitan : « Moi, je vous tirerai de là !... » On rit sous cape, en même temps qu'on saisit néanmoins cette occasion de se rassurer un peu, vaille que vaille...

Malheureusement, Retz s'est très peu diverti à des croquis de femmes, lui qui les aura tant aimées : hormis leurs rôles dans les intrigues, on dirait qu'il ne s'en soucie guère. Quand meurt brusquement, presque subitement, Mlle de Chevreuse, si mêlée à sa vie, à peine s'il note avec nonchalance : « La pauvre fille mourut d'une fièvre maligne, qui l'emporta en vingt-quatre heures... Je la vis un moment, avec Madame sa mère, qui était au chevet de son lit, et ne s'attendait à rien moins qu'à la perte qu'elle en fit, le lendemain matin, à la pointe du jour. »

L'absurde collectionneur de sornettes et de cancans, Tallemant des Réaux, nous fait plus de plaisir en décrivant la célèbre Mme de Montbazon. Elle passait pour plus que belle, pour éblouissante. Le duc de Beaufort en perdait la tête, et elle l'appelait : « Cet innocent (1) !... » On la tenait

de passions pour le porter à faire les choses. » (*Portrait de La Rochefoucauld par lui-même.*)

« Elle a des imaginations heureuses, aussi éloignées d'un air affecté qui nous déplaît que d'un naturel outré qui nous blesse. » (Saint-Evremond, *Portrait de la duchesse de Mazarin*, 1667.)

« Sa puissance venait de son tempérament, et sa hardiesse de son expérience. » (Bussy-Rabutin, *Portrait de Turenne.*)

(1) Mme de Montbazon accusait même cet infortuné Beaufort d'être fort peu vaillant dans les tête-à-tête galants. (Retz, t. II, p. 174.) Elle était peut-être difficile à contenter.

pour Vénus en personne à Madrid, à Londres, partout. Or : « C'était un colosse, nous apprend Tallemant, et en ce temps-là, elle avait déjà un peu trop de ventre, et la moitié plus de tétons qu'il ne faut ; il est vrai qu'ils étaient bien blancs et bien durs : mais ils ne s'en cachaient que moins. »

Nous savons bien que Tallemant le badaud ne mérite aucune créance : il croit tout, rapporte tout, pêle-mêle. Mais une description ne peut guère être un commérage : il a vu de ses yeux Mme de Montbazon, ou quelque autre l'a vue qui lui en parla. D'ailleurs, elle était peut-être belle en dépit de son poids, cette Junon.

Donc, les documents ne nous livrent pas grand'chose qui soit précis sur les illustres Frondeuses : rien qui vaille, si l'on n'interprète soigneusement, quant aux portraits peints ou gravés ; et des bribes seulement — bribes éclatantes, il est vrai — dans les récits et souvenirs contemporains. D'où vient donc leur prodigieuse réputation?

De ce qu'elles se mêlèrent extraordinairement à la politique?... Oui, peut-être. Il est trop certain que l'on n'avait guère vu, avant Louis XIII, sauf les reines ou prétendantes, des femmes inquiéter l'État, conclure individuellement des unions solennelles avec les souverains étrangers, comme l'osèrent Mmes de Chevreuse, Longueville et Montbazon, courir si allégrement les routes, ni s'exposer avec tant de sérénité aux risques de poison, de coups de couteau ou de pistolades, sans parler de l'ignoble crachat des laquais en ribote sur le Pont-Neuf. Et combien furent-elles de grandes dames à s'aventurer ainsi, en riant : six, dix, vingt peut-être, autant que de Furies derrière Bellone ou de nymphes derrière Artémis ! Quant à celles qui intriguèrent en chambre, on ne les compte plus. On conspirait contre le Mazarin : c'était la mode.

Ce ne serait pourtant point assez de ces nouveautés dans l'histoire pour expliquer le prestige sans précédent de nos irrésistibles rebelles. Songez que non seulement leur siècle entier entendit avec ravissement chanter leur mémoire, comme Ulysse écouta, enchaîné au mât de son navire, monter sur les flots la douce et brûlante voix des Sirènes ; mais il n'y a pas jusqu'aux plus récents historiens des Frondeuses, ceux du dix-neuvième et du vingtième siècle, qui n'en soient tombés positivement amoureux. Qui sait si l'indomptable Chevreuse n'aura point troublé les nuits de M. Louis Batif-

fol? En ce qui concerne Victor Cousin, il paraît — c'est Gustave Claudin qui nous en fait la confidence — que cet enthousiaste biographe pensa tomber dans un découragement mortel en apprenant par des documents trop certains que Mme de Longueville n'avait pas de poitrine : il ne reprit force et santé que le jour où d'autres documents, non moins dignes de foi, lui eurent permis de croire que sa chère Longueville ne manquait de rien, en dépit des calomniateurs.

Or, la séduction, l'enchantement, l'envoûtement de tous n'auront certes tant duré qu'à cause des amours passionnées, folles, que les belles mutinées inspirèrent à leurs contemporains. Et qu'on prenne ce mot au sens le plus sauvage : il ne s'agit pas ici de mains baisées, de feutres balayant le sol, et autres fadeurs de bal costumé. Non, que diable ! Des furieux comme Condé, des démons comme Retz, des cœurs écorchés comme La Rochefoucauld, des princes ratés, et donc ivres de rancune et de mépris, n'étaient point hommes à effeuiller sans fin la marguerite, ni suivre patiemment pendant des années les règles du pays de Tendre. Écoutez Mazarin, quand il veut mettre la reine en garde contre certaines intrigantes de son entourage : « En présence de beaucoup de monde, Mme de Chevreuse et Mme de Montbazon, séparément, ont soutenu qu'on pouvait lever la robe, pour son plaisir, aux personnes qu'on aimait, et pour satisfaire à l'ambition et à la vengeance. C'est la doctrine que ces dames enseignent et pratiquent. Et lorsque l'âge empêche lesdites dames de profiter de leur beauté, elles ont recours à leurs filles, et elles ont commencé à le faire. Mme de Chevreuse... me fit confidence qu'elle le retiendrait (le coadjuteur) par le moyen de sa fille, qui se conduirait en sorte qu'elle lui donnerait de l'amour, et le retiendrait de celui qu'il avait pour Mme de Guéméné... » (Avril 1651.) N'oublions jamais qu'à côté des pâmoisons de *l'Astrée*, il y avait cette ribaudaille (1). Les images de la Fronde ne sont pas pour les jeunes filles.

Par les sens ou par le cœur, en tous cas par l'esprit ou l'orgueil endiablé, sans oublier l'ambition et l'intrigue, qui prenaient alors les gens à la gorge, comme elles furent fana-

(1) Voir les étranges et scandaleuses « combinaisons » racontées par Retz avec un naturel déconcertant : « Nous nous résolûmes, Mlle de Chevreuse et moi, de donner un autre amant à sa mère... etc... » (Retz, 2e partie, chap. xxi, éd. Charpentier, t. II, p. 274.)

tiquement adorées, ces ravissantes et dangereuses Amazones qui donnèrent tant de mal aux deux grands cardinaux !

Qui citerons-nous parmi ce bataillon de diablesses, si habiles à manier

L'épée et l'éventail, le fard et le bouquet (1)?

La Chevreuse, d'abord. Nous n'écrivons point « la » Chevreuse par mépris, mais à la façon dont on dit à l'italienne, et au contraire avec admiration : « La X..., la Y... » en parlant d'une cantatrice illustre, savante en son métier, inégalable en ses attitudes et jolie à ravir. Elle avait fait trembler, positivement trembler Richelieu, signé des traités d'alliance avec les puissances voisines, comme si ce fût d'égal à égal ; elle avait traversé la France à cheval, déguisée en cavalier — et en cavalier blessé, couvert de sang, car il fallait expliquer bien des choses — pour échapper aux sbires du cardinal ; celui-ci avait dû la comprendre, comme une ville ou une province, en ses conventions avec l'ennemi ; la jeune reine persécutée, Anne d'Autriche, avait espéré en elle ainsi qu'en un bel archange gardien ; Louis XIII à l'agonie murmurait en se signant : « Cette femme, c'est le diable ! »

En 1643, cependant, quand commença « la bonne Régence », Mme de Chevreuse revint d'un long exil : son ancienne amie et bienveillante souveraine la rappelait. Mais, hélas ! elle était un peu démodée, politiquement s'entend. Elle se félicitait d'en user avec le nouveau ministre et cardinal Mazarin, comme elle avait fait avec l'ancien, Richelieu : et ce fut ainsi que pour son début elle entra sans plus attendre dans la cabale des Importants, et convint même de faire assassiner Mazarin, avec la complicité du duc de Beaufort. Qu'était-ce à ses yeux que ce petit cardinaillon, sinon un intrigant sans importance, qui s'était glissé par surprise au premier rang? Lors de l'éclatante fraîcheur de Mme de Chevreuse, nul ne connaissait ce scribe à tout faire, arrivé d'Italie dans les modestes carrosses de la nonciature ; il n'y avait alors d'autre Éminence que le grand cardinal de Richelieu, seul adversaire à la taille de notre héroïne, pensait-elle. On doit bien songer que sans avoir abandonné l'amour ni la coquetterie, Mme de Chevreuse se trouvait

(1) Henri de Régnier.

plus que quadragénaire en 1643 : ce n'est certes point l'âge auquel une femme cesse de plaire, loin de là, mais presque toujours celui où elle commence à dire avec arrogance : « De mon temps... » Or, de son temps, la reine Anne d'Autriche s'en était peut-être laissé conter par un Buckingham, et encore n'est-ce pas du tout sûr : mais elle n'était point amoureuse. Aujourd'hui, en revanche, la souveraine aimait de toute son âme ce Mazarin que son ancienne amie dédaignait si fort : et il n'y avait pas de Chevreuse qui tînt, et nul ne pouvait rien contre un amour comme celui-là.

Aussi la brillante insurgée du dernier règne dut-elle, toute étonnée, reprendre le chemin de l'exil, et même se sauver de nouveau. En plein hiver de l'an 1645, elle s'embarquait à Saint-Malo, avec sa fille, sur un méchant bateau de pêche, se faisait prendre par les Anglais de Cromwell, qui relâchèrent les deux femmes avec beaucoup de peine. Elle gagna enfin la Hollande, puis Liége, et ne revint que trois ou quatre ans après pour intriguer encore et soutenir, ou feindre de soutenir Retz : c'était au moment où celui-ci rêvait, comme tous les ambitieux déçus, de fonder un tiers parti.

Retz ou un autre, d'ailleurs, car Mme de Chevreuse n'avait ni plan préconçu ni opinion, et rien ne lui importait, hormis de jouer un rôle considérable qui la fît craindre et aimer — aimer surtout ! Elle demeura jusqu'à sa mort, en effet, une femme d'amour. Voici ce que Retz en a dit : « Mme de Chevreuse n'avait plus même de reste de beauté (il exagère !) quand je l'ai connue... Si elle fût venue dans un siècle où il n'y eût point eu d'affaires, elle n'eût pas seulement imaginé qu'il y en pût avoir. Si le prieur des Chartreux lui eût plu, elle eût été solitaire de bonne foi... Elle aimait sans choix, et purement parce qu'il fallait qu'elle aimât quelqu'un. Il n'était pas même difficile de lui donner, de partie faite, un amant : mais dès qu'elle l'avait pris, elle l'aimait uniquement et fidèlement. »

Trop habituée au succès, et point assez résignée, point assez chrétienne pour admettre qu'il y a des bornes même à la joie de vaincre, elle ne craignit pas d'organiser impudemment avec sa fille des campagnes de séduction : l'automne et ses tornades s'alliaient aux parfums du printemps. Satan devait être heureux.

Moins heureux encore, pourtant, que s'il considérait une autre âme à lui, celle de Mme de Longueville : les vraies

délices du diable, celle-là !... En sa prime jeunesse, elle avait porté par pieuse mortification le cilice sous ses robes de bal. Rien qu'à la voir, grande, svelte, angéliquement blonde, jolie à faire descendre la paix sur un champ de bataille, on eût canonisé tout à l'heure cette demi-nonne pour sa grâce céleste, sa douceur et ses vertus charmantes. Joignons qu'elle était princesse du sang, née Anne de Bourbon, sœur du grand Condé — son aînée de deux ans — et mariée en outre à un fort grand seigneur, le duc de Longueville, héritier des Dunois : chacun sait que de tels titres n'enlaidissent personne. Ils tiendraient lieu d'esprit, s'il le fallait.

Mais Mme de Longueville n'avait nul besoin qu'on lui prêtât de l'esprit : elle était cultivée, sensible, délicieuse. Toute jeune, sa mère l'avait menée, ainsi que son frère, apprendre le fin du fin à l'hôtel de Rambouillet. De là, à vivre en héroïne de roman, il n'y avait qu'un pas. De là, à rendre des soupirants ivres d'amour, il y avait moins encore. On vit « se mourir » pour elle Coligny (qui mourut, en effet, des suites d'un duel fameux qu'il eut contre le duc de Guise pour le service de sa belle amie), Miossens, qui fut par la suite maréchal d'Albret, le duc de Nemours, etc. En 1642, à vingt-trois ans, elle avait épousé le duc de Longueville, beaucoup plus âgé qu'elle. Vers la fin de 1647, enfin, elle tomba éprise sans merci, à son tour, du prince de Marcillac, plus tard duc de La Rochefoucauld, le futur auteur des *Maximes*. Jeune, brillant, rageur, charmant peut-être grâce à ce « je ne sais quoi » qui était en lui, dit Retz, et dont les femmes faisaient sans doute de la poésie, le jeune Marcillac offrait aux beaux esprits les fleurs de son goût romanesque, de son pessimisme un peu facile et de sa clairvoyance assez terrible : un bouquet d'iris noirs et de roses à épines. La duchesse de Longueville s'enivra pour longtemps de ce parfum-là.

Cependant La Rochefoucauld, ou plutôt Marcillac, fit mieux encore pour amuser la blonde princesse du sang aux yeux de pervenche : il la poussa plus que tout autre à prendre parti dans la Fronde. Elle s'y délecta, s'y enfonça, se rassasia d'audace et d'intrigues, connut les plus grands dangers, tenta — elle aussi — de prendre la mer en barque par un jour de tempête, près de Dieppe, se fit rouler sur les galets par les vagues furieuses, courut les routes, prête au coup de feu, se risqua dans l'émeute, combina, négocia, trompa,

trahit, fut indomptable. Fée de grâce et de suavité, elle déchaîna des ouragans, n'eut peur de rien. N'était-elle point irrésistible en janvier 1649, quand, avec la duchesse de Bouillon, elles vinrent toutes deux à l'Hôtel de Ville pour se remettre entre les mains du peuple, comme des otages garantissant la sincérité politique de leurs maris passés à la Fronde? Retz écrit : « Elles tenaient chacune un de leurs enfants dans leurs bras, qui étaient beaux comme leurs mères. La grève était pleine de peuple jusques au-dessus des toits ; tous les hommes jetaient des cris de joie ; toutes les femmes pleuraient de tendresse. » Bon gré, mal gré, il fallut bien loger en ce symbolique Hôtel de Ville les deux grandes dames, si effrontément démagogues, qui s'y réfugiaient. On leur donna quelques chambres incommodes, où elles firent venir des violons, et reçurent tous leurs amis : des éperons et des épées sonnèrent dans les escaliers de la maison du peuple, les couloirs s'emplirent de soie, de velours et de robes resplendissantes. La duchesse de Longueville se trouvait enceinte : peu de temps après, elle accouchait dans cet appartement primitif. Avant sa trentième année, elle en était à son quatrième enfant, cette fragile et divine créature, cette sylphide.

Démagogue, avons-nous dit?... Mais à Bordeaux, ce fut bien pire, quand on la vit, avec son jeune frère le prince de Conti, soutenir contre les bourgeois de la ville l'étonnante faction révolutionnaire, pré-jacobine et terroriste, appelée l'Ormée, qui attaquait les hôtels des riches à coups de canon, et voulait coûte que coûte livrer la cité soit aux Espagnols, soit aux Anglais !

On a conté d'étranges histoires à propos de Mme de Longueville. Il est vrai qu'à cette époque les calomnies ont couru partout comme vermine : quiconque y croirait perdrait le sang-froid. De dix ans plus jeune que sa sœur exquise, malingreux, un peu bossu, et de cœur très tendre, comme tant de contrefaits, le prince de Conti aurait passionnément aimé la belle duchesse, mais jusqu'à l'amour véritable, s'entend. On n'a point dit partagé, néanmoins. En vérité, il faisait ses mille volontés, et la tenait pour une déesse. Tout est possible en ce temps de fièvre intense, même l'inceste, en pensée surtout. Mme de Longueville eût damné un saint : elle fit bien tourner la tête de Turenne le taciturne, de Turenne le trapu. Pour séduire la fille des Condé, l'honnête soldat lui

donnait le régal d'une revue, et d'une bonne armée française rangée en bataille sur le Rhin, en 1646. En dépit de ses terribles sourcils, d'ailleurs, M. le maréchal s'enflammait facilement, si l'on en croit cette simple « grisette de la rue des Petits-Champs », au sujet de laquelle Retz le taquinait si fort dans une lettre de l'automne 1650.

Amours folles, rébellion, guerre civile, terreur jacobine à Bordeaux, démagogie parisienne, volupté de soulever l'émeute, il y eut donc tout cela sous ce regard de turquoise... D'après Madame, mère du régent (lettre du 31 mai 1718), la duchesse de Longueville aurait dit une fois de sa voix si douce : « Je n'aime pas les plaisirs innocents. »

Elle s'amenda pourtant, et fit une sainte mort. Il y a quelque charme à songer que Dieu commença de parler à son cœur au cours d'une visite qu'elle rendit à sa tante, la duchesse de Montmorency, dans la ville de Moulins, une fois la Fronde bien matée, bien battue, bien finie. La duchesse de Montmorency avait été naguère l'épouse ivre d'amour de ce fameux rebelle que Richelieu fit décapiter en 1632. Charmante et raffinée, elle avait régné sur le beau domaine de Chantilly, sur son château royal, ses eaux et ses forêts. Elle avait protégé les poètes, qui la surnommaient Sylvie, et caché Théophile de Viau persécuté. On disait alors, on chantait « l'étang de Sylvie, la maison, le parc de Sylvie ». Et Sylvie elle-même nous était venue d'Italie : Marie-Félice des Ursins, traduisez Orsini, ainsi s'appelait-elle avant que d'épouser Henri de Montmorency, devant qui elle vécut en extase.

En 1653, Sylvie vieillie priait dans le couvent de la Visitation, à Moulins, où elle avait fait élever à son mari un mausolée. Ce fut là qu'elle reçut sa nièce Longueville. Elle lui parla d'amours déçues et de délices plus sûres, qui nous viennent du ciel et ne finissent jamais. Et la grâce toucha, caressa l'âme fatiguée de la belle Frondeuse. Bientôt celle-ci se convertit, et devint exemplaire. Sous ses cheveux gris, la tendre Sylvie persuadait encore.

Quant au duc de La Rochefoucauld, devenu très amer après la Fronde par la faute des hommes, et à demi aveugle d'un coup de mousquet qu'il avait reçu au combat du faubourg Saint-Antoine, il se réfugia dans la retraite du philosophe et dans un second amour, plus doux, plus uni, sinon dans la religion. Il savait d'ailleurs bien le peu que

vaut notre chétive sagesse, lui qui formula cette dure maxime : « La philosophie triomphe aisément des maux passés et des maux à venir ; mais les maux présents triomphent d'elle. »

*
* *

Quels noms choisir encore dans la troupe effrénée, non moins qu'étincelante, des mutinées? Mme de Montbazon, aux amants innombrables? Mais ses puissants appâts épouvantent ; et puis, vraiment, elle aimait trop l'argent, le profit à la bourgeoise, le gros plaisir de vivre. Elle était d'une vanité bien lourde, et sa méchanceté puait la province.

Un jour, on ramassa deux lettres de rupture amoureuse tombées dans un coin de son appartement, et chacun de les lire, et chacun d'en faire des gorges chaudes, ce qui déjà n'était pas un jeu des plus délicats. « Je sais de qui elles sont, l'écriture me l'apprend, déclare impudemment la Montbazon. C'est Mme de Longueville qui les a écrites, et à M. de Coligny, naturellement. Il était ici tout à l'heure et sort à l'instant : elles sont tombées de sa poche... » On doit ajouter que Mme de Montbazon et Mme de Longueville ne pouvaient se souffrir.

Or, c'était pure calomnie. Après enquête, on reconnut que ces malheureux billets avaient été adressés par Mme de Fouquerolles au marquis de Maulevrier, lequel les avait perdus comme un sot. Mais Mme de Montbazon avait offensé une princesse du sang : fureurs, scandale, la reine s'en mêle, Mazarin s'entremet, Mme de Montbazon doit lire publiquement à la princesse de Condé un petit compliment d'excuse, qu'elle avait attaché à son éventail, afin de l'avoir sous les yeux et ne point se tromper d'un seul mot. Cependant, elle oublia de dire « Madame », et lut du ton le plus insolent.

Conclusion : peu de temps après Coligny faisait appeler en duel le duc de Guise, champion — on ne sait trop à quel titre — de Mme de Montbazon. Guise blessa Coligny, le désarma, l'outragea vilainement, si bien que celui-ci en mourut de rage et d'humiliation. Les gens de ce siècle étaient des furieux. Le duc de Longueville, à vrai dire, avait été avant son mariage, ainsi d'ailleurs qu'après, l'amant déclaré de Mme de Montbazon ; et Beaufort, qui adorait Mme de Montbazon, admirait profondément Mme de Longueville :

de là tant de colères, peut-être. Mais pas n'était besoin qu'on les expliquât : un sang âcre et sauvage coulait dans les veines de ces Amazones. Et puis, s'il avait fallu tenir rigueur à Mme de Montbazon de tous ses amants !

Laissons cette gaillarde. Parlons plutôt, pour finir et pour le plaisir, de l'incomparable princesse Palatine : celle-ci fut probablement de beaucoup la plus belle, la plus intelligente, la plus extraordinaire. Elle s'appelait Anne de Gonzague : « Tout cédait, dit Bossuet — qui prononça son oraison funèbre, — au charme secret de ses entretiens. » Pour son coup d'essai, elle s'éprit à vingt ans du jeune archevêque de Reims : ce freluquet mitré faisait — en pourpoint — des visites pastorales chez l'abbesse d'Avenay, sœur aînée d'Anne de Gonzague. Celle-ci le vit, et l'aima sans plus tarder : lui-même en avait perdu le repos, il l'affirmait du moins.

Cet archevêque singulier, troisième fils du duc de Guise, ne devait pas avoir reçu les ordres sacrés, car il épousa Mlle de Gonzague. En 1640, le voilà devenu duc de Guise, par la mort de ses deux aînés, et qui conspire contre Richelieu, et qui se sauve en Belgique, et se marie pour la seconde fois : le premier mariage n'était point valable, probablement. Anne de Gonzague se fait appeler la duchesse de Guise, se travestit en homme, galope jusqu'à Bruxelles, apprend en arrivant le second mariage de son époux, revient à Paris, reprend paisiblement son nom, « la princesse Anne », puis se remarie avec Édouard, prince Palatin, « fort gueux et jaloux, elle d'humeur fort galante », écrit la Grande Mademoiselle.

Non seulement galante, mais politique, et pendant que le duc de Guise blessait à grand fracas Coligny sur le terrain, puis s'en allait à Naples en révolte jouer follement les conquérants de carnaval, la princesse Palatine suscitait de grandes passions, et remplissait un rôle considérable pendant la Fronde : presque pas une négociation où elle ne fut mêlée. Elle essayait de ramener sans cesse les Condé à la cour, et la cour aux Condé. Et quelle maîtrise dans l'art de manier les gens !... Peut-être, du reste, fut-elle un peu moins insouciante que les autres. Bossuet déclare qu'elle demeura sans cesse, au fond, fidèle à l'État : soit, mais non pas toujours de cœur, ni en esprit, ni bien volontiers — enfin, comme un brochet, si l'on veut, est fidèle à la ligne qui l'a ferré.

Chevreuse, Longueville, Montbazon, Palatine, telles sont les reines parmi les belles mutinées : elles allumèrent partout un vaste incendie d'amour. Et combien d'autres femmes les ont imitées, avec moins d'éclat ! Se conjurer, se parjurer, faire couler le sang et jeter le désordre, tout cela n'était alors que le plus merveilleux des jeux de société. Pour un sourire, on changeait de camp. Un baiser, et l'on se battait pour mener des reîtres à travers les blés mûrs. Les villages brûlaient, et les croquants saignaient sur les routes, la France était ruinée : mais le soir, Cidalise tombait dans les bras de M. le Maréchal ou de M. le Prince, et la guerre reprenait, et l'anarchie durait.

D'un certain esprit bourgeois.

Il y a, et nous pensons qu'il y eut toujours un certain état d'esprit très répandu dans la bourgeoisie française. Nous le voyons aujourd'hui florissant ; mais on en trouve aisément la trace autrefois, soit dans les lettres familières, soit dans les mémoires, ou même les ouvrages de tels ou tels personnages instruits, cossus et heureux, qui furent, eux aussi, les témoins de notre histoire. Dans la première moitié du dix-septième siècle, et même au delà — car il mourut septuagénaire — Guy Patin peut nous servir d'exemple.

Guy Patin était un médecin et un médecin passionné, qu'il faut se représenter en robe rouge, avec le rabat, le bonnet carré et une barbe : ainsi le voulait la tradition, et il n'était point homme à ne pas suivre les vieux usages. En cet appareil, il allait chaque jour, sur un cheval paisible, soit faire son cours au collège de France, soit visiter ses malades, éclaboussant insoucieusement les passants avec l'infecte boue des rues parisiennes : qu'était-ce en effet pour lui qu'un insignifiant et futile passant? Il n'estimait au monde que les hommes instruits qui savaient le latin, avaient lu Pline l'Ancien, tenaient celui-ci pour le premier naturaliste du monde, et en outre haïssaient l'antimoine, « poison si cher aux charlatans. » Fi des nouveaux remèdes ! Ce qui convenait, c'était de se faire saigner, saigner encore et toujours saigner. Les innocentes eaux minérales elles-mêmes, et les cures qu'on y tentait, ne trouvaient point grâce à ses yeux. « Les eaux

minérales font plus de cocus qu'elles ne guérissent de malades, » écrivait-il à Falconet : car il avait le jugement prompt et la parole crue. Il se faisait une gloire, et même une philosophie, de pester contre toutes les nouveautés. Rien n'excitait sa bile comme ces jeunes médecins qui se voulaient mettre au goût du jour, et prétendaienr découvrir des vérités jusqu'alors inconnues. « Tous ces messieurs-là sont trop curieux. Il vaudrait mieux qu'ils étudiassent la science des anciens dans Hippocrate, Galien et Fernel. »

Rentré chez lui, il s'en pénétrait, lui, d'Hippocrate, de Galien et de Fernel : il les possédait au logis en gros in-folio, qu'il feuilletait avec tendresse et couvrait de notes, ainsi que les six à dix mille autres volumes de sa magnifique bibliothèque. Après quoi, il écrivait à ses amis, tous médecins et fort entendus en belles-lettres antiques ; nous avons ces savantes épîtres, qui sont d'une langue verte et drue, non certes sans drôlerie. L'un de ses meilleurs mots, c'est sans doute d'avoir ainsi jugé l'homme, une fois : « Un chétif animal bien bizarre, sujet à ses opinions, capricieux et fantasque... » Être « sujet à ses opinions », comme à la fièvre ou au choléra, on ne saurait vraiment mieux dire.

Guy Patin ignorait le grec, comme Pétrarque, mais on le voyait tout farci de latin et de littérature. Cependant, il n'entendait point par littérature des fadaises comme *l'Astrée* ou les petits vers à la mode, ni même ces pièces modernes si goûtées, par exemple celles d'un M. Corneille, qu'il cite une fois, tout au plus, en trois volumes de correspondance. Il ne tenait pour « grands héros des belles lettres » que les Érasme, les Scaliger, les Saumaize, les Naudé, les Heinsius, les Grotius, les Charron, les de Thou, etc., polygraphes éminents, commentateurs, glossateurs, compilateurs et écrivains politiques : tous esprits dits sérieux, enfin, contrairement à ces frivoles auteurs de romans larmoyants en dix-huit tomes in-quarto, sinon de tragédies à faire pâmer les dames.

Bref, on peut considérer Guy Patin comme un parfait représentant de la bourgeoisie parisienne de ce temps-là, et peut-être de tous les temps. De famille très honorable, de situation plus que respectée — professeur au collège de France, il mourut doyen du corps des médecins, ce sont là des titres, — gagnant fort bien sa vie, cultivé à souhait, amateur de livres, merveilleusement conservateur, religieux

sans être du tout bigot (1), ennemi des jésuites et de la moinerie (2), goûtant peu les poètes et conteurs de fariboles, tandis que la grave, assez lourde, et déjà pédante Allemagne lui paraissait tout naturellement la mère des bonnes disciplines et des arts rassurants (3), excellent père de famille avec cela, et payant l'impôt jusqu'au dernier sou tout en grondant sans répit, ne reconnaît-on point là l'éternel et traditionnel bourgeois de Paris?

On devine bien que la politique tourmentait fort cet honnête citoyen : il n'envoie presque pas une lettre sans parler à ses amis des événements du jour. Or, pareil aux bourgeois de toujours et de partout, qui tiennent à conserver l'État où ils vivent en somme heureux, Guy Patin est profondément patriote — entendez royaliste, puisque c'était la même chose au dix-septième siècle. A ce seul mot, « le roi, » il s'apaise aussitôt, il s'humanise, il est prêt aux vivats, il donnerait sans plus hésiter son sang et sa vie pour son légitime souverain, en bon et loyal Français de 1650.

Voilà qui est parfait. Toutefois, qu'on lise avec soin les lettres de ce modèle des sujets, de ce conservateur résolu, et l'on verra qu'il méprise, déteste et voue aux gémonies :

1° Le ministre du roi, d'abord, Mazarin. Oh! celui-là, Guy Patin le hait d'instinct, éperdument, follement, puérilement! Il ne voit en lui qu'un simple voleur et dilapidateur des fonds publics, un parvenu, un plaisantin arrivé du Midi. Plus grave et roide qu'on ne croit, Patin ne peut s'accommoder de tout ce qui vient des pays charmants,

(1) « Élie Béda va dorénavant à la messe, porte le chapelet, fait le bigot comme les autres. » (Lettre à Spon, 8 mai 1648.)

(2) « Les jésuites... ne peuvent s'empêcher de se mêler partout : ce sont de francs hypocrites, qui font les saintes Nitouches pour pénétrer partout et pour en attraper. Ils font comme les Turcs, les courtisans et les partisans. *Vario modo grassantur, sed una mens est perdere humanum genus.* » (Lettre à Spon, 16 septembre 1653.)

« Je n'ai point encore entendu parler de ce décret du pape contre la moinerie et ce nombre effroyable de moines qui sont aujourd'hui en France, et même je doute fort si le pape, qui n'est pas sot, osera entreprendre une affaire de si grande conséquence, vu que s'il n'est secondé de la force des potentats, il n'en viendra jamais à bout, ayant affaire à la plus mauvaise peste de gens qui soient au monde. » (Lettre à Spon, 18 juin 1649.)

(3) « La guerre a tellement abattu l'Allemagne, mère continuelle des bonnes disciplines et des arts... » (Lettre à Falconet, 7 juin 1650).

d'Italie notamment. Il se méfie. Pour lui inspirer confiance, un chef ne doit ni trop sourire, ni trop séduire : il faut se montrer enfin tout le contraire « du Mazarin », que Guy Patin appelle un bouffon, un « étalon de cour », un bandit. « Je ne l'aime non plus que le diable, écrit-il le 8 mai 1649, et le tiens pour ce qu'il est, un pur faquin, un Pantalon à rouge bonnet, un bateleur à longue robe... » Et ailleurs : « Pour mon particulier, il ne m'en chaut, Mazarin ou un autre, vu que peut-être après lui, il en viendra un autre qui sera encore pire et plus grand larron... Ce bateleur et comédien politique... » (27 mars 1649.) Et encore : « Ceux qui connaissent ce coïon disent que cela... lui fera prendre la résolution de s'en aller plutôt en Turquie, et que là il se fera circoncire pour y être aussi mauvais Turc qu'il a été de deça mauvais chrétien et malheureux politique. » (20 février 1649.) Bref, il délire de fureur. Pour reprendre son joli mot, c'est bien lui, Guy Patin, qui « est sujet à ses opinions » !

2° Il ne peut supporter les princes non plus. Il les accuse — en quoi il n'a pas tort — de faire la guerre civile pour leur simple amour-propre ou intérêt le plus bas, et presque pour s'amuser. « MM. nos généraux, dit-il, ne seraient pas marris que notre guerre leur durât longtemps, et qu'on continuât de leur donner beaucoup d'argent, comme on a fait jusqu'ici. » (15 mars 1649.) Il qualifie Condé de « dangereux compagnon », ce qui est admirablement dit. (8 mai 1649.) « Toutes ces infâmes alliances, déclare-t-il le 28 mai de la même année, me font avoir pitié des princes, qui sont si lâches et si peu courageux qu'ils ne dédaignent pas de se soumettre à la dive fortune, et, pour un peu de crédit, adorer le veau d'or. » Seul, le bel et vulgaire duc de Beaufort semble lui plaire assez, peut-être parce qu'il était l'idole des rues. « Notre brave général, » l'appelle notre badaud, emboitant le pas. On ne peut se défendre de penser à la gloire future du général Boulanger. Citons encore, hélas, le fâcheux duc d'Orléans auquel Guy Patin avait la naïveté de faire quelque confiance. Il lui reproche toutefois d'avoir trahi : il est bien honnête. « Au moins le pain est-il plus nécessaire que ces princes ! » s'écrie-t-il le 27 juin 1651.

3° Il redoute d'une façon générale l'influence du clergé, repousse, on l'a vu, les jésuites et les moines. « Le saint bigotisme, écrit-il en 1644, du siècle superstitieux dans lequel nous vivons a fêlé la tête à beaucoup. »

4° Il apprécie peu ce que l'on a par la suite si vilainement nommé les « trognes à épées ».

5° La cour lui fait horreur. « La cour est un pays de grimaces, de fourberie, d'imposture et de mensonge. » (Lettre du 20 juillet 1649).

6° Le Parlement lui-même ne lui plaît pas toujours.

7° Enfin, les Frondeurs seuls excitent son enthousiasme et son admiration. Il les dépeint comme « les plus honnêtes gens que nous ayons aujourd'hui, et, pour le certain, *reliquiæ aurei seculi* ». Et il ajoute : « Je prie Dieu qu'il donne de la force et de la constance à ce parti, qui est le vrai ennemi de la tyrannie. » (Lettre du 30 décembre 1650.)

Les Frondeurs, c'est-à-dire les révolutionnaires.

On conviendra que voilà une étrange contradiction. Nous nous trouvons devant un grand bourgeois, non du tout grossier ni sans culture, mais au contraire d'esprit orné, habitué à réfléchir, sinon à méditer, de mœurs dignes et paisibles, ami de la paix, soucieux de l'ordre, traditionaliste à merveille, conservateur avec passion, et dévoué corps et âme à son roi. Cependant ce citoyen exemplaire est si naturellement et enfantinement indiscipliné, à la manière des Parisiens, et tellement étourdi aussi, cette fois à la guise des sots, qu'il repousse et condamne tout ce qui peut, d'une façon ou d'une autre, soutenir ce roi non moins aimé que respecté. Le ministre, le gouvernement, les grands du royaume, le Parlement, le clergé, les soldats, tout est mal, rien ne vaut rien. Il ne reste, pour mériter sa sympathie et obtenir de bonnes paroles, que les rebelles et les révolutionnaires, lesquels, s'ils eussent alors réussi, l'eussent pendu tout le premier.

Absurde !

Tel fut pourtant l'état d'esprit d'un très grand nombre de bourgeois sous la régence d'Anne d'Autriche. Tel était-il auparavant, tel le verra-t-on par la suite, et tel est-il aujourd'hui, hélas ! On crie : « Vive la France !... » mais on y blâme tout, on fait le factieux à propos de la moindre chose, on parle avec une secrète affection des révolutionnaires, on hurle avec les loups — et puis on est pendu.

Il nous fallait signaler cette étrange anomalie dans la société bourgeoise qui vécut lors de la Fronde. Ce fut un des poisons dont se nourrit la grande fièvre des années 1650. Mazarin eut beaucoup à compter avec ce fléau-là.

Le cardinal Moustache.

Donc, cette fièvre quarte de la régence, cette vague de fond révolutionnaire, ce délire du désordre que furent les deux Frondes, ces belles Furies, ces princes de proie, cette bourgeoisie sans boussole, ce Parlement reluisant d'orgueil, ces paysans grelottant de faim et meurtris de coups, et les trahisons, l'invasion, les grandes peurs, la misère publique — un homme, un seul homme aura finalement désarmé, maté, détourné, et peu à peu apaisé tout cela. Il se montra si intelligent comme si secrètement indomptable, il éprouva une telle passion, un tel culte pour « le royaume », autrement dit pour l'État, qu'il mourut finalement triomphant, à sa place noble et paisible d'oracle et patriarche politique, parfaitement loyaliste, ayant remis aux mains de Louis XIV la plus belle couronne d'Europe, intacte et resplendissante. Intacte, grâce à lui, Mazarin ; resplendissante, par ses soins.

Peut-on s'expliquer tous les mystères qu'il y a dans le caractère et dans la vie de Mazarin? Non pas tous, peut-être. Sa psychologie est difficile : il nous semble que les historiens ont en général jugé cet homme en traits bien gros. Le plus souvent, on en fait une caricature, suivie de quelques mots indulgents : « Ce fut malgré tout un grand ministre, etc... » C'est un peu simple pour un personnage si compliqué, une âme si invincible et un esprit d'une telle envergure. On ne le compare pas assez à ses contemporains. Et puis, il faut lire non seulement ses carnets particuliers, mais ses lettres, qui forment de très gros volumes : en plus d'une page on y sent palpiter la France malade, que le cardinal abritait tant bien que mal, et guidait de ses doigts fins.

D'où venait-il, ce Mazarin, qui était-il?

Un diplomate, en somme, diplomate de carrière et diplomate par vocation. Mais il n'était pas né prématurément poli et modéré avant l'âge, comme tant de ces messieurs : au contraire, le petit Giulio avait du sang dans les veines, et peu s'en fallut qu'il ne tournât très mal ; il dut enfin beaucoup réfléchir et se discipliner pour devenir le maître qu'il fut dès sa vingt-cinquième année. Que de degrés, en outre, ne lui fallut-il pas franchir! Il sortait de rien, sa famille grouillait à Rome dans la domesticité des Colonna :

son père y était intendant ou homme d'affaires, et comme ce simple scribe avait vu le jour dans la petite ville sicilienne de Mazarà, peut-être le nommait-on à cause de cela le Mazarino, dont on fit ensuite Mazarini, à la manière des laquais qu'on appelait en France Champagne ou Bourguignon... On devine que ce détail ne fut pas perdu, plus tard, par les ennemis du cardinal : ils s'en délectaient.

Quant à Jules Mazarin lui-même, il naquit à Pescina, dans les Abruzzes. Il eut un frère, Pierre, qui se fit par la suite dominicain, et dont l'ambition fut horrible, non moins sans doute que la sottise. Et de plus, quatre sœurs, une religieuse, une mariée à un Martinozzi, une à un Muti, une enfin à un Mancini ; les filles de cette dernière furent jolies, et l'on sait que de l'une d'elles, le jeune Louis XIV pensa faire une reine de France, brune comme le jais, audacieuse et d'un sang brûlant : la dynastie en eût peut-être été comme électrisée.

Les parents du petit Giulio le firent instruire avec grand soin à Rome, chez les jésuites : il apprenait tout par miracle. Il apprit malheureusement aussi à jouer, ainsi que tout le monde à Rome en ce temps, et fit des dettes de gentilhomme, ce morveux, car il avait une figure charmante, le regard expressif et la voix caressante : il plaisait aux dames, ce qui coûte bien cher. Où eût-il pris de quoi payer parfumeurs et bijoutiers? Il demandait cela aux cartes et aux dés : mauvaise affaire !... A dix-sept ans, trop heureux de se sauver de Rome, il accompagnait en Espagne son jeune patron et ami Jérôme Colonna, fils du connétable de Naples : tous deux allaient étudier à l'université d'Alcala, où ils demeurèrent trois ans.

Hélas, on ne jouait pas moins en Espagne qu'en Italie, et les yeux des femmes y étaient aussi beaux. Le petit Giulio fit si bien, ou si mal, que la bourse de Jérôme Colonna n'y put suffire. Un notaire de Madrid prêta follement de l'argent à ce garçon si savant et si affable. Dame ! le notaire avait une fille : encore un peu, et l'avenant Giulio l'épousait, ce qui arrangeait tout. Mais les Colonna entendaient se servir de leur jeune client, instruit à leurs frais et doué à merveille. Ils le rappelèrent à Rome, et vivement.

Assuré ainsi par la faveur manifeste de la puissante famille Colonna, Giulio avait le vent en poupe : il n'était pas homme à ne point naviguer de son mieux. Le jeu et les dames passent dès lors au second rang, il mène au

collège de la Sapience une bonne vie d'études — études fraîches et joyeuses, puisque tout lui est si aisé : droit civil, droit canon, et le voilà bientôt docteur *in utroque jure*, fin prêt pour arriver à tout.

A un juriste, néanmoins, homme de cabinet et de grimoires, il faut du temps, de la patience... Or, notre jeune docteur est pressé, ambitieux. Précisément, la guerre de la Valteline vient d'éclater, elle suit son cours, le pape y envoie finalement une petite armée, dont un prince Colonna commande un régiment : Giulio Mazarini intrigue, obtient une compagnie, ou du moins un titre de capitaine dans ce régiment, il s'équipe, ceint l'épée, saute à cheval et part avec les troupes, le feutre sur l'oreille. Ce sera lui qui rédigera les lettres, pèsera les termes des négociations, suivra le prince Colonna, et galopera au besoin, menant les charges ou guidant les rafles, pourquoi pas? Sur sa main de subtil secrétaire, il a passé le gant à crispin du cavalier : voyez-le trottant dans la poussière, deux virgules sous le nez, une troisième au menton — il n'a pas vingt-cinq ans, — l'écritoire en poche et des pistolets dans les fontes.

Pendant toute la campagne, le jeune capitaine Giulio fit merveille : il n'y avait difficulté diplomatique dont il ne vînt à bout comme en se jouant. Aussi l'envoyait-on sans cesse vers les généraux, soit espagnols, soit français, négociateur souriant et tellement adroit — ou heureux — que le cardinal-légat de Ferrare, l'ayant vu à l'œuvre, ne voulut plus s'en séparer, la guerre finie, et l'emmena avec lui.

Mais que devenir à Ferrare, cette petite ville? C'était à Rome seulement qu'un diplomate si bien doué pouvait trouver à s'employer. Giulio s'y fit envoyer, toujours amène, toujours juriste impeccable, et qui connaissait de mieux en mieux les hommes. Se glisser dans la faveur des omnipotents Barberini, neveux du nouveau pape Urbain VIII, ce fut bientôt fait. Le souverain pontife préparait alors une ambassade afin de prévenir, s'il se pouvait, la menaçante et méchante guerre de Mantoue, guerre qui s'annonçait comme enchevêtrée et empoisonnée s'il en fut.

Le duché de Mantoue venait d'échoir par héritage à une maison française, les Gonzague-Nevers : c'était là une grande porte ouverte à notre nation au delà des Alpes ; si bien que ni l'empereur d'Autriche-Allemagne, ni le roi d'Espagne,

ni surtout le duc de Savoie ne voulurent admettre cette succession, pourtant régulière, et que déjà les canons roulaient sur les routes... Le pape organisa donc une vaste ambassade qui tentât au moins d'arrêter tout ce branle-bas. Comment n'y point attacher Giulio Mazarini, si protégé, si bien en cour, et qui du reste venait de faire ses preuves en Valteline? Notre diplomate se remit en selle : mais il n'était plus un petit officier pontifical à la suite, on le considérait déjà, de vieux prélats de chancellerie le nommaient avec éloge, croyaient en lui.

Ils n'avaient pas tort. Pendant un an, le Mazarini se surpassa ; on le vit partout, à Turin, à Milan, à Mantoue, s'efforçant de persuader chacun. Il y parvint presque : ne fût le duc de Savoie qui ne joua pas franc jeu, il obtenait une trêve et un congrès. Vain espoir. La guerre fit rage : Richelieu au Pas-de-Suze, prise de Pignerol par les Français, siège de Casal par les Espagnols, sac de Mantoue par les Impériaux. Mazarini couvrait toujours lieues après lieues d'un camp à l'autre.

Le 26 octobre 1630, enfin, les troupes française et espagnole se trouvaient rangées en bataille sous les murs de Casal ; les fantassins armaient leurs mousquets, et déjà les chevaux pointaient les oreilles, quand tout à coup un homme au grand galop se rua entre les deux armées. « La paix !... La paix !... » hurlait l'énergumène. C'était le capitaine Mazarini : il venait à l'instant d'obtenir une convention apaisant tout le monde, et sans plus attendre arrêtait le combat, à tous risques !

« — Tire donc au faquin !... Il se sauve !... Ruse de marmot, il trahit !... » Ainsi cria-t-on sans doute dans les deux camps, et plus d'un cornette de ramasser ses rênes pour courir sus au prisonnier valant une bonne rançon. Réellement, il y avait grand danger : une balle est tôt partie, quand on va se battre dans deux minutes.

Les « antimazarins » ricaneront plus tard. La belle affaire, diront-ils : tout cela était préparé ; le drôle avait depuis longtemps l'acte en son haut-de-chausse, et n'en soufflait mot. Il attendit le dernier instant pour se mieux mettre en scène. Cinquième acte de tragédie...

Soit. Admettons le coup de théâtre. Néanmoins, le capitaine Mazarini pouvait rouler par terre, la tête trouée, et il le savait. Que tous les arrivistes en fassent autant.

Il gagna la partie, en tout cas, par ce trait d'audace, dont on parla dans toutes les cours et les armées d'Europe. Désormais, Mazarini fut le nom d'un agent haut placé du Saint-Siège : et par superstition, en outre, on y tenait, car il passait pour réussir toujours. Il avait la chance, la science et l'adresse, l'une soutenant les autres.

Au traité de Cherasco, qui termina la guerre de Mantoue, il représentait officiellement la papauté. Peu de temps après, il se trouvait à Paris, et y revint bientôt une autre fois. Richelieu le fascinait, le frappait de respect. Le traité de Turin (1632), favorable à la France, fut négocié par lui, Mazarin — Mazarin le Français comme on pensait alors. Et en effet, il aimait notre pays ; ou bien, s'il ne l'aimait encore, du moins admirait-il, en artiste politique, ce royaume parfait, homogène, aux bonnes frontières — sauf vers le Rhin, — ce sol fertile et peuplé, cette nation dense, vivace, qui pouvait et devait dominer le monde alors civilisé, c'est-à-dire l'Europe occidentale et l'Allemagne encore informe.

Il n'y eut plus, dès 1632, de capitaine Mazarini : mais sans pour cela entrer dans la prêtrise, Mazarin adopta le costume ecclésiastique, reçut deux beaux canonicats, et fut nommé vice-légat à Avignon, où il resta toute une année en dépit de l'Espagne qui détestait ce francophile déclaré. Après quoi, le voici nonce à Paris : on ne doit d'ailleurs point se figurer la nonciature, en ce temps-là, comme environnée du prestige qu'on lui voit aujourd'hui. Le nonce n'avait pas en réalité beaucoup plus d'importance que tel ou tel autre représentant d'un souverain possédant seulement une toute petite armée. La grandeur du pape n'imposait pas aux rois de France autant qu'elle impose, présentement, à nos ministres les moins cléricaux.

En deux années de nonciature, Mazarin favorisa si bien la France, soit par calcul, soit par goût personnel, et se rendit si agréable tant à Louis XIII qu'à Richelieu, dont il faisait son maître, son conseil, son idéal diplomatique, que ce dernier lui donna officiellement la nationalité française par lettres patentes de juin 1639. Il servit dès lors plus fidèlement que personne notre pays, désormais le sien.

Après une mission très importante, et comme toujours, heureuse, en Savoie, le roi obtint pour Jules Mazarin la dignité de cardinal : la barrette lui fut remise à Valence, en février 1642.

La signature de la nouvelle Éminence se trouve au bas du traité par lequel le duc de Bouillon, rebelle et coupable, livra Sedan à la France afin d'acheter son pardon. Il prit sous sa protection Chavigny, l'ami et la créature de Richelieu, ne craignit pas de s'entremettre plus d'une fois entre les deux moribonds, malades et aigris, qu'étaient alors le roi et le ministre, et donna enfin de si indiscutables preuves de zèle et d'habileté qu'à l'heure de mourir (5 décembre 1642) Richelieu le superbe recommanda au souverain Mazarin ainsi que l'homme d'État et d'expérience le moins indigne de lui succéder. Louis XIII, comme toujours, s'inclina — aucun contemporain, que nous sachions, n'a dit en ses Mémoires si ce fut de bon gré — et nomma le cardinal Mazarin premier ministre. Le petit Giulio avait fourni une belle carrière depuis le collège des jésuites, à Rome : et encore cette carrière ne faisait-elle, en réalité, que de commencer.

Après la mort du roi Louis XIII, en effet, chacun sait ce qui arriva, dont les contemporains demeurèrent bien étonnés, et certains comme abasourdis. Il n'y avait pas un courtisan qui ne pensât : « Richelieu le tyran n'est plus, le roi est mort, le nouveau roi n'est qu'un bébé, voici une aimable régence : à nous autres de commander, enfin ! Et d'abord, on va renvoyer tous les hommes en place. Plus de premier ministre, surtout ! » On se disait que la reine également avait assez souffert de ces terribles tutelles, et qu'elle en devait être bien lasse. Il y eut cependant un lit de justice, le 18 mai, afin de confirmer — en les modifiant, du reste — les dispositions testamentaires du roi : et ce jour-là même, on apprenait avec stupeur que la reine, au contraire, venait de nommer un nouveau premier ministre, à savoir le cardinal Mazarin.

Mazarin?... Mais nombre de gens de cour ne le connaissaient même point, ne l'avaient seulement jamais vu. Il ne se montrait nulle part en public. « Il signe *Massarini*, » écrit Olivier d'Ormesson, l'apercevant pour la première fois en novembre, cinq mois après que le cardinal régnait : et il en parle comme s'il s'agissait d'une bête curieuse. Il ajoute d'ailleurs : « Le cardinal est grand, de bonne mine, bel homme, le poil châtain, un œil vif et d'esprit, avec une grande douceur sur le visage. »

Naturellement, la stupeur des courtisans déçus, furieux, se changea vite en complot. Tous les exilés du dernier règne

avaient reparu à la cour, et parmi eux, l'illustre et intolérable Mme de Chevreuse, un peu retardataire, et qui n'ayant rien oublié ni rien appris, se croyait encore au temps de Richelieu, haï de la reine. Puis, on voyait ce beau dadais de duc de Beaufort, le duc de Guise, paladin manqué, faible tête, et aussi l'évêque de Beauvais, Potier, une « bête mitrée », écrit Retz qui méprise tous ces imbéciles, et les appelle si drôlement « quatre ou cinq mélancoliques qui avaient mine de penser creux ». Ce fut la cabale dite des Importants.

Hélas, ces Importants surent faire illusion à cet admirable et saint, et grand Vincent de Paul, « monsieur Vincent, » sourire de Dieu en ce siècle furieux : ils l'adressèrent à la reine, afin de la détacher de Mazarin — comme si c'eût été l'affaire de cette âme souverainement belle et charmante que d'aider à des agitations de cour !

Quant à Beaufort, il se prépara tout bonnement, lui, à assassiner le cardinal, c'était bien plus simple. Mais celui-ci, prévenu, fit cueillir avec adresse et célérité le duc au beau visage, qui fut en plein jour conduit en prison par des gardes, enseignes déployées, au son du fifre et du tambour. Quelques exils suivirent, et c'en fut ainsi fait de la grande conjuration des Importants.

Or, écoutez Retz encore, dépeignant le cardinal après l'échec de cette première offensive contre lui : « On voyait sur les degrés du trône, d'où l'âpre et redoutable Richelieu avait foudroyé plutôt que gouverné les humains, un successeur doux, bénin, qui ne voulait rien, qui était au désespoir que sa dignité de cardinal ne lui permettait pas de s'humilier autant qu'il l'eût souhaité devant tout le monde, qui marchait dans les rues avec deux petits laquais derrière son carrosse... Il parut encore plus modéré, plus civil et plus ouvert le lendemain de l'action... Enfin il fit si bien qu'il se trouva sur la tête de tout le monde dans le temps que tout le monde croyait l'avoir encore à ses côtés. »

Pendant quelques années, les choses allèrent ainsi. Malgré le scandale universel, Mazarin grandissait toujours, s'imposait à tous. On n'y comprenait rien : en effet, quelque déconcertant que cela pût paraître, il n'y avait pas alors cent personnes en France qui se rendissent compte du rôle extraordinaire et souverain que la diplomatie merveilleuse du cardinal fit jouer à la France pendant les quatre ou cinq années laborieuses de guerres et de négociations du congrès de West-

phalie, à Munster ou ailleurs. Le traité dit de Westphalie préparait un véritable triomphe pour notre pays : mais qui le savait, qui s'en occupait, hormis Mazarin et ses agents politiques? On apprenait aussi quelquefois certaines éclatantes victoires telles que Rocroy, Fribourg, Nordlingen, Dunkerque, Lens : on se souciait à peine de leurs résultats. Le Parlement lui-même, pourtant composé en majorité d'hommes de mérite, n'entendait mot à la grande politique nationale de Mazarin.

Ne nous en étonnons qu'à demi : il n'y avait alors ni presse mondiale, ni télégraphe, ni même une poste sérieusement organisée. Personne ne se trouvait informé des nouvelles européennes. On ignorait tout ce qui se faisait à trente lieues de la ville, du bourg ou du château. Ce qu'on savait seulement, c'était que le commerce allait mal, que des soldats venaient encore de saccager les blés, et que les percepteurs d'impôts couraient la campagne. Nous aurons vu, nous autres, la vie devenir de plus en plus chère depuis 1914 : or, si en même temps nous n'avions que vaguement connu la victoire de la Marne ou la gloire de Verdun, et absolument rien su du traité de Versailles, en quel état nous trouverions-nous? Nous voudrions, comme en 1648, pendre au moins le ministre, remède infaillible à tous les maux, comme nul ne l'ignore.

Néanmoins, pendre le ministre, lorsque la reine régente l'adore, ce n'est point si facile... Comment donc Anne d'Autriche avait-elle été séduite à ce point par le beau cardinal? Car il était beau, nous l'avons dit, et fort soigné. On le surnommait ironiquement dans la rue le « cardinal Moustache », on se moquait de ses cheveux trop bien coiffés, on l'accusait même — crime affreux! — d'être parfumé.

A quel moment, en outre, cet amour avait-il commencé?

Il nous paraît difficile de croire à un coup de foudre dont la reine aurait été frappée subitement en 1643, le jour même qu'elle devint veuve et régente. Depuis quelque temps déjà, Mazarin avait dû l'approcher, lui parler, la regarder. N'oublions point que la reine se passionnait pour le théâtre et les romans, comme tout le monde en son temps ; qu'elle était venue d'Espagne, pays d'amours brûlantes et de rêveuses derrière les grilles. Or, Mazarin avait sa légende : qu'on se rappelle son galop éperdu entre les deux armées prêtes à combattre, tandis qu'il agitait son feutre à plumes en criant : « La

paix !... La paix !... » Mme de Motteville écrit : « La grande réputation qu'il s'était acquise en Italie, où, d'un coup de chapeau, il avait eu le crédit d'arrêter des armées prêtes à combattre, n'étant encore que *il signor Giulio...* » Voilà qui dut cristalliser, selon le mot de Stendhal, dans l'âme de la reine.

Puis, on n'avait pas manqué, comme toujours, de dire à Anne d'Autriche exactement ce qu'il fallait afin de rendre le cardinal plus aimable à ses yeux. Milord Montaigu, par exemple, lui avait fort soigneusement expliqué comment Mazarin « était en tout, l'opposé du cardinal de Richelieu » (1), c'est-à-dire de l'homme qu'elle avait le plus haï au monde, de celui qui l'avait persécutée sans répit, humiliée, insultée. Mais bien mieux, il n'y a pas jusqu'à ce Richelieu lui-même qui n'eût, selon Tallemant des Réaux, présenté en ces termes Mazarin à la reine, quand celui-ci vint s'installer en France : « Madame, vous l'aimerez bien, il a l'air de Buckingham. »

Pauvre et suspecte autorité historique, il est vrai, que celle de Tallemant des Réaux : pourtant le propos est si insolent et si méchant qu'il en devient ici assez vraisemblable. Il porta bien juste sur le cœur d'Anne d'Autriche, en tout cas. Buckingham, c'était le grand roman de toute sa jeunesse : or, on sait que les souvenirs d'autrefois prennent une étrange force à la première ride.

Il se pourrait aussi que la reine n'eût pas été tout à fait insensible à certaines manigances bonnes pour les précieuses de ruelles, si l'on en croit les conseils que la Chevreuse donnait à Retz lorsqu'elle lui conseillait, un jour, de supplanter Mazarin dans le cœur d'Anne d'Autriche : « Faites seulement le rêveur quand vous êtes auprès de la reine ; regardez continuellement ses mains ; pestez contre le cardinal.. » Mais la Chevreuse retardait et datait : pour elle, la souveraine avait toujours vingt ans.

Laissons ces bergeries. La vérité, c'est que la reine dut se trouver portée à aimer Mazarin parce que celui-ci l'aimait, d'abord, et ceci quelque temps déjà avant la mort du roi. Une fois régente, se trouvant seule, inexpérimentée, guettée, elle se réfugia, pour ainsi dire, dans l'attachement passionné de ce ministre en qui elle avait toute confiance, non sans

(1) Mme de Motteville.

raison. Lui, de son côté, sentait que sa place, son œuvre et sa vie même dépendaient de sa reine bien-aimée, peut-être de son épouse secrète. Ils se trouvaient tous deux comme assiégés dans un îlot flottant par la tempête : ils s'étreignaient pour se défendre... Joignez à cela, si vous voulez, les quarante ans de la reine, jusqu'alors si peu choyée, si peu caressée surtout.

De là à recevoir chaque soir le cardinal, sous couleur de parler du royaume, de là à le garder bientôt seul et toutes portes closes, de là à lui donner un appartement dans le Palais-Royal où elle logeait, il n'y avait qu'un pas. Et de là aussi à se faire traiter de gourgandine par les commères des Halles, à Paris, il n'y avait guère davantage.

Le cardinal avait d'ailleurs de quoi beaucoup plaire. Chacun a loué son geste avenant, la douceur de son regard. Parlait-il bien? Je n'oserais dire que non. Avec de l'accent, c'est certain, et voire un fort accent, ce qui fait toujours rire ; et en commettant quelques fautes de grammaire, sans doute. Retz eut une querelle avec lui à cause de l'adjectif italien *insolito*, qui signifie « inusité, inaccoutumé », et qu'en français le cardinal avait traduit étourdiment — prétendit-il ensuite — par « insolent ». « Monsieur, mande le cardinal au duc d'Enghien (mai 1644), le peu de connaissance que j'ai de l'orthographe française m'empêche de vous écrire de ma main. » Et Mme de Motteville : « Comme il lui restait l'accent de son pays, il n'avait pas l'agrément du discours public. »

Public, il se peut. Mais dans le privé, comment un personnage si affable et, ils l'avouèrent tous, si dangereusement persuasif, se fût-il servi sans agrément de la langue française, fût-ce en la gâtant par un air étranger et quelques italianismes (1)? De plus Mazarin, qui écrivait ou dictait ses lettres et nous en a laissé des centaines, excellait dans le style arrondi et quelque peu sournois des diplomates. Ses erreurs de langage ne sont pas très nombreuses, et choquent à peine : il dit parfaitement ce qu'il veut dire. Il ne devait pas mal parler d'amour.

(1) M. Mussolini, aujourd'hui, s'exprime en français avec l'accent assez prononcé de son pays. Quelquefois, il laisse échapper un solécisme. Il n'en parle pas moins notre langue avec une aisance, une précision et une souplesse merveilleuses.

Sa finesse de cœur et d'esprit enchantait les plus intelligents de ses contemporains. On craignait ces yeux aigus et calmes, qui en un instant avaient tout vu. « Tâchez, dit Saint-Évremond au duc de Candale, que le cardinal garde l'inclination qu'il a pour vous. Ne le voyez pas trop souvent : il est trop intelligent, trop fin, il vous percerait vite à jour. Ne lui parlez que de choses générales : sinon il s'apercevra tôt ou tard des insuffisances ou des défauts que vous pouvez avoir. »

Les psychologues un peu simples ont coutume d'associer continuellement l'extrême finesse à quelque inévitable rouerie de l'âme. Pour eux l'on ne peut que mentir aussitôt qu'on a de l'esprit, et si une déclaration d'amour n'est pas faite par Gros-Jean, ils se méfient. Il leur faudrait pourtant déchanter s'ils lisaient les lettres d'amour de Mazarin à la reine Anne d'Autriche, ou les carnets intimes de celui-ci. On a les unes et les autres (1). La plus tendre et profonde sincérité s'y montre à toute page, sans se démentir jamais. En outre, il parle à tous, dans sa correspondance, de sa souveraine bien-aimée comme d'une déesse, d'une incarnation de la patrie française (lettres du 30 juin, 2 juillet, 24 août, 10 octobre 1643, etc.)... « Si je croyais ce qu'on raconte, écrit-il dans ses *Carnets* de 1643, que Sa Majesté se sert de moi par nécessité, sans aucune inclination, je ne resterais pas trois jours ici... Je n'ai pas le droit d'avoir des doutes, après que Sa Majesté, dans l'excès de sa bonté, m'a assuré que rien ne pourrait m'abattre de la place qu'elle a daigné me donner dans sa faveur... La jaunisse (que j'eus) causée par un amour excessif... » Quand il est en exil à Bruhl (1651) il meurt de chagrin et de jalousie : « Si vous voyiez l'état où je suis (lettre à la reine, 6 juillet), je vous ferais pitié... Je sais que vous avez dit plusieurs fois à Lyonne pourquoi il ne prenait pas mes chambres (au Palais-Royal), lui témoignant tendresse de ce qu'il se mouillait en passant la cour. Cela m'a fait perdre le sommeil deux nuits de suite... »

C'est Céladon adjurant sa bergère : et l'un comme l'autre touchent à la cinquantaine, on croit rêver.

(1) Cousin, dans le *Journal des Savants* (1854-56), et Chéruel, dans la *Revue historique*, t. IV, 1877, ont donné des extraits importants de ces *Carnets* de Mazarin. L'original est aux manuscrits de la Bibliothèque nationale, mais presque indéchiffrable pour qui n'est pas excellent paléographe. Il en existe à la Sorbonne (Bib. V. Cousin) une bonne et claire copie.

Les lettres de la reine à Mazarin (1) redoublent de tendresse : ce ne sont que précautions d'amoureuse, chiffre mystérieux, signes cabalistiques, qui signifient : « Mon cœur... je vous adore... ayez confiance... » jusqu'en 1658, 1660. Ils ont bientôt soixante ans, cette fois. Et vous croyez que ce cardinal et cette Majesté se seraient mutuellement dupés pendant toute une vie? Mais non, ils s'aimaient profondément, voilà tout. On voit de ces cas.

De la part de la reine, surtout, c'était si naturel. Elle se trouvait instruite parfaitement, elle, des entreprises longues et difficiles de Mazarin ; elle savait comme on le combattait. Elle n'ignorait rien de son activité presque incroyable, qui allait même parfois jusqu'à diriger des gens de guerre (en octobre-novembre 1649, par exemple ; ou à Saint-Quentin, en juillet 1650 ; ou avant les campagnes de décembre 1650, au siège de Rethel, et bien souvent ailleurs). Elle avait en même temps observé sa modestie. L'historien Priolo, qui approcha souvent Mazarin, écrit : « Il s'y prenait de telle sorte qu'il paraissait ne jamais vouloir blesser personne... Il n'avait ni vanité, ni jactance. »

Était-ce dédain, au fond, que la réelle simplicité du cardinal? Et mépris que sa clémence bien connue, son facile oubli des méfaits passés ou des vaines injures? « Il faut laisser prendre cours sans s'en émouvoir, écrit-il à M. de Brézé (28 mai 1643), à cette intempérance d'esprit dont plusieurs Français sont travaillés... Laissons évaporer en liberté la malice des esprits ignorants et passionnés, puisque l'opposition ne servirait qu'à l'irriter davantage. » « Il n'a pas été cruel, dit Mme de Motteville, le sang des courtisans a été épargné, et jamais homme, avec autant d'autorité et parmi tant d'ennemis, n'a eu plus de facilité à pardonner, et n'a moins que lui rempli les prisons et les cachots... Il ne faisait du mal que par nécessité à qui lui déplaisait. »

Mais pourquoi dédain, pourquoi mépris? Il était bien trop intelligent pour montrer la niaise superbe d'un paon. De plus, il avait à travailler, et s'intéressait à ses buts de guerre, rien qu'à eux. Le reste, les vengeances superflues, par exemple, autant en emportait le vent.

Et ses buts de guerre, c'étaient : le succès du roi, l'avenir

(1) Bibliothèque nationale, fonds Clairembaut, et publiées par Chéruel et Victor Cousin (*Mme de Hautefort*).

du royaume, la durée de l'État, la force de la France. Feuilletez ses lettres, vous lirez partout : « Je chéris trop la France, qui seule aujourd'hui me tient lieu de patrie (9 septembre 1643)... Je me tue à travailler sans cesse nuit et jour pour la grandeur de cette couronne (14 août 1648)... Vous avez vu mieux que personne si, en quelque rencontre que ce puisse être, j'ai eu aucun intérêt particulier ni autre but que le plus grand bien de l'État. Vous pouvez rendre témoignage même que *j'ai sensualité* à sacrifier pour ce grand objet-là tout ce qui me regarde (28 juillet 1650)... Voulant vivre et mourir Français (mars 1651)... Je finirais mes jours servant la France de ma pensée et par mes souhaits, si je ne le pouvais faire autrement (mars 1651)... Le cardinal (1), aimant comme il fait le service du roi, eût été au désespoir de se voir rétabli par un moyen préjudiciable à l'État (mai 1651)... » Passages notés entre cent autres pareils.

Le roi, toujours le roi, toujours la France et toujours l'État. Reste à expliquer ce loyalisme invincible. Il n'y a aucune raison pour que Mazarin n'ait pas sincèrement aimé à la passion le royaume français, et désiré la grandeur de celui-ci plus que de tout autre. Si toutefois l'on juge un tel motif trop naïf pour un tel artiste politique, mettons alors que le cardinal s'était piqué au jeu, et juré, coûte que coûte, de gagner la partie pour la France. Certains voudront que tout bonnement il ait confondu son intérêt avec celui de la couronne : mais voilà, pour le coup, qui est un peu gros, un peu abrégé. Il y avait en Mazarin plus de nuances, et une étrange étincelle.

Aussi, comme sa reine l'écoutait ! Il pouvait tout lui commander. Il lui dicte jusqu'à ses attitudes. « Lorsque Sa Majesté verra le prince de Condé s'emporter, elle pourra lui dire : *Tout beau! Tout beau!* comme autrefois. Il faut aussi que Sa Majesté fasse savoir en confidence à Mme la princesse... » (Cinquième carnet.) Et jusqu'à des mensonges qu'il lui commandait : « Il faut que la reine se souvienne de se plaindre de moi particulièrement à M. le prince... » (Dixième carnet.)

Il faut bien le dire, Mazarin mentait, et autant de fois qu'il en était besoin, sans ombre de vergogne. Dans la vie quotidienne, ce n'est pas très élégant : mais quand il s'agit

(1) C'est ici une lettre chiffrée : Mazarin parle de lui à la troisième personne.

de préserver la France, et contre des bêtes de proie !... En août 1652, il mentit impudemment au duc Charles IV de Lorraine, condottière, chef de reîtres et de bandits. Si Mazarin n'eût trompé ce loup rôdant, il y avait dans la semaine 10 000 pillards valeureux et affamés aux portes de Paris désorganisé, et le premier ministre risquait de se voir prisonnier. Qu'est-ce qui valait le mieux pour l'État? Au temps des vrais condottières, dans l'Italie des Trecento et Quattrocento, le mensonge politique ne déshonorait personne ; il demandait parfois beaucoup d'audace ; on disait avec admiration : « Une belle ruse. »

Aussi bien Mazarin ne se piquait-il guère de vertu, pas plus que de vices, d'ailleurs. Il n'était ni très pieux, ni esprit fort. « Il semblait n'estimer aucune vertu, ni haïr aucun vice. Il paraissait n'en avoir pas un : il passait pour un homme habitué à l'usage des vertus chrétiennes, et ne témoignait point en désirer la pratique. Il ne faisait nulle profession de piété, et ne donnait par aucune de ses actions des marques du contraire : si ce n'est qu'il lui échappait parfois des railleries... » (Motteville.) En somme, tout lui était égal, hormis la politique, sa politique française : de temps en temps, il se moquait seulement de ces pieuses personnes, qu'il trouva plus d'une fois engagées dans la plus brutale opposition. Le cardinal n'aimait pas les saints, dès qu'ils voulaient gouverner l'État.

Est-ce à dire, pourtant, que Mazarin fût sans défauts ni ridicules? Bien loin de là, il témoigna au contraire d'un ridicule qui pouvait être mortel pour sa politique, souffrit d'une insuffisance qui le mit à deux doigts de sa perte, et connut une faiblesse dont le prestige de la France manqua bien d'être atteint.

Le ridicule, c'est que le tout-puissant ministre demeura toute sa vie secrètement un peu « snob », comme nous dirions aujourd'hui. Les princes conservèrent toujours à ses yeux un éclat dont ils étaient peu dignes. Ils occupaient trop sa pensée, dans le moment qu'il eût mieux valu méditer sur l'esprit révolutionnaire du Parlement, la force des rues, l'intrigue espagnole et la misère dangereuse des paysans. Le cardinal avait cependant beaucoup trop d'intelligence pour ne point savoir mieux que quiconque ce qu'ils valaient, ces pillards de princes, et combien il les fallait payer, si l'on tenait à avoir la paix pendant quelque temps. Mais que

faire contre le snobisme? Nul n'ignore que c'est une passion immense et invincible, à laquelle le génie même se voit parfois soumis. Après tout, Mazarin était parti de rien : son père faisait des écritures chez les Colonna. Aujourd'hui, il se jouait des princes avec le plus grand art, mais non sans un peu de respect, tout au fond de l'âme : respect qui ne l'empêcha point de jeter fort proprement Beaufort ou Condé en prison, dès qu'il en fut besoin.

L'insuffisance de Mazarin, et pis, son aveuglement le plus redoutable vint, nous l'avons dit, de n'avoir pas compris qu'il est aussi utile à un État d'avoir de bonnes finances que de conclure des traités triomphaux ; enfin, d'avoir géré sans attention ni compétence la fortune de la France, et nonchalamment permis à des charlatans plus que suspects, comme Particelli d'Émery, de recouvrer les impôts. Mazarin n'entendait rien aux finances, en réalité : il n'en fut que trop puni, car la Fronde a commencé par des questions d'argent, comme tant de révolutions. Avoir traité trop légèrement l'or public, telle fut la lourde faute que le cardinal pensa payer de sa liberté, voire de sa vie, sinon encore par l'échec de toute son œuvre.

Quant à la faiblesse qu'il montra, elle est si naturelle ! Elle n'en faillit pas moins nous coûter assez cher. L'étudiant Giulio, puis le capitaine Mazarini, puis le jeune diplomate pontifical, avaient tenu le pape pour le personnage le plus important de toute l'Europe au temps qu'ils habitaient Rome, ne songeaient qu'à Rome, ne s'occupaient que des conflits et des espoirs nés autour de Rome et à cause de Rome. Et après le pape, les ministres du pape, les protégés et les hommes de confiance du pape ; et les affaires du pape devaient passer avant toutes les autres dans l'univers ; et déplaire au pape était la pire catastrophe connue ; et se pousser auprès du pape équivalait à gagner la plus belle partie ; et les combinaisons, petits complots et commérages de Rome, c'était toute la vie.

Or, le cardinal Mazarin garda toujours en lui un peu l'esprit de l'étudiant Giulio, du capitaine Mazarini et du jeune diplomate pontifical : esprit provincial, en somme, pour ainsi dire professionnel. Même premier ministre de France, il continuait à s'intéresser fiévreusement à des histoires purement romaines, dont jamais la France n'eût dû se soucier. Il soutint, à propos de l'élection du pape Innocent X,

une querelle bien inutile, plutôt de préséance que d'un véritable intérêt, où notre pays ne gagna rien, et qu'un maître diplomate tel que lui pouvait éviter. Il se laissa de plus engager là-bas dans une lutte locale anti-espagnole, à propos de l'influence des Barberini, dont il ne sortit honorablement qu'après de grandes difficultés. Vaines agitations, pertes d'influence et de temps. Comme si Bonaparte, au moment de Brumaire, se fût donné mal à la tête au sujet de la Corse... Mais quel grand homme n'aura longtemps gardé ses rancunes d'enfance et ses agitations de jeunesse? Celles-ci n'auront jeté, tout compte fait, qu'une ombre légère dans la vie du cardinal.

Passons encore sans nous appesantir sur cette fameuse accusation de rapacité, d'avarice, dont on a si souvent et si complaisamment déshonoré la mémoire du cardinal. Les historiens, même fort éminents, n'aiment pas beaucoup à renouveler leurs jugements sur les hommes d'autrefois. Comme pour la mère de Villon, leur monde du temps jadis se trouve nettement séparé en deux : d'un côté se trouve un « paradis peint, où sont harpes et luths », et ce sont les grands hommes ; et de l'autre s'ouvre l'enfer « où damnés sont boullus ». Dans cet enfer de l'histoire, nos meilleurs savants rangent avec sévérité les âmes coupables des rois, ministres ou hommes d'État qu'une mode contraire n'a pas encore tirées de là. Par exemple, il n'y a pas longtemps que le pauvre Louis XIII a passé du dédain à l'estime, de l'enfer au paradis. Et actuellement, Richelieu trône là-haut, parmi les saints de la patrie, les Trônes et les Dominations, tandis que Mazarin languit dans une espèce de Purgatoire, d'où même on le tire impitoyablement pour le précipiter dans la honte et le ridicule, chaque fois qu'il est question de sa légendaire avarice.

Soit, ne luttons point contre les préjugés, c'est un rocher de Sisyphe. Mazarin mourut très riche, environné d'admirables œuvres d'art et logé dans un vrai palais, j'allais dire de fées, mettons plutôt de prince romain. Pourquoi était-il si riche? Parbleu, il s'était fait à lui-même des cadeaux ; chef du gouvernement, et mieux qualifié que personne pour comprendre l'importance du traité de Westphalie, du traité des Pyrénées, de la France unie et pacifiée, du règne de Louis XIV commencé — grâce à lui, Mazarin — sous les plus favorables auspices, il s'était récompensé de ses propres mains.

Qui l'eût fait, sinon lui? La reine mère?... Elle n'était plus qu'une respectable et respectée vieille dame, qui, sur la fin de sa vie, songeait pour le moins autant à Dieu qu'aux hommes. Le jeune roi?... « Sa jeunesse lui faisait du bruit », comme disait Mme de Sévigné.

Non, vraiment, en se récompensant ainsi lui-même pour les services sans pareils qu'il avait, en très grand ministre, rendus au royaume, Mazarin ne fit rien de très extraordinaire. On avait déjà vu cela. On le voit même tous les jours : ne parle-t-on point d'une république de l'Europe contemporaine, où les parlementaires, sans avoir rendu à l'État le moindre service — au contraire ! — se sont paisiblement offert à eux-mêmes une gratification de 20 000 francs supplémentaires par an?

Évidemment, ce n'est pas très délicat de se servir soi-même. Évidemment.

Mais, d'une part, il faut tenir compte de l'exagération des *Mazarinades*, l'une des principales sources où se sont étourdiment documentés tant d'historiens.

Que les lettrés, d'autre part, apprennent l'usage que cet avare de Mazarin faisait de son bien, entre autres choses. Sous la direction du très savant et illustre Gabriel Naudé, il avait formé une bibliothèque, alors la plus belle du monde sans doute. Il lui en avait coûté plus d'un million en or : pareille somme serait aujourd'hui vertigineuse. Elle comprenait cinquante-quatre mille volumes. Cent mille écus avaient été dépensés pour bâtir les logements des conservateurs et les locaux de la bibliothèque. Et le cardinal comptait en faire présent par testament à la ville de Paris.

Or, le 29 décembre 1651, sur la proposition de Broussel, vieillard obtus, les spirituels Frondeurs révolutionnaires mettaient à prix la tête du cardinal pour 50 000 écus à prélever sur le produit de la vente des livres « du Mazarin ». Cette vente eut lieu : pendant un ou deux mois, ce fut un pillage et une destruction. Des personnes de la première distinction faisaient emplir leurs carrosses d'ouvrages et de manuscrits sans prix qu'ils payaient quelques sous, lorsqu'ils les payaient. « Désolation la plus étrange et la plus horrible qu'on ait jamais vue, écrivait Gabriel Naudé, et de laquelle on parlera éternellement dans les histoires, vu que les Goths et les Vandales n'ont rien fait de si noir, de si cruel et de si extravagant. »

Le cardinal souffrit beaucoup d'une telle et si outrageante bestialité de guerre civile. Il nourrissait un culte pour la France, on l'a vu : on n'oserait jurer qu'en janvier 1652, ce culte se fût étendu jusqu'aux Parisiens.

Mazarin avait apporté d'Italie un profond amour des arts, de la musique entre autres. Il faisait venir à grands frais des virtuoses et des cantatrices de son pays, comme cette *signora Leonor*, qui enchantait les beaux soirs d'été, à Rueil, pendant le mois charmant qu'y passa la reine, en 1644, dans le beau parc rempli de roses et de fontaines. Il appela successivement chez nous quatre troupes italiennes d'opéra. Au delà des Alpes, ces troupes donnaient au public de telles émotions que « beaucoup de personnes étaient obligées d'ouvrir brusquement leurs vêtements pour respirer ! »

Ici, le succès ne fut pas si terrible : pas tout de suite, du moins. Les antimazarins ne pouvaient admettre que l'on chantât sur un théâtre : c'était les offenser. Peu à peu, cependant, la mode y vint. On connut Lulli et ses émules.

A presque cent ans de là, Mme de Choiseul écrivait à Mme du Deffand : « Vous me demandez si je connais le mot *énergie*? Assurément, je le connais, et je peux même fixer l'époque de sa naissance : c'est depuis qu'on a des convulsions en entendant la musique. »

Nous avons encore de ces convulsionnaires : ils pourront, au moment de l'accès, rendre en leur cœur un discret hommage à Mazarin, car c'est lui qui, le premier, protégea en France l'Opéra. Qu'il lui soit beaucoup pardonné de s'être enrichi — comme tant d'autres — pour avoir beaucoup aimé l'art et les artistes. Combien de millionnaires n'en ont pas fait autant !

MARCEL BOULENGER.

Liberté, Liberté chérie...[1]

5 *juillet* 1830.

Mon cher adoré, çà devient terrible. Notre mariage est dans l'eau. Je le devine. Je le sens. Je pleure toute la journée en faisant mes chapeaux. C'est bien pénible pour une pauvre jeune fille qui avait cru trouver un prétendu. Papa menace de nouveau d'aller trouver ton père. Je t'embrasse bien fort mais tristement.

Ton Arsène.

6 *juillet* 1830.

Lettre expresse et rapide.

Mon Arsène, retiens ton père à tout prix. Il ne ferait que gâter les choses. Mon père le recevrait de très haut et l'éconduirait. Crois-moi. Les amants libres sont les plus heureux. A dimanche chez les *Frères*. Réjouis-toi. Je n'oublierai pas le *Contrat social*. Je te serre éperdûment sur mon cœur.

Ton Benjamin.

10 *juillet* 1830.

Mon amante adorée,

Rentré chez moi, après cette inoubliable journée passée avec toi, chez les *Frères de Romainville*, je m'accoude sur ma table de travail

(1) Copyright 1929 by G. Gallimard. Voir *la Revue universelle* des 15 août et 1er septembre 1929.

toute chargée de feuilles de papier couvertes de mes Pensées. Je me retiens de crier dans la nuit mon bonheur amoureux et mon enthousiasme politique, réunis en une même gerbe de splendeurs spirituelles. Je voudrais être dans une nature escarpée et faire crouler les rocs, rien que par la violence de mes clameurs joyeuses ! O mon Arsène, quelle reconnaissance je te dois ! Tu as capitulé devant mes arguments irrésistibles ! Mon amour pour toi en est décuplé ! Je te promets que nous achèterons cette semaine le cabriolet et le cheval. Rassure ton père et ta mère. Dis-leur que c'est une question de temps.

Je joins à cette lettre le texte du discours que j'ai prononcé devant les *Frères de Romainville*. Je crains que ma mère le découvre en fouillant dans mes tiroirs ; elle a cette fâcheuse habitude de chercher parmi mes papiers s'il n'y a point de lettres de grisettes. Si elle trouvait le texte de mon discours, elle serait effrayée et le porterait à mon père, qui n'aime pas les histoires et me couperait les vivres. Chez toi, ma chère âme, mon discours sera en sûreté. Je tiens beaucoup à la conservation de ce monument de l'intelligence de ma génération. Je blottis mon âme contre la tienne.

Ton Benjamin.

13 *juillet* 1830.

Mon Benjamin adoré, j'ai bien reçu ta lettre et ton discours. Je place le discours entre mes chemises et mes rubans, dans mon tiroir à lingerie. Là, il sera en sûreté, crois le bien. Je suis toute heureuse que tu achètes cette semaine notre cabriolet, notre cheval, et notre cocher. Quand mon père voira tout çà, ça le calmera beaucoup. Et peut-être, il voudra bien retourner chez les *Frères de Romainville* où il ne voulait plus aller, parce qu'il était vexé, parce que tu m'as subordonnée. Comme tu dis, avec le temps, tout s'arrange. Je t'embrasse bien fort. Ta petite.

Arsène.

Texte du discours prononcé par le F.·. Moyen-Coutard à la loge des F. F.·. de Romainville, le 10 *juillet* 1830.

Citoyens, je dis bien *Citoyens*, et non pas le vulgaire *messieurs* de toutes les assemblées traditionnelles (*Murmures d'approbation.*) L'heure n'est plus aux discours, le moment est venu de passer aux actes.

Nous avons une Charte. On veut la modifier. Sachons mourir pour

elle. Je n'y vais pas, comme vous voyez, par quatre chemins ! Je vais droit au but.

Eh quoi? (*Mouvement d'attention.*) Le Monarque manquerait à la parole donnée? Peut-on changer ce qui est écrit? Les lambeaux des droits acquis dans le sang de la Révolution, ces lambeaux, on voudrait les arracher de nos plaies saignantes encore? (*Applaudissements.*) Nous ne tolérerons pas qu'on change une virgule à une constitution qui ne sera jamais démodée, parce qu'elle plonge ses racines dans la Révolution, image hardie que vous pardonnerez à mon imagination exaltée. (*Approbations.*)

Citoyens ! Je répète *citoyens!* Le Garde Nationale est convoquée pour défiler dimanche au Champ de Mars devant le Roi. Toutes les légions de Paris seront là. Faisons passer le mot d'ordre. Crions tous, quand nous serons à portée du Roi : « A bas Villèle ! A bas les Jésuites ! » Le Roi comprendra ce que parler veut dire.

Eh quoi? *(Mouvement d'attention.)* Resterons-nous sourds malgré les avertissements les plus graves? Resterons-nous aveugles devant l'évidence? Le Jésuite, voilà l'ennemi ! Et il est d'autant plus redoutable, cet ennemi, qu'on le voit peu, et que les griefs accumulés contre lui sont des plus graves. Ah ! citoyens ! Songez à cette chose effrayante. Qui d'entre vous a jamais rencontré un Jésuite? *(Voix diverses : Personne, personne, personne...)* C'est justement cela qui est si grave ! Qui d'entre vous peut faire un reproche précis aux Jésuites? *(Voix diverses : Personne, personne, personne.)* C'est justement cela qui est si grave ! Avez-vous jamais rencontré un danger pareil ! Des gens qu'on ne voit pas et contre lesquels on ne peut rien dire !... Les principes de la Démocratie doivent s'alarmer d'un tel état de choses. Donc, le mot d'ordre pour dimanche, c'est : « A bas Villèle ! A bas les Jésuites ! » Répétez pour que nous jugions de l'effet produit ! (*Cris : A bas Villèle! A bas les Jésuites!*)

Ce Villèle, avec ses économies de propriétaire avare, s'en va partout répétant qu'il faut des finances saines. Il nous embête ! Ce qu'il faut, c'est le bien du peuple ! *(Applaudissements.)* Et puis il convient que l'Europe sache que nous n'acceptons pas Waterloo ! Waterloo efface Valmy ! Assez ! Assez ! Vive la Nation ! Vive la Liberté ! Dimanche, tous au Champ de Mars ! *(Applaudissements.)*

Mais avant de terminer mon discours, je voudrais, citoyens, vous donner un conseil, si toutefois vous le permettez à un cadet, presque encore un louveteau. *(Encouragements bienveillants : Parlez, mon jeune ami. Nous sommes toute oreille.)*

Citoyens, vous savez quelles critiques sont faites actuellement au roi Charles X, qui a des vues sur le continent algérien. Certes, ce

désir de donner à la France une vaste terre, aux richesses innombrables, et si j'ose dire à portée de la main, devrait passionner et exciter l'opinion publique. La France est un grand pays dont les visées doivent être toujours élevées. Mais il nous ennuie, n'est-il pas vrai, que ce soit un roi qui ait eu une si bonne idée. C'est ce qui explique nos critiques et nos railleries à propos des ambitions du roi concernant l'Algérie. Permettez-moi, à ce propos, de vous soumettre un projet de manœuvre politique que je me permets de trouver très intelligent.

Laissons donc le roi s'occuper de l'Algérie. Même, soutenons-le dans ses velléités. Oui, aidons-le, nous ses ennemis. *(Marques d'étonnement.)* Qui veut la fin, veut les moyens !

Il faudra bien que l'armée parte pour l'Afrique. Et quand elle sera dans les sables, qui donc restera en France avec des armes et des cartouches? La Garde Nationale... Or, la Garde Nationale, c'est nous, la bourgeoisie libérale. C'est donc nous qui serons les plus forts. C'est nous qui balaierons le roi Charles X et son Villèle !

Notez bien, citoyens, que c'est là une idée pratique. Elle m'a été conseillée par un Anglais, ami de mon père, et les Anglais sont non seulement des gens libéraux comme nous, mais pratiques. Cet Anglais semble froissé des velléités de notre roi sur l'Algérie. Mais les raisons de ce froissement, nous n'avons pas à les approfondir. Sautons sur un si bon conseil.

(La séance est levée à cinq heures de l'après-midi. L'orateur reçoit les félicitations des F.·. de la Loge de Romainville. On chante *la Marseillaise* en sourdine, pour ne pas attirer l'attention des deux gendarmes de la localité. Mlle Arsène Trouillot, drapée dans un drap de lit, coiffée d'un bonnet rouge et personnifiant la République est l'objet d'une manifestation flatteuse. Elle est chaleureusement embrassée par plusieurs F.·. F.·.)

20 *juillet* 1830.

Mon Arsène adorée, si je n'ai pas eu le temps, durant la semaine dernière, d'acheter notre cabriolet et notre cheval, c'est que de grands événements se préparent. Ou je me trompe fort, ou l'orage qui menace depuis des années va éclater incontinent. Mais tu ne perdras rien pour attendre. Sache seulement, ô ma sainte tendresse, qu'il y a des sacrifices qu'il faut savoir faire à la Liberté.

L'état d'esprit de la Garde nationale est des plus complexes. Comme il est beau, mon ange aimé, de parler à la femme qu'on idolâtre de l'état d'esprit de la Garde nationale ! Notre amour ne se peut comparer à rien. Ne m'en veuille pas si je ne t'écris pas durant les jours

qui vont suivre. Je suis convoqué aujourd'hui même pour assister à un meeting de ma légion. Mes frères n'y vont pas pour ne pas se compromettre. Moi j'y vais. Ma légion est assez royaliste. Mais le Français est sensible à l'éloquence. Tu connais la mienne, d'éloquence. Je vais servir à mes collègues le même discours qu'à Romainville. Dans notre chère France, c'est toujours le dernier qui parle qui a raison. Je prendrai la parole en fin de séance. La légion, en un tour de main, deviendra républicaine, quoiqu'elle ait été la seule, à la revue de dimanche dernier, qui n'ait pas crié en défilant : « A bas Villèle ! A bas les Jésuites ! »

Je t'étreins avec passion.

Ton Benjamin.

30 *juillet* 1830 *au soir.*

Mon adorée,

Les jours de Gloire sont revenus ! Mon cœur déborde d'enthousiasme. Ma famille, père, mère, oncle, tante, frères, sœurs, cousins, cousines, sont dans l'admiration de moi. Ils reconnaissent que moi, j'avais raison, et que je raisonnais comme la masse. Et la masse a toujours raison. Pendant les journées du 28 et du 29, mes frères, imitant l'exemple de toute notre légion, composée de gens d'un quartier distingué et réactionnaire, étaient restés à la maison. Moi, je m'étais mêlé aux citoyens de la légion du Marais, en souvenir de l'héroïsme de mon grand-père, le géant de 93. Quand mes frères ont vu, ce matin, que les affaires tournaient pour le peuple contre le roi, ils se sont mêlés au peuple. C'est une généreuse tradition de famille qu'ils ont respectée, un peu tard, mais mieux vaut tard que jamais. L'aîné a le poumon perforé d'une balle, mais mon père l'embrasse en pleurant, et en disant que le nouveau régime ne pourra refuser ses commandes à une famille qui compte en son sein un poumon perforé pour la Liberté.

J'ai été porté en triomphe par les portiers, les balayeurs, les porteurs d'eau, et tous les domestiques du quartier. Une délégation est venue me demander d'accepter d'être député. Moi, j'ai des idées et j'ai accepté de les faire adopter par l'Assemblée.

Mon père s'enorgueillit de moi. Et ma mère... Elle est radieuse et dit que je suis un héros, digne fils de son père, le géant.

Oui, ô mon Arsène, nous vivons des jours de Gloire ! Nous avons balayé la tyrannie. Qu'auraient pu faire, je te le demande, les deux mille Suisses, les quelques dragons et mousquetaires, et les trois régiments venus de province contre nos quarante mille fusils de la

Garde nationale? La lutte a été chaude, puisque nous avons lutté trois jours pour mettre à la raison cinq mille hommes. Le roi Charles X a dû regretter, en assistant à nos progrès, de n'avoir pas son armée sous la main. Cela lui apprendra à chercher la gloire en Afrique. Nous prendrons le cadeau qu'il nous a fait (l'Algérie), en riant sous cape de lui avoir arraché le pouvoir des mains, parce qu'il avait fait le nécessaire pour nous donner le cadeau en question!

Mais je m'égare. Je te donnerai des nouvelles d'ici peu. Patiente encore. Je t'aime au même titre que la Liberté, à titre fixe. Je t'aime pour l'éternité.

Ton Benjamin.

3 *août* 1830.

Mon cher aimé, j'aie bien reçu ta lettre du 30 le soir. Mais tu ne dis pas quel jour que nous aurons le cabriolet, le cheval et le cocher. Je préfère quand il n'y a pas la Révolution.

Ton Arsène.

Par expresse, 6 *août* 1830.

Mon Arsène adorée,

Viens demain, sans faute, à midi juste, au Café de la Régence, devant le Théâtre français. Il y a une fête qui se prépare aux Tuileries. Tu personnifieras la République comme chez les *F.·. de Romainville.* Fais-toi un bonnet phrygien. Inutile d'apporter le drap. J'en prendrai un à la maison. Tu vas être embrassée par La Fayette et par mon grand-père qui personnifiera les géants de 93.

Je te serre sur mon cœur avec une étrange passion.

Ton Benjamin.

8 *août* 1830.

Mon Arsène, j'ai une pénible nouvelle à t'apprendre. Mon grand-père n'a pu résister aux émotions de la fête d'hier. Une demi-heure après ton départ, il a été pris d'un malaise ; on a dû le transporter chez mes parents où il a rendu l'âme.

Tu te rappelles sans doute que je t'ai dit mon étonnement de son attitude. J'ai attribué cette attitude à la joie de se sentir embrassé par la foule, à la joie de se voir couronné de fleurs... La vérité est que son organisme n'a pu subir sans fléchir le baiser d'un La Fayette,

ce génie, ce profond politique. Tant d'honneurs l'ont tué. Il tenait ma main dans la sienne, me regardait avec de pauvres yeux. Ces héros de 93 sont des modestes, des timides. Il revoyait ses jours de gloire alors qu'il marchait fièrement à la tête de nos grands ancêtres. Lorsque le canon tonna, dans la cour des Tuileries, pour saluer le nouveau roi des Français, à cette minute même où La Fayette, ô mon Arsène, te prit par la taille et t'embrassa longuement, j'entendis mon grand-père qui murmurait : « Santerre... Le petit lieutenant corse... Le roi... guillotine... Robespierre. » Il tremblait.

C'est à ce moment-là que tu partis dans un fiacre avec La Fayette, toi la jeune Liberté à côté du soldat de l'Égalité. Tu me diras bien ce qui s'est passé dans ce fiacre. Je brûle de savoir ce que fut votre promenade triomphale, au milieu de la foule délirante de Paris victorieux, qui avait dételé vos chevaux.

Hélas ! pendant ce temps, je conduisais mon grand-père chez mes parents. Le médecin qui soigne le poumon de mon frère aîné (beaucoup moins atteint qu'on ne croyait le premier jour) se trouvait justement à la maison.

Le vieillard était dans l'incapacité de se tenir debout. Nous l'étendîmes sur un canapé. Il respirait faiblement. Le médecin déclara qu'il s'agissait d'un coup de soleil. A sept heures du soir tout était fini. J'eus une soirée très fatigante : il me fallut aller porter aux journaux un communiqué rédigé par mon père. Ce communiqué fait savoir que le beau-père du citoyen Moyen-Coutard, fournisseur des effets de l'État, vient de mourir glorieusement. Comprends, ô mon Arsène, toute la finesse de ce communiqué qui reste muet sur la date de la mort de mon grand-père. Le nouveau gouvernement n'aura rien à nous refuser, parce qu'il pourra se targuer de ce qu'un octogénaire, ancien combattant du 10 août 1792, a repris les armes dans les trois mémorables journées des 27, 28, 29 juillet 1830 pour la défense des Libertés publiques. Il faut reconnaître que mon père est très fort pour arranger certaines choses, et comme futur député, j'ai beaucoup à apprendre de lui.

Les larmes me montent aux yeux, quand je pense aux dernières paroles de mon grand ancêtre. Me caressant la tête comme si j'étais encore un chérubin, il murmura : « Tu vas mourir, toi aussi... La guerre les prendra tous !... »

Cette mort déplorable me prive du bonheur de te voir cette semaine. Aux dernières nouvelles, le bruit court que mon grand-père sera enterré en même temps que les citoyens tombés pour la défense de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité.

Quant à moi, je me jure de faire chèrement payer l'insolation de

mon grand-père, et sitôt député, je proposerai une loi d'exception punissant de prison les gens qui n'ont pas de bonnes idées politiques.

Malgré mon amère douleur, je pense à toi avec tout mon amour,

Ton Benjamin.

Par expresse, 22 *août* 1830.

Mon Arsène adorée,

Certes, il y a longtemps que je ne t'ai vue. Mais songe à tous les événements qui se sont succédé depuis près d'un mois.

Ne crains donc rien pour le cabriolet. Je te promets de m'en occuper la semaine prochaine.

Ce qui m'étonne, — que dis-je? — ce qui m'atterre, ce qui me remplit de confusion, ce qui m'indigne, ce qui me met hors de moi, ce qui me fait serrer les poings de colère, ce qui me fait grincer des dents, ce qui me fait arpenter ma chambre en parlant tout seul, ce qui me donne envie de casser quelque chose, ce qui m'enlève l'appétit, ce qui me donne la fièvre, ce qui me fait ricaner avec amertume, ce qui me gonfle d'idées méprisantes, ce qui m'enlève mes illusions, ce qui me donne à réfléchir, ce qui me dégoûte, en un mot, ce qui m'horrifie, c'est l'attitude de La Fayette envers toi dans le fiacre. Il y a là une inconscience — que dis-je — une présomption intolérable! Mais patience. Nous parlerons de cela de vive voix. Toi, feins de ne pas recevoir ses lettres. Ne réponds ABSOLUMENT PAS.

Je te dis les paroles les plus tendres.

Ton Benjamin.

1er *septembre* 1830.

Mon Arsène, tes lettres me plongent dans la douleur la plus sombre! Sans doute, le cabriolet n'est pas acheté. Sans doute, il m'a été impossible de te voir depuis l'avènement de ma destinée. Mais ne peux-tu donc, ô mon Arsène, admettre qu'un homme public a des devoirs sacrés et qu'il m'est impossible de faillir à ma tâche? Mon père sera bientôt sénateur, et moi député. Songe combien je suis privé de ta chère présence, toi dont la dernière vision que je possède est une splendide femme drapée de blanc, coiffée du bonnet rouge. S'il n'y avait pas, à côté de cette vision, celle beaucoup moins attrayante de ce vieil intrigant de La Fayette, mon bonheur serait complet!

Sois sans crainte, ô mon Arsène! Ne gémis pas continuellement en

réclamant le cabriolet. Tout vient à son heure. Je suis très pris en ce moment. Que ferais-tu, toute seule, avec ce cabriolet? Quel plaisir éprouverais-tu à te promener sans autre compagnie que celle du cocher? Allons ! sois raisonnable, Arsène... Ne tracasse pas l'homme politique qui se consacre au Bien Public. Fais preuve de sang-froid et de patience. Je te le demande à deux genoux. Ne me menace pas d'une visite de ton père au mien. Cette visite serait du dernier ridicule. Mon père nourrit maintenant une véritable admiration à mon endroit. Autant cette visite eût provoqué des remontrances au jeune étourdi que j'étais encore, il y a quelques semaines, autant elle serait inopérante contre un Représentant du Peuple. Il est donc inutile que tu me menaces continuellement d'une intervention de ton père. Je te le répète encore : sois raisonnable, Arsène.

Comme il n'est pas possible que je te voie en ce moment, je me décide à t'écrire au sujet des façons de ce vieux La Fayette. Si j'avais été avec vous dans le fiacre, rien de tout cela ne serait arrivé. La génération qui nous a précédés manquait vraiment de retenue. Outre l'inconvenance inouïe d'un vieillard dont les moyens n'existent plus il y a dans cette vieille ruine une prétention, un contentement de soi, qui passe la mesure.

Comment? Moi qui suis jeune, beau, intelligent ; moi qui possède un grand talent d'orateur ; moi qui suis un poète, ne l'oublie pas ; moi qui suis aussi réaliste que poète ; je consens à ce que l'idole de mon âme, personnifiant la République une et indivisible, se fasse embrasser en public par un vieux monsieur, s'embarque ensuite dans un fiacre avec ce vieux monsieur, afin que le peuple de Paris puisse applaudir un couple symbolique, et ce vieux monsieur profite de ce que le jeune amant n'est pas là pour faire des propositions incroyables, des propositions qui te troublent. des propositions qui t'inspirent des pensées désobligeantes à mon égard?

Cette vieille rapière rouillée veut jouer aux fines lames? Ce Géronte se croit Almanzor ou Renaud? Ce serait à mourir de rire si le ridicule ne le disputait à l'odieux !

Et d'abord, sache, Arsène, que si tu entretiens la moindre relation épistolaire — ou autre — avec Lafayette, c'en est fait de notre amour ! C'est à prendre ou à laisser.

Comment? Cet esprit fumeux te conterait des balivernes auxquelles tu donnerais foi ! Arsène, tu me ferais douter de ton intelligence.

Cette baderne a osé, — oui, elle a osé ! — te proposer de faire de toi une femme députée? Cette baderne croit être moderne, — que dis-je? — elle se croit l'ambassadrice de l'avenir? Ce ramolli a osé te dire que la chambre des Députés manque de femmes? Que ce serait

infiniment agréable de siéger à côté de belles filles, alors qu'il est peu appetissant de discuter avec des législateurs quadra, quinqua, et même sexagénaires? Ce vieux drôle prétend que l'égalité des sexes doit enfin être proclamée ; il trouve qu'il n'y a pas assez d'hommes publics, il leur veut ajouter des femmes publiques? Et, par une insouciance digne d'une culotte de peau sans scrupule, c'est ma circonscription qu'il veut voir voter pour toi? Il veut que tu te présentes aux élections dans mon secteur? Il veut te montrer à mes électeurs? Quels que soient mon charme, mon talent et mon éloquence, puis-je lutter contre ton visage régulier, tes épaules, ton torse et ton galbe? Il veut que tu sièges à la Chambre en mes lieu et place? Arsène, tu ne feras pas çà ! Et si tu le fais, je t'ai déjà dit que ta vie sera brisée, car je te retirerai mon amour.

Quant à l'idée de ce vieux grigou de te faire ouvrir un salon politique et littéraire, c'est une idée qui prouve avec abondance que le pauvre homme n'a plus ses moyens.

Et dire que les grands ancêtres, que les géants de 93 ont souffert dans leur chair et lutté jusqu'à la dernière goutte de leur sang — ô mânes de mon aïeul héroïque François Moyen ! — pour qu'un profiteur gavé vienne un jour proposer à une modiste de Pontoise de mener les affaires de la Patrie !

Je préfère, ô mon Arsène, arrêter cette missive. J'en dirais trop sur un vieillard à qui l'on doit, malgré tout, le respect. Je finirais, si je continuais, par manquer de mesure. Réfléchis bien aux termes de cette lettre. C'est très grave, Arsène ! Laisse-moi encore croire à ton amour pour moi et te dire que, si tu renonces à épouser les folies du vieillard, je resterai ton fidèle et dévoué *Benjamin*. (Et je t'achèterai le cabriolet.)

12 *septembre* 1830.

Voyons, mon Arsène, les termes de ta réponse à ma dernière lettre ont certainement dépassé ta pensée ! Comment peux-tu dire que je renie mes propres paroles? Tu as toujours prétendu que je me contredis continuellement. Parce que j'ai parlé avec toi, dans la sincérité de mon cœur généreux, d'amour libre et caché, tu prétends que je trahis mes propres affirmations? Il faudrait que tu fusses femme publique, députée? Il faudrait que tu tînsses un salon littéraire, parce que j'ai dit qu'il serait agréable d'aller folâtrer dans les bois d'Auteuil avec une grisette accorte?

Tu affirmes que je trahis mon idéal politique, que je passe à la réaction, parce que je trouve incroyable que tu soies candidate aux

élections. Mais la loi ne prévoit pas l'élection possible de femmes publiques !

Je crois rêver, ma chère Arsène, quand je lis tes lettres de six, huit, et dix pages, alors que tu as tant de peine à écrire? Tu émailles tes phrases de fautes grossières d'orthographe, et te voilà déchaînée. Pour un peu, ta correspondance exaltée formerait tout un volume. C'est agaçant, ma chère Arsène, de trouver tant de prétentions dans un cerveau comme le tien ! Achète une grammaire, avant de vouloir tenir un salon littéraire ! Mais vois toute l'ampleur de ta responsabilité ! Vois à quoi tu me fais venir : j'en arrive à te dire des choses pénibles, qui me brisent le cœur, quand je songe à notre amour. Une fois de plus, je préfère arrêter cette lettre. Je finirais par te dire des choses vexatoires, et je signe :

Benjamin Moyen-Coutard, futur député.

Par expresse, 20 *septembre* 1830.

Non, Arsène, je ne suis pas devenu réactionnaire.

Benjamin Moyen-Coutard.

30 *septembre* 1830.

Ma chère Arsène,

Je vois que la raison l'a emporté chez toi. Tu m'en vois très heureux. Était-il possible à une femme de se présenter dans des réunions publiques, dans des salles empuantées de tabac et d'haleines au vin, sur une estrade à côté d'un Lafayette en ruine et d'orateurs de carrefours?

Que je subisse, moi, certaines de ces promiscuités écœurantes, c'est dans la logique, c'est le revers d'une médaille de député.

Finis les meetings, le travail commence. Je suis un homme. C'est aux hommes à mener les affaires du monde. Les femmes, vois-tu, ma chère Arsène, les femmes ont trop de sensibilité. Et il faut savoir, pour mener un État, faire fi de tous les sentiments ordinaires. Tu ne perds pas grand'chose, crois-moi, à rester une modiste, une belle modiste. Si je te disais que, depuis les élections du 25, qui ont fait de moi un député, je reçois deux cents lettres par jour, me croirais-tu? Les unes me demandent des secours d'argent, les autres m'accusent de tromper le peuple.

Ah ! ma chère Arsène, qu'il est difficile de ne pas tromper le peuple ! Tout ce que l'on fait, tout ce que l'on dit, le trompe ! C'est effrayant.

Ai-je une redingote à boutons d'argent? Je m'engraisse de la sueur des ouvriers! Ai-je déposé dans l'urne un bulletin qui vote un impôt? J'écrase la masse économe des petits épargnants! Ai-je voté les crédits pour la campagne d'Afrique? J'envoie les troupes au massacre, je vole la nation d'un peuple libre, j'enrichis mon père qui vend des équipements militaires!

Ah! mon idéal reste le même. Mais je me prends parfois à songer aux griefs que j'ai faits à ce Charles X, à ce Polignac et à ce Villèle. O mânes des géants de 93, ce n'est pas facile de conduire les peuples! J'en sue, ma chère Arsène.

Entendu pour vendredi. Je serai heureux de te revoir, de sceller par un baiser notre réconciliation. Et nous irons acheter, enfin! le cabriolet.

Benjamin Moyen-Coutard.

Jean Variot.

(A suivre.)

les idées & les faits

LECTURES

FAILLITE D'ANDRÉ GIDE

Les applaudissements qu'a recueillis l'œuvre récente d'André Gide nous font songer à ceux dont Proust, en une image saisissante, isait qu'ils sont « mécaniquement soulevés par la force des applaudissements antérieurs, comme dans une tempête une fois que la mer été suffisamment remuée elle continue à grossir, même si le vent e s'accroît plus ». Pour trop grandiose que soit la métaphore appliuée au destin de M. Gide, le mécanisme qu'elle décrit, réduit à sa nesure, me semble la cause de l' « inertie morale, de la bienveillance iaise, ou même de l'admiration non dissimulée qui répondirent à exhibitionnisme de *Corydon*, de *Si le grain ne meurt* » ; — et que I. Gabriel Marcel vient de dénoncer dans un vigoureux réquitoire (1), où il emprunte ses arguments au récent *Dialogue avec ndré Gide*, de M. Charles du Bos.

L'un et l'autre témoignages sont, au reste, des signes que, loin de accroître, le vent tombe qui soufflait, d'un certain bord, et gonflait voile du « gidisme » ; car ils émanent, sinon de disciples, à tout le noins d'amis qui apportent à le contredire d'autant plus de vigueur u'ils y mettent davantage de scrupules. M. du Bos, par le commerce 'une longue intimité, M. Gabriel Marcel, par l'expérience qui lui chut en séjournant dans les climats littéraires où M. Gide recrute es zélateurs, ont en quelque sorte vécu l'aventure gidienne ; ils ne se ont, d'ailleurs, jamais abusés sur les périls qu'elle impliquait. Ni amitié, ni la collaboration qu'ils ont données à M. Gide ne leur

(1) Cf. la *Nouvelle Revue des Jeunes*, 15 juillet 1929.

ont fait fermer les yeux sur ses faiblesses. Métaphysicien et dramaturge, on ne saurait déceler une parcelle de gidisme dans l'inspiration de M. Marcel ; et si complexe que soit, certes, la critique d' « approximation » de M. du Bos, ni sur le plan de l'art, ni sur celui de l'esprit, on ne peut dire qu'il en ait, en quelque mesure, subi la contagion. Reste qu'ils furent associés par leurs travaux aux entreprises qui, communément, se réclament de M. Gide, qu'ils s'adressaient naguère encore à ce « genre de lecteurs », avec qui l'auteur de l'*Immoraliste* a soigneusement établi ses « rapports », — et qu'une attaque venant de ce côté-là est plutôt faite pour le surprendre. Je doute, au reste, qu'elle trouble sa « sérénité », si elle déconcerte ses calculs ; car elle procède, en son fond, d'un impératif moral, désormais renforcé d'une exigence catholique, qui ne lui inspirent qu'une malicieuse pitié.

Aussi bien, réservant aujourd'hui le problème spirituel que pose le cas de M. Gide, et sur quoi le pathétique dialogue engagé par M. Charles du Bos apporte de si terribles clartés, me bornerai-je, dans ces notes, à relever les objections que son *œuvre d'art* lui suggère. M. Gide ne s'est-il pas, d'ailleurs, « longtemps considéré simplement comme un artiste »? C'est donc sur l'artiste, pour lequel il ne cache pas son admiration, que nous interrogerons, cette fois, M. du Bos.

Dans toute la première partie de son livre, M. du Bos montre un trop pénétrant souci de ce que M. Gide a l'intention de faire et de ce qu'il croit avoir fait, pour qu'on l'accuse d'incompréhension ou de partialité quand il se décide à le juger sur les résultats et sur la pratique. Nul ne lui reprochera de n'avoir pas *senti* son auteur, faute de l'avoir *aimé*. Ce n'est donc pas à la légère qu'il remarque « combien Gide *tend à s'évader de son propre sujet* et à quel point lui fait souvent défaut cette patience qui seule permet de conduire son œuvre tout à fait à terme ». L'examen des meilleurs écrits d'André Gide confirmerait la pertinence de cette remarque.

Mais s'il s'en *évade*, dirai-je, c'est qu'il y *rentre;* et non pas en tant que créateur, soumis à son sujet, mené, confisqué par lui, mais en tant que *critique* et que critique gidien. L'esprit pervers qui l'habite se découvre soudain, surgit à l'improviste, impatient de faire son intervention et d'interrompre la partie, avant qu'elle ne touche à son terme. C'est qu'à la vérité, André Gide n'est pas un créateur ; essentiellement, il est un critique. Il ne s'efforce à l'œuvre d'art que pour s'y dissimuler, car elle contraint à la ruse. Mais un temps vient où sa nature l'emporte, où son attention se détourne, se désaffectionne de ses créatures, où il ne consent pas à faire plus long-

temps leur jeu, comme s'il craignait qu'elles l'entraînassent plus loin qu'il n'a délibéré d'aller ; si elles servent, en effet, à ses desseins, lui se refuse à *les* servir. Il y faudrait un amour de ses personnages, de « tout son monde », comme dit Stendhal, qui lui reste manifestement étranger.

Nul n'est moins oublieux que M. Gide de sa « destination » ; jamais, au cours de la route où il engage son récit, il ne court le risque de se perdre ; et cette destination débouche toujours sur lui-même ; il n'aboutit qu'à ses propres « données ». Or ce sont données de critique, d'ironie ou de « perversité », qui ne se combinent pas, qui ne peuvent se mélanger, parce qu'hétérogènes, aux données vivantes des êtres que le créateur a charge de manifester. A la vérité, l'on pourrait dire que ses personnages intéressent trop M. Gide pour qu'il s'intéresse à eux. Aussi, lorsqu'il les a conduits à ce point, à ce « tournant critique », où rien ne saurait plus le retenir de les interroger, de leur poser des questions, *ses* questions, il éprouve une sorte de gêne, et préfère « se couvrir », puis « quitter la séance ». C'est alors qu'il s'*évade*, comme le remarque M. du Bos ; disons plutôt qu'il s'esquive, et s'il abandonne ses héros au trouble que sa fuite leur cause, s'il feint même de leur « laisser le dernier mot », ce n'est pas avant d'avoir délivré le sien, car il escompte l'effet que produira ce malicieux : « Je me retire ». En s'engageant pour ses créatures, ne craindrait-il pas de ne plus demeurer « disponible »?

Tel est le plan de l'arabesque gidienne. Ce plan de fuite, nul n'en sait mieux user, et avec tant de prestigieuse aisance que sa réussite peut passer pour le fait d'une liberté esthétique souveraine. Disons plutôt que M. Gide a longtemps eu conscience de l'exiguïté de ses moyens, et que s'il a trouvé dans le *récit* sa forme, la perfection qui lui est propre, c'est qu'aucun genre ne convenait davantage à ses desseins. Rien de plus « délibéré » que des œuvres comme l'*Immoraliste*, *la Porte étroite*, *la Symphonie pastorale* qui, sans conteste, sont les mieux accomplis des « exercices » (1) gidiens. Sa pensée s'y dérobe à son aise ; et jusqu'à la manière de traiter le sujet, tout ici postule la délibération de l'esprit critique le plus subtil, qui s'exerce non seulement sur le fond, mais encore sur la forme et se joue, à la périphérie, dans le plan esthétique. On ne saurait en faire grief à M. Gide que dans la mesure où l'on prétendrait appliquer à ces œuvres compassées le canon du roman qui est chose organique et vivante ; on y découvrirait certaine déficience qui affecte la composition même et qui se traduit par une altération de la ligne du récit,

(1) M. du Bos a bien montré pourquoi M. Gide se trouve « aboutir à l'*exercice* ».

dont elle détourne la pente naturelle. C'est là ce qu'a bien vu M. du Bos.

Mais toujours prompt à anticiper l'objection pour pouvoir mieux la démentir, M. Gide a su se protéger là-contre en faisant rentrer ces ouvrages dans la catégorie des livres qu'il appelle lui-même des livres de *critique*, des livres d'*ironie*. Ainsi a-t-il, par avance, déjoué le reproche que lui adresse M. du Bos de ne pas conduire son sujet à terme, (notamment à propos de la *Symphonie*). « Mon terme, ma destination authentiques ne sont pas tels, pourrait répondre M. Gide ; et là où vous prétendez que je sors de mon sujet, que je m'écarte de l'axe de mes personnages et des situations où ils sont engagés, c'est alors que j'aborde, que je fais ce que j'ai voulu faire, ce *pour quoi* j'ai écrit mon livre : dans l'*Immoraliste* la critique de la Loi, dans *la Porte étroite* la critique de certain « héroïsme » spirituel, dans la *Symphonie pastorale* la critique d'une forme singulière de l'ascétisme ; mais tout mon art consiste à le cacher. Ce n'est pas d'*exposer* mon dessein qui m'importe, mais d'établir d'abord mon récit comme si je n'en avais pas ; car j'ai plus grand souci de céler ma pensée que de la dire et il me paraît plus séant de la laisser découvrir par qui la cherche vraiment. »

Mais M. Charles du Bos qui n'est plus dupe des « intentions » gidiennes, ne se contente pas de ses gloses. Sans doute reconnaît-il qu'elles rendent merveilleusement compte des déficiences d'André Gide, que nul n'est plus habile à les masquer, à les justifier même ; il ne conteste pas qu'elles puissent être « authentiques » et « sincères », mais il veut désormais ne s'attacher qu'à l'œuvre, à ses résultats positifs. Ses déficiences, c'est là, et là seulement, qu'il entend les surprendre, en pénétrant au vif de sa nature, telle qu'elle s'y manifeste. Or le diagnostic de M. du Bos se fait ici impitoyable : « *Les données gidiennes*, dit-il, *sont complexes sans être riches*. En dépit de cette « cohabitation en lui des extrêmes » (dont il a tellement raison de dire qu'elles le touchent), en dépit de tous les contradictoires auxquels non seulement il ne cesse de donner audience et expression, mais qui sont bien réellement infus à sa nature, *la nature de Gide n'est pas riche*. »

Ce défaut de générosité, cette indigence essentielle qu'il ne parvint à cacher qu'en choisissant l'étroit clavier où moduler les ténues variations de sa fugue, M. Gide l'a mise, hélas, à découvert lorsque, sans crainte de forcer son jeu et d'en exiger trop, il a voulu l'étendre. Jamais le peu de fécondité de sa nature, jamais sa « minceur » ne s'est mieux révélée que le jour où il commit l'imprudence de rechercher l' « épaisseur » dans la multiplication des événements et des person-

nages, (à la manière des grands romans russes et anglais), où il quitta le régime restrictif du « récit » pour se mettre à celui qui nous valut à son terme *les Caves du Vatican* et *les Faux-Monnayeurs*. Ses amis mêmes ne purent céler leur déception. Aussi M. Charles du Bos, quelque regret qu'il en conçoive, doit-il à la vérité de reconnaître que « s'il est bien d'autres choses, *Gide n'est pas un très grand romancier* » ; et sa franchise n'hésite pas, en l'occurrence, à prononcer jusqu'au mot de « faillite ».

— Voilà qui ne saurait m'atteindre, car je m'en suis incriminé moi-même, répondra M. Gide de façon désinvolte. Et l'intérêt principal de l'unique « roman » que j'ai tenté d'écrire n'est-il pas fait précisément de l'aveu de cette faillite? Mon *Journal des Faux-Monnayeurs* est là pour l'établir.

— Permettez, dit par avance M. du Bos qui sait mieux que nul autre comment Gide se comporte pour ne pas se laisser attacher à sa propre assertion. Permettez : il y a ce qu'aujourd'hui vous prétendez avoir fait, mais il y a ce qu'auparavant vous aviez voulu faire.

Et M. Charles du Bos d'interroger ses souvenirs pour nous apporter là-dessus son témoignage, que je reproduirai d'autant plus volontiers qu'il confirme mon sentiment et qu'il me libère d'un scrupule. Lorsqu'en 1924 j'eus l'occasion d'écrire que *les Caves du Vatican* n'avaient été qualifiées de « sotie » — comme le sous-titre l'indique — que dans la mesure où leur auteur s'était, en cours de route, découvert impuissant à réaliser le « roman d'aventures » prémédité par lui, escompté par ses propres fidèles, M. Gide se récria et m'accusa des plus noirs desseins : « Que tout cela est donc habilement inventé, m'écrivit-il alors, et quel parti vous avez su tirer des confidences de mes amis ! Si je n'étais l'auteur de ce livre, assurément je vous croirais ! » J'avoue que cette dénégation me causa quelque trouble. Mais voici qu'un familier de M. Gide, qu'un confident de sa pensée, que le plus fervent de ses exégètes, que M. Charles du Bos enfin, nous déclare sans détour : « Lorsqu'il l'estime nécessaire, personne n'est plus adroit que Gide à limiter en dernière heure (ou même — ainsi qu'en témoigne le *Journal des Faux-Monnayeurs* — après coup) la portée de ses entreprises. Quand il conçut *les Caves du Vatican*, et peut-être même lorsqu'il commença de les exécuter, Gide ne projetait-il qu'une *sotie?* Ne méditait-il pas déjà l'expérience du *roman*, et avec cet instinct critique qui toujours le caractérise, se rendant compte que *les Caves du Vatican* ne pouvaient s'y montrer égales, eut-il la sagesse de l'ajourner — pour ne la tenter que dix ans plus tard avec *les Faux-Monnayeurs?* » Et M. Charles du Bos ne pose ces questions que pour personnellement y répondre : « Que dans les années 1911-1914, le grand roman d'aven-

tures à nombreux personnages fût au premier plan des préoccupations de Gide, *c'est un fait.* » De ce fait et des inquiétudes qu'il en conçut, M. du Bos trouve la trace dans son « journal du 27 août 1912 », où il touche d'ailleurs au vif du débat : « Que je suis inquiet, écrivait-il alors, lorsque je vois un homme aussi grand que Gide qui, poussé par son admiration pour un Dostoïevsky, un Fielding, un Daniel de Foë, décide de propos délibéré qu'il abandonnera le *récit* pour le grand roman d'aventures à très nombreux personnages. C'est se faire une idée toute extérieure, toute volontaire du développement artistique, lequel doit rester inconscient. Je ne veux nullement dire que l'artiste ne doive pas être conscient de ce qu'il fait, mais sa conscience doit s'appliquer à la seule exécution. Le sujet ne doit jamais être choisi par rapport à une ligne de développement personnel, à une trajectoire idéale à parcourir. Dans le choix du sujet, la liberté intervient à un bien moindre degré que dans sa mise en œuvre : le sujet doit sourdre du dedans. Aussi le développement artistique véritable consiste-t-il, non pas à aller d'un point à un autre, mais à faire fructifier, croître, s'arrondir ces points essentiels de la personnalité artistique elle-même qui sont comme les centres nerveux du génie. »

On ne saurait mieux dire. Et bien que M. Gide prétende qu' « il n'a nullement écrit *les Caves* pour illustrer quelque conception théorique du roman, pour marquer une date de son développement ou pour renouveler sa manière », son livre est là, et cela nous suffit. Sur le plan esthétique et humain, que vaut-il? *Sotie* ou *roman d'aventures*, peu nous importe et pareillement qu'il représente « un tour de force » : nous regrettons seulement, avec M. du Bos, que « *ce tour de force soit si vain* ». Et si nous consentons à mettre à part les pages où se dessine l'inquiétante figure de Lafcadio, nous savons gré à Charles du Bos d'avoir porté un jugement sans complaisance sur ce « héros » littéraire qui, entre 1917 et 1923, recueillit les suffrages de toute une jeunesse éprise d' « actes gratuits » et de « crimes immotivés » : « A ce svelte et séduisant lévrier, dit-il, je suis loin de vouloir dénier toute grâce ; mais tout de même, si l'on songe que pour beaucoup il fut le Julien Sorel de notre temps, on est bien forcé de convenir que la cure d'amaigrissement que de ce fait notre temps a subie ne laisse pas que d'être préoccupante. Sachons gré à Lafcadio d'être une silhouette qui se trouve avec Julien Sorel dans le même rapport qu'un Beardsley avec un Bronzino ; mais ne lui demandons pas davantage. »

Aussi bien, dédaignant attacher à ce périlleux exercice une attention qu'il ne mérite guère, est-ce sur *les Faux-Monnayeurs* que M. Charles du Bos a fait porter le fort de l'argument où il montre la faillite du romancier. En le paraphrasant, nous en avons résumé l'es-

sentiel. Mais ici encore M. du Bos reste bien persuadé que ce roman qu' « avec *les Faux-Monnayeurs*, Gide projetait fut à l'origine, non point du tout le spécimen unique et tout d'exception auquel il aboutit, mais le grand roman au sens normal du mot, disons (pour rester dans la ligne de ses préférences personnelles) celui de De Foë et de Fielding ». Que ce fût là, comme pour *les Caves*, la démarche initiale de Gide, celle qui précéda, accompagna d'abord sa mise en œuvre, la dédicace même de ses *Faux-Monnayeurs* suffirait à nous en convaincre : « A Roger Martin du Gard, je dédie *mon premier roman...* » — « Chaque mot est ici pesé, voulu, nous assure le pénétrant M. du Bos. Grâce au choix du destinataire — qui figure aujourd'hui, en matière romanesque, le canon de la probité de métier, en même temps que le type accompli du romancier impersonnel, objectif... — Gide nous avise qu'il rompt avec le passé du *récit* et de la *sotie*, et, produisant enfin le terme de *roman* qu'il tenait depuis si longtemps en réserve, il le place ainsi dans un jour qui ne peut faire doute. »

Mais, le départ donné qui était si fécond en promesses (le début des *Faux-Monnayeurs* où l'action s'engage sur des plans qui se superposent nous laissa la sensation de plonger dans le foisonnement de la vie), M. Gide n'a pu consentir à ne point se glisser parmi ses personnages ; il lui a fallu se réintroduire, au premier détour, avec ses questions, avec ses problèmes ; tout l'a ramené vers Édouard, c'est-à-dire vers une image de lui-même ; et si *les Caves du Vatican* sont un roman d'aventures qui a « tourné » en sotie, *les Faux-Monnayeurs* sont un roman qui « tourne » en *journal* : « journal d'Édouard, journal de Gide, dialogue avec le critique, dialogue avec le lecteur, dialogue avec le confrère. » C'est proprement la défaite du romancier. Et M. du Bos touche juste lorsqu'ayant versé ses pièces au dossier, il conclut le débat sur ces mots : « En un roman, Gide donne *sa* vie, dans l'acception la plus littérale et la plus pathétique du terme, mais il ne peut donner qu'elle : *il ne peut pas donner la vie.* »

Il nous en faudra chercher la raison dans le fait que, s'il est fidèle à *sa* nature, André Gide est essentiellement infidèle à *la* nature, à la réalité de l'homme, dans la mesure même où il ne cesse d'accorder davantage à son anomalie. Les éléments formels de l'œuvre d'art entretiennent des relations trop étroites avec les notions qu'il rejette délibérément, pour que certaine privation, certaine adhésion au mal, à ce qui n'*est* pas, n'atteigne point cette œuvre même dans sa substance. C'est la signification de l'admirable propos de Claudel que M. Gide affecte de ne pas entendre : « *Le mal ne compose pas.* »

HENRI MASSIS.

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES VAINQUEURS DE LA HAYE

Les vainqueurs de La Haye ! Tout le monde veut en être. Et ceux qui rapportent l'argent. Et ceux qui ont obtenu la promesse, cette fois certaine, de la libération de leur territoire. Et même ceux qui, ayant en mains tous les atouts, l'occupation et le gros paquet de devises, s'estiment heureux d'avoir, en tout et pour tout, évité une rupture. C'est plus que jamais le rebours du sens commun et le monde renversé. La politique de réconciliation prend l'allure d'un jeu de qui-perd-gagne, et la politique d'apaisement est le triomphe de la violence.

Car c'est peut-être ce qu'il y a eu de plus frappant dans l'aventure de La Haye. M. Snowden a mené l'affaire de bout en bout uniquement par la rudesse, et dans les conditions les plus difficiles. Derrière lui rien qu'un gouvernement de minorité, englué dans les affaires de Palestine et d'Égypte, et une monnaie chancelante. Isolement et détresse. En face de lui, tout le monde. Il risquait pour le moins de se voir éconduire et de retomber en pleine crise économique et financière. Tout au contraire, il n'a eu qu'à parler haut pour voir tout le monde s'incliner.

La conférence n'a été qu'une série de répétitions de la même manœuvre. L'Angleterre charge. Les autres reculent. Ils affectent de repousser le premier assaut en refusant la revision du plan Young, mais ils s'empressent de l'amorcer. Ils s'indignent des exigences de M. Snowden, qui réclame un supplément de 48 millions de marks,

une part des 120 millions de la tranche mobilisable, une modification radicale du régime des livraisons en nature, mais ils s'empressent de chercher le moyen de lui donner satisfaction sur tous les points.

Un moment, on entrevoit une velléité, un retour offensif. Les Anglais ont oublié tout simplement tous les avantages que leur rapporte le plan Young. Les prestations en nature sont réduites immédiatement de moitié. La Grande-Bretagne conserve le bénéfice de la liquidation des séquestres, une bagatelle de 1 250 millions de francs. Il y avait là de solides arguments pour prendre M. Snowden en défaut. Il suffit d'un froncement de sourcils du Jupiter tonnant pour arrêter net la riposte ; on se hâte de laisser aux Anglais le bénéfice de leurs profits, et d'engager le marchandage.

C'est le commencement d'un maquignonnage qui ne rachète même pas la mesquinerie des enjeux par la promptitude et la franchise. De suite, l'Anglais peut se rendre compte que le seul souci des adversaires est de sauver la face. Pourvu que l'on puisse dire que l'on n'a pas touché directement aux fameux 500 millions mobilisables de la France, toute liberté de prélever sur d'autres poches. La manœuvre n'est pas nouvelle. Nous l'avons déjà vu pratiquer à l'hôtel Georges V. Pour donner à la France 500 millions mobilisables, on a dû prélever discrètement 80 millions sur la part des dettes, c'est-à-dire 80 millions que les Français devront payer si l'Amérique ne se décide pas à passer l'éponge. C'est exactement le même jeu qui a été pratiqué à La Haye. Pour calmer l'appétit de M. Snowden, on lui a jeté morceau par morceau le reliquat de l'annuité Dawes.

Qu'est-ce donc que ce reliquat dont on nous a rebattu les oreilles pendant des semaines? C'est de l'argent qui était réservé à la France, et que celle-ci a même encaissé, pour une bonne part. On avait laissé en réserve 300 millions pour faire face à des dépenses prévues. Sur ces millions, 51 vont aux États-Unis qui prennent toujours les bons morceaux, 7 millions au Japon, 40 à la Yougo-Slavie. Les 214 millions restants devraient payer les frais d'occupation après le 1er septembre et les dépenses de liquidation. C'était de l'argent destiné à la France avant tout. Du bon argent frais, qui a une autre valeur que des hypothèques sur l'an 1950.

Toute la bataille d'argent s'est concentrée autour de ce fromage. Elle a pris les formes les plus diverses. On a chicané sur des taux d'escompte. On a lâché peu à peu la part du Japon, puis celle de la Yougo-Slavie. M. Snowden tenait bon. Il voulait avant tout obliger l'Italie à plier. Le calcul était évident. Il s'agissait de prendre la revanche du socialisme sur le fascisme, et de créer des suspicions ntre Paris et Rome.

Les Italiens ont joué serré. Ils ont offert aux Anglais de les payer avec l'argent que la Tchéco-Slovaquie doit leur verser pour sa part de la dette de libération. « Hypothèque sur une hypothèse, » a riposté avec mépris M. Snowden. L'Italie a offert alors de garantir la somme. Mais elle a eu l'habileté d'obtenir l'assurance que l'on obtiendrait quelque chose des Tchéco-Slovaques. Là encore c'est la France qui interviendra si les Tchèques restent récalcitrants.

Cependant, tous ces efforts n'avaient pu réaliser que 28 millions sur les 48 réclamés par l'Angleterre. C'est alors que nous avons assisté à la grande comédie du 24 au 28 août. M. Snowden lance le 24 un ultimatum réclamant la capitulation le jour même. On imagine le désarroi. Nouvelle tentative d'atermoiement. Chacun retourne ses poches, et n'y trouve rien. Tout ce que l'on peut inventer est d'offrir une garantie formelle de la France, de la Belgique et de l'Italie. M. Snowden joue son va-tout. Sans attendre même une demi-journée, il fait une réponse officielle qui tient en un seul mot : « Inacceptable. » Puis il lance un manifeste à la presse où il accuse la France, l'Italie et la Belgique de se moquer de lui, de chercher à imposer indirectement des charges supplémentaires à l'Allemagne, de prélever la part des petites puissances. Devant cette insolence, la première réaction est l'étonnement. C'est seulement le lendemain que l'on affecte des airs de bravoure. Cette fois on va se décider à livrer bataille. Quelle plaisanterie ! La prétendue bataille se borne à une interminable séance de nuit au bout de laquelle on apprend que l'Anglais a obtenu gain de cause sur toute la ligne. Il obtient tout ce qu'il désirait, des paiements assurés, des marchés de charbon avantageux. Si l'on tient compte des satisfactions économiques, c'est beaucoup plus que 80 pour 100 des demandes. Tout l'effort de la partie adverse se borne à reculer la décision jusqu'à une heure assez tardive pour faire passer l'abdication dans un de ces coups de théâtre qui suspendent un moment les réflexions. Cabotinage et prestidigitation : voilà tout ce qu'on a trouvé à opposer au réalisme cynique du champion socialiste en qui se découvre la réincarnation de Jingo.

M. Snowden a été habile, nul ne saurait le lui contester. La vérité oblige à reconnaître que les faiblesses de ses adversaires lui ont fait la partie belle. Impossible de souhaiter un meilleur partenaire que M. Loucheur. C'est lui qui a mené toute l'opération du côté français, usant toutes les velléités de résistance, toujours prêt à renouer les fils. Négociateur, expert, inspirateur de la presse, ce virtuose de l'escamotage a été rarement à pareille fête. Il a traité le plan Young comme naguère le fameux état des paiements. Ce n'est pas rassurant pour l'avenir.

Une conception simpliste jusqu'à la puérilité. Sauver à tout prix la façade du plan Young. Comme si c'était le meilleur moyen d'obtenir un résultat vraiment efficace que de laisser toute liberté aux travaux de sape. Qu'on ne vienne pas nous dire, en effet, que le fameux plan Young est sorti indemne des attaques de M. Snowden, qu'il a suffi de racler les fonds de tiroir et de quelques opérations de truquage arithmétique pour trouver les 40 millions de supplément nets et les 77 millions de parts mobilisables que le chancelier de l'Échiquier rapporte à Londres. Sur les 40 millions, il y en aura une bonne part qui sortira des porte-monnaie français. Au moins de 16 à 18 millions de marks prélevés sur le reliquat du plan Dawes. Ajoutez les compensations que nous devons donner à la Grèce et à la Roumanie, et les abandons que nous nous préparons à faire à la Tchéco-Slovaquie, c'est beaucoup plus de 100 millions par an que cela nous coûtera pendant trente-sept ans.

L'équilibre précaire du plan Young est plus gravement atteint encore. Les experts avaient convenu que, dans le cas où l'Allemagne se trouverait amenée à invoquer des embarras monétaires pour suspendre les paiements en argent ou en devises, les créanciers pourraient se rattraper sur les prestations. Or, qu'a-t-on fait pour apaiser M. Snowden? On a décidé que la reprise éventuelle des livraisons en nature, au lieu de pouvoir s'étendre librement à la totalité de la part de chaque puissance, serait limitée et contrôlée par un comité annexé à la banque internationale. De plus une puissance se jugeant lésée — lisez l'Angleterre — aura le droit de réclamer une suspension complète. La décision devra être prise par un arbitre dans un délai n'excédant pas quinze jours. Savez-vous ce que cela veut dire? Cela signifie que l'Allemagne pourra esquiver complètement les paiements de la tranche conditionnelle, celle-là même qui est destinée à assurer la couverture des dettes. C'est alors qu'il faudra faire jouer la fameuse réserve unilatérale votée par le Parlement français ; et c'est alors que l'on verra si on ose affronter la colère ou tout au moins les exigences des Américains.

Le résultat n'a pas été plus favorable au point de vue de la politique générale qui est de beaucoup le plus essentiel. Bon nombre de Français ont été surpris de voir toute l'opinion anglaise se ranger derrière M. Snowden et les journaux les plus conservateurs prendre position contre la thèse française. Beaucoup en ont même été quelque peu scandalisés. Quoi de plus humain, pourtant? Les conservateurs ont laissé faire les experts de l'hôtel George-V parce qu'ils espéraient pouvoir jeter le plan Young dans la balance électorale et gagner, grâce à lui, la victoire des urnes. Par ailleurs, il n'est peut-

être pas inutile de rappeler que les concessions acceptées par les experts britanniques ont été suggérées par les Américains, et que c'est le désir de ne pas mécontenter les États-Unis qui a déterminé avant tout leur acceptation. L'événement n'a pas répondu à l'attente. Les élections ont été un désastre pour les conservateurs. Alors ceux-ci n'ont plus qu'une idée : c'est de se défendre du reproche d'avoir sacrifié l'intérêt national. Ils sont donc amenés à soutenir M. Snowden. Bien mieux ils le poussent dans l'espoir que le chef socialiste va s'enferrer sur sa propre intransigeance. Imaginez la situation de l'opposition si M. Snowden était rentré à Londres sans un sou, avec la seule gloire d'avoir provoqué une crise économique et financière et une débâcle de la livre. Quel réveil ! On a préféré donner aux travaillistes un succès d'autant plus précieux que leurs affaires vont plutôt mal partout. Ayant semé le vent en Égypte, ils récoltent déjà la tempête en Palestine. On a dressé un piédestal à M. Snowden. On a consacré sa méthode de pression brutale. Nous avions déjà le chantage de Locarno. Nous aurons maintenant le chantage de l'Entente cordiale. Entre les deux, nous aurons de l'agrément.

D'autant que les Allemands vont être tout naturellement entraînés à faire le jeu des Anglais. Là encore la tactique de M. Snowden a été vraiment efficace. Elle a su exploiter la faiblesse de la position allemande. Elle a imposé le respect à des gens qui savent apprécier la force et elle a obtenu pour l'Allemagne les satisfactions essentielles dont la France fait les frais.

A première vue, la position des Allemands à La Haye paraissait favorable. Quand les créanciers se disputent, n'est-ce pas au profit du débiteur? Par ailleurs, les Anglais n'étaient-ils pas acquis d'avance à une évacuation aussi prompte que possible de la Rhénanie? En réalité, la position était beaucoup moins commode. Les Allemands ne pouvaient pas intriguer sur les divisions de la partie adverse sans risquer de faire le bloc contre eux. Ils étaient trop intéressés au plan Young pour soutenir ouvertement les Anglais. Ils ne pouvaient pas se mettre dans le camp français parce que M. Briand devait se montrer d'autant plus réticent sur le plan politique qu'il faisait plus de concessions sur le plan financier. M. Stresemann a saisi la seule occasion d'intervenir quand une résistance s'est esquissée aux exigences de M. Snowden. C'est lui qui a provoqué la crise définitive en rappelant qu'il fallait prendre une détermination avant le 1er septembre et en jetant carrément au panier le plan Dawes. C'est bien cette intervention qui a déterminé la conclusion.

Les Allemands comptaient-ils sur un geste de reconnaissance du vainqueur? L'illusion était permise. Il y avait même des raisons plus

sérieuses d'espérer. Des promesses formelles. M. Henderson ne s'était-il pas engagé à soutenir la prétention de l'Allemagne de refuser de payer les frais d'occupation après le 1er septembre? C'était assez logique, puisque les Anglais accaparaient l'argent tenu en réserve à cet effet. Et puis quel meilleur moyen de précipiter l'évacuation que d'arrêter les frais? On imagine la déception des Allemands quand ils ont vu M. Snowden, satisfait, les inviter à passer à la caisse. Entré dans le fromage du plan Young et ayant découvert le moyen d'élargir plus tard sa part, l'Anglais n'avait plus qu'une idée : c'était de réaliser son succès. Il se souciait fort peu de quelques mois d'occupation rhénane de plus ou de moins, dont l'Angleterre saurait d'ailleurs se dégager. Les Allemands ont découvert à ce moment jusqu'où peut aller le cynisme des travaillistes anglais. Mais ils n'en ont pas été autrement scandalisés. Peut-être même ont-ils acquis encore un peu plus de respect pour un homme qui, décidément, s'est approprié tous les éléments de la méthode bismarckienne. Ils en seront quittes pour passer leur mécontentement sur ceux qui se montrent faibles.

Il s'en faut de beaucoup que M. Stresemann revienne les mains vides. Il rapporte beaucoup plus qu'il ne faudrait pour satisfaire des gens moins exigeants que ses compatriotes. Peut-être serait-il plus exact de dire des gens qui seraient moins disposés à se plaindre toujours pour obtenir toujours davantage.

L'évacuation de la seconde zone va commencer immédiatement. La libération complète du territoire allemand aura lieu au plus tard le 30 juin, et peut-être beaucoup plus tôt. Le retrait des troupes de la troisième zone commencera dès que les accords auront été ratifiés par les Parlements français et allemand, et dès que la mise à exécution du plan Young aura commencé. On n'a pas assez souligné la contradiction manifeste de ces deux conditions. La mise à exécution du plan Young suppose son acceptation officielle par tous les signataires. L'adhésion de deux puissances, même les plus intéressées, n'a qu'une portée fictive. Par conséquent, il faudra que l'une des deux conditions s'efface devant l'autre. Comme on a décidé de ne pas attendre toutes les ratifications parlementaires pour éviter des atermoiements, il est clair qu'il suffira de la décision du Reichstag et des Chambres françaises pour lancer l'opération. On devra en avoir fini dans un délai de huit mois. Pratiquement, cela ira beaucoup plus vite. Et pour cause. D'abord, parce que M. Briand s'est engagé au nom de la France à faire toute diligence. Ensuite, parce que ce sont les contribuables français qui supporteront les frais de la prolongation de l'occupation.

Il y a eu là encore un petit jeu d'escamotage qui est la suite des

opérations de M. Snowden. Régulièrement, les Allemands auraient dû payer seuls les frais de l'occupation jusqu'à la fin. Ils ne l'ont pas contesté. Ils se sont contentés de dire qu'on ne pouvait leur demander de payer deux fois. Les experts avaient prévu le reliquat du plan Dawes pour couvrir ces dépenses. On a donné le reliquat à l'Angleterre. Les Allemands n'y peuvent rien. C'est ainsi qu'on a été amené à partager la dépense. On constituera un fonds de 60 millions dont les Allemands fourniront la moitié, la France, l'Angleterre et la Belgique l'autre moitié. Au dernier moment, les Anglais et les Belges se dérobent. A-t-on préféré se passer de leur argent plutôt que de supporter leur pression en faveur d'une accélération dangereuse de l'évacuation? Ce serait un retour de sagesse, mais toujours à nos frais.

Au surplus, quelques semaines de plus ou de moins d'occupation n'ont qu'une importance minime. Ce qui est grave, c'est de lâcher le gage et l'instrument de contrôle sans aucune garantie de surveillance. Sur ce point, la débâcle a été complète. La commission de conciliation qui devait être le camouflage du contrôle s'est volatilisée. Il ne reste que des commissions séparées déjà instituées par les accords de Locarno, commissions qui comprennent une majorité d'éléments neutres. On imagine ce que pourrait être leur intervention en cas de crise.

Ce n'est pas tout. M. Stresemann rapporte encore l'assurance de voir bientôt le territoire de la Sarre restitué à l'Allemagne. L'engagement d'ouvrir les négociations a été pris. On peut être certain que les Allemands ne laisseront pas traîner les choses. Nous n'en avons pas fini avec les liquidations.

Saint-Brice.

LES LETTRES

DIEU, MAMMON ET M. FRANÇOIS MAURIAC

M. François Mauriac, arrivé au milieu du chemin de la vie, nous invite à méditer sur un problème vieux comme le monde, — tout au moins comme le monde chrétien qui est le nôtre depuis deux mille ans. Ce problème, qui se pose non seulement aux écrivains catholiques, mais à toute âme croyante, est de mettre d'accord les choses du siècle et celles de l'éternité. Pour qui n'a pas pris le parti héroïque de sacrifier, dès sa jeunesse, toute son existence terrestre à Dieu, il s'agit de demeurer dans le monde et de s'en détacher tout à la fois ; car ce monde est tout à la fois vanité et piège du démon. Mais pour l'écrivain, et spécialement pour le romancier et le dramaturge, la question est plus angoissante encore. L'écrivain qui s'est donné pour tâche d'étudier le cœur de l'homme ne se contente pas, en effet, de côtoyer les abîmes que le siècle ouvre auprès de lui ; il se plaît à les sonder et à les explorer ; bien plus, il doit en peindre et en exprimer l'horreur. Sa conscience d'artiste l'oblige à une vérité entière. Mais sa conscience de chrétien ne redoutera-t-elle pas les effets de cette vérité sur les âmes de certains lecteurs? M. François Mauriac, au cours de l'ouvrage qu'il intitule *Dieu et Mammon*, nous décrit l'anxiété des romanciers catholiques placés devant ce dilemme : « D'une part ils se rendent compte que leur œuvre ne vaut que dans la mesure où elle appréhende l'homme vivant tout entier, avec ses sommets et avec ses abîmes, la créature telle qu'elle est... » En toute sincérité, ils répugnent à falsifier la vie.

Mais, d'autre part, ils savent qu'ils touchent à une matière dangereuse et que cette passion qui les tient de peindre les passions, toutes les passions, peut avoir des effets incalculables et, dans la destinée de beaucoup d'hommes, un retentissement presque infini. » Aucun écrivain, ajoute M. Mauriac, parmi ceux qui ont foi en l'immortalité de chaque âme en particulier, ne croit qu'on puisse attacher trop d'importance au retentissement d'une page écrite, dans chacune de ces destinées immortelles. »

De ce déchirement entre l'artiste et le chrétien, notre littérature possède un exemple illustre : Jean Racine a été la proie d'une telle inquiétude. M. Mauriac, quand il a évoqué sa vie, a reconnu des sentiments qu'il avait éprouvés lui-même avec trop de vivacité pour n'en pas donner l'expression la plus juste et la plus émouvante. (Les lecteurs de *la Revue universelle* sont les premiers à s'en souvenir.) Dans le « cas Racine », les jansénistes font entendre, du côté de la conscience chrétienne, les exigences les plus dures. Souvenons-nous de la parole de Nicole : « Un faiseur de romans et un poète de théâtre est un empoisonneur public, non des corps mais des âmes des fidèles, qui se doit regarder comme coupable d'une infinité d'homicides spirituels. » Sur ce point, remarque M. Mauriac, Nicole ne faisait d'ailleurs que développer la doctrine de saint Augustin ; et Bossuet, dans sa lettre au Père Caffaro sur la comédie, ne montre pas plus de douceur. M. André Gide, habile à citer malignement l'Évangile et les auteurs sacrés, savait bien quelles saintes autorités il avait derrière lui, quand il est venu raviver l'inquiétude qui tenaillait M. Mauriac, et le harceler en lui disant : « ...Ce compromis rassurant qui permet d'aimer Dieu sans perdre de vue Mammon... nous vaut cette conscience angoissée qui donne tant d'attraits à votre visage, tant de saveur à vos écrits... » Mais à ce perfide interprète des docteurs, M. Mauriac répond, après s'être penché sur Racine et après s'être étudié lui-même : un écrivain est-il donc libre de ne pas produire l'œuvre qu'il porte en lui? Et personne, moins que lui, ne pouvait sans doute retenir ce cri de sa nature.

C'est qu'en effet M. François Mauriac participe de tout son être aux forces multiples de la création dont il excelle à peindre, dans son œuvre, la troublante complexité. Un de ses livres s'appelle *la Chair et le Sang;* tous ceux qu'il a écrits pourraient porter ces mots en sous-titre. Son âme est attachée au corps le plus sensible qui ait jamais été formé du limon de la terre. Toute vie qui palpite dans la nature, tout cœur qui bat, toute sève qui circule, et jusqu'aux vapeurs qui montent du sol, prolongent en lui leur mouvement et l'émeuvent par contre-coup. Comme il arrive souvent pour de tels tempéraments, les sensa-

tions présentes n'ont pas moins de prise sur lui que les impressions reçues du passé dont il est l'aboutissement. Le monde héréditaire complète le monde vivant pour fournir à l'homme une personnalité qu'il n'a pas choisie. M. Mauriac nous dit lui-même combien il sent tout cela vivement : « Si l'homme souhaite d'atteindre, au delà de l'enfance, la source même de son destin, il le voit jaillir des entrailles de la terre, empoisonné déjà de toutes les substances qui le chargent aujourd'hui ; il jaillit du cimetière campagnard et de ces ossements qui accomplirent autrefois des gestes secrets pareils aux gestes secrets où le vivant de leur race, aujourd'hui, cherche sa joie... Les jeux sont faits, et depuis longtemps, et depuis ta naissance. Dès avant ta naissance, les jeux étaient faits. » L'héritier de ce monde tumultueux étant romancier, sa vocation le pousse à faire revivre l'univers qu'il porte en lui. Mais c'est au risque d'augmenter, par la création artistique, le nombre des puissances maléfiques qui habitent le monde pour la perdition des âmes. M. Mauriac lui-même se trouve dans le dilemme qu'il exposait tout à l'heure. En favorisant les passions du cœur humain, par la peinture trop fidèle qu'il en fait, l'écrivain deviendra-t-il l'auxiliaire de Mammon et travaillera-t-il à étendre son domaine? Si un ouvrage littéraire où les passions de l'homme sont décrites ne peut pas éviter de tels dangers sans tomber dans un art factice et infidèle, le choix qui s'impose à l'écrivain catholique est absolu : ou le service de Dieu, ou celui de Mammon ; ou courir d'un cœur léger le risque de damner son prochain, ou briser sa plume sans retour.

Racine avait choisi de briser sa plume. Mais M. François Mauriac observe que ce fut après avoir accompli son œuvre. Si l'avertissement de Nicole le toucha au plus profond du cœur et ne quitta plus sa conscience, il ne put y obéir qu'après s'être délivré de Roxane et de Phèdre. Quand, les circonstances aidant, il se tut sur certains sujets, c'est peut-être qu'il avait tout dit. M. Mauriac pouvait-il ne pas se délivrer d'une Maria Cross et d'une Thérèse Desqueyroux? Nous venons de dire quel pouvoir ont en lui les éléments physiques de sa nature. Deux circonstances l'ont incliné à se livrer à cette nature pour en tirer tout ce qu'elle lui offrait.

Tout d'abord, son éducation, en même temps qu'elle faisait de lui le chrétien fervent qu'il est resté, lui montrait aussi les petits côtés de l'ordre, non seulement religieux mais social, auquel elle l'attachait. Tempérament de feu discipliné depuis sa naissance, M. François Mauriac est un anarchiste hanté par l'ordre. Mais l'ordre a de petites exigences matérielles, il dégénère souvent en irritantes habitudes que Mauriac a trop longtemps subies pour ne pas se retourner par-

fois contre elles. Cette sensibilité si vive a pour défense une ironie acérée. Quand cette ironie s'est exercée, elle a produit les personnages de *Préséances* et, dans d'autres romans, tous ceux qui représentent la vie routinière et médiocre. Quand M. Mauriac dressait contre eux quelqu'une de ses héroïnes passionnées, c'était en quelque sorte une revanche qu'il prenait lui-même sur les mesquineries de la vieille société à laquelle il appartient.

Mais d'autre part, et c'est le plus important, quand, arrivé à l'âge d'homme, M. François Mauriac a senti vivre en lui avec le plus d'intensité toutes les forces qui composaient son être, il s'est trouvé une voix pour lui donner le conseil délicieux de n'en pas sacrifier une seule. Cette voix était celle de M. André Gide. M. François Mauriac fut au nombre des adolescents qui lurent, dans *les Nourritures terrestres :* « Tout choix est effrayant, quand on y songe, » et encore : « La nécessité de l'option me fut toujours intolérable ; choisir m'apparaissait non tant élire, que repousser ce que je n'élisais pas. » Les mêmes jeunes gens recevaient, dans le même temps, les leçons de culte du moi que Barrès avait fixées dans des livres prestigieux. Les deux enseignements s'accordaient et se corroboraient pour certaines natures, dont était celle de M. François Mauriac. Il ne nous appartient pas de dire si M. Mauriac a jamais sacrifié Dieu à Mammon (et du seul point de vue de la logique, les scrupules moraux du romancier ont toujours été trop visibles pour qu'il soit facile de l'admettre). Mais s'il était vrai que, dans cette œuvre, Mammon eût été parfois favorisé, l'historien des lettres qui constaterait ce fait devrait observer combien M. Mauriac a été poussé à suivre sa nature par l'ambiance où se développait son esprit. Aux théories d'un Gide et d'un Barrès, s'ajoutaient les œuvres données en exemple par Dostoïevsky et par Proust. Était-il donc impossible, sans demeurer fidèle au devoir du catholique, de laisser, selon ces conseils et ces exemples, se répandre et s'exprimer la vie multiple que le cœur de l'artiste sentait foisonner en lui? M. François Mauriac ne pouvait se résoudre à le croire.

Il en semble moins sûr aujourd'hui. Sans doute ne récrirait-il pas certains de ses livres tels que nous les avons lus. « Tout autant que le démon de midi, dit-il à propos de Racine, existe l'ange de midi. » Mais moins intransigeant que le janséniste Racine, M. Mauriac ne va pas jusqu'à penser que la peinture de l'humanité soit toujours incompatible avec la morale catholique. C'est moins, pour le romancier, une question de principe que de méthode. Si, comme il le dit, « il n'appartient à personne d'arrêter le cours de ce fleuve qui sort de nous », il appartient à l'écrivain de purifier la source de ce fleuve. Le monde qu'il décrira restera le même ; mais sous la lumière dont

cette description sera éclairée, certains exemples funestes pourront perdre leur nocivité. M. François Mauriac manifeste le désir d'écrire maintenant des œuvres apaisées, où les orages du cœur humain seraient contemplés de très haut. Ce que Dieu veut, dit-il, c'est « que tout amour soit contenu par son Amour ». M. Mauriac donnerait ainsi au problème de Dieu et de Mammon la solution que lui donnent, dans la vie courante, tant de saintes personnes qui révèrent le Créateur dans ses œuvres. Solution franciscaine, qui désarme Mammon en lui arrachant les créatures.

L'auteur du *Désert de l'amour* nous apparaît, par là, à un tournant de sa carrière littéraire. Une partie de son œuvre est achevée. Si nous ne pouvons prévoir au juste ce qu'il écrira désormais, nous savons ce qu'il n'écrira plus. Nous savons aussi dans quel sens il se dirige. S'il souhaite de voir de plus haut les choses de la terre, c'est afin de mieux dominer certaines parties d'ombre où il descendait jusqu'aujourd'hui si volontiers. Cette élévation, c'est un moyen d'équilibrer les valeurs, sinon tout à fait de les choisir. C'est au moins une concentration du regard, et nous voyons par là M. Mauriac réagir contre le goût de la dispersion qu'il avait hérité de M. Gide. Son art deviendrait du même coup plus classique, par l'effet de cette concentration et de cet équilibre. Nous étonnerons-nous de trouver ainsi des correspondances esthétiques à une évolution morale et religieuse? Non, assurément. On ne saurait séparer le monde littéraire de la substructure spirituelle sur lequel il est établi. Ce que nous appelons la littérature classique n'est pas seulement le produit de quelques règles formelles, mais correspond à un état déterminé de nos pensées et de nos sentiments les plus profonds. Il n'est pas surprenant qu'un écrivain qui se conforme plus rigoureusement à cet état se rapproche, en même temps, de l'art qui en fournit l'expression.

André Rousseaux.

L'HISTOIRE

SUFFREN ET LA MARINE AVANT LA RÉVOLUTION

L'un des charmes du passé — et non le moindre — est de faire oublier le présent. Quelle joie et quelle consolation de relire les hauts faits des grands Français de jadis, que les collections à la mode ont parfois le don de faire revivre ! Entre tant de figures héroïques et nobles, l'une des plus frappantes, celle du bailli de Suffren, a suggéré à deux écrivains de haute valeur, quoique d'inspiration fort différente, MM. Georges Lecomte et Roger Boutet de Monvel, deux ouvrages du plus vif attrait (1).

André-François de Suffren-Saint-Tropez était d'une vieille famille provençale, primitivement modeste, comme la plupart des familles, venue vers l'an 1400 de Lucques à Salon, mais anoblie plus tard par des charges au Parlement d'Aix. Car — n'en déplaise aux théoriciens de l'hérédité — ce grand marin était issu de simples magistrats. Le fait est loin d'être sans exemple. La noblesse de robe fit très souvent souche de noblesse d'épée et beaucoup de brillants officiers n'eurent pour aïeux que de paisibles robins. En ce temps-là, la pépinière de la marine, pour nos provinces du Midi, était l'ordre

(1) *Les Prouesses du bailli de Suffren*, par M. Georges Lecomte (la Renaissance du Livre). — *La Vie martiale du bailli de Suffren*, par M. R. Boutet de Monvel (« Le Roman des grandes Existences », Plon).

de Malte, où toutes les familles anoblies, dès qu'elles avaient l'ancienneté requise, tenaient à faire entrer l'un des leurs. Les cadets, en même temps qu'ils s'initiaient, par les « caravanes », à la guerre sur mer, y récoltaient d'assez bonne heure de grasses prébendes, qu'ils cumulaient avec les grades obtenus au service du roi.

La Provence, fière à bon droit de Suffren, comptait encore beaucoup d'autres enfants dans notre marine de guerre. Citons parmi les amiraux, aînés du bailli, le comte de Grasse qui, avant le malheureux combat des Saintes, avait réussi contre la flotte anglaise à bloquer Yorktown, ce qui amena la capitulation de la place, c'est-à-dire la fin victorieuse de la guerre pour l'indépendance de l'Amérique. Parmi les capitaines de vaisseau, les Forbin, les Barras, les Castellane-Majastres, les Pontevès, les Glandèves-Castellet, les Coriolis d'Espinouze, etc. Sans être aussi nombreux que ceux du « Ponant », les marins du « Levant » entraient donc pour une part plus que suffisante et, par la qualité, plus qu'honorable, dans les rangs de la marine royale.

Ce n'était pas sans un long et dur apprentissage et sans avoir fait preuve d'une vraie valeur que ces officiers parvenaient à un haut commandement. Entré au service à quatorze ans comme garde-marine, Suffren en avait cinquante-deux quand il obtint son brevet de chef d'escadre. Dans l'intervalle, il avait bourlingué sur toutes les mers, combattant partout l'ennemi héréditaire, l'Anglais. Pour comble de malheur, il avait été fait deux fois prisonnier et, la deuxième, avait failli en mourir de rage. On saisit là cet amour-propre qui stimule et tend les caractères des guerriers et des chefs. De l'ardente volonté de se venger naissent la longue étude, le labeur inlassable qui préparent les revanches.

Suffren est bien loin d'être au physique ce qu'il se révèle au moral. C'est un Méridional replet et même obèse, à la figure pleine et régulière, une tête brune de Romain comme en ont les bons bourgeois de Marseille, de Narbonne et de Toulouse, amis de la bonne chère et de la galéjade, plus Vitellius que Trajan. Mais on se tromperait si l'on croyait que sous ces dehors un peu lourds sommeille un cœur amolli. L'homme est vif comme la poudre, toujours debout, jour et nuit, toujours aux aguets, prêt à se jeter sur l'adversaire dès qu'il le prendra en faute. Il partira le 7 décembre 1781 de l'Ile de France, où l'escadre des Indes avait coutume d'hiverner ; il partira et ne reviendra jamais mouiller dans les délices de cette Capoue australe. Jusqu'à la fin de la guerre, il tiendra et forcera ses officiers et ses marins à tenir sur la côte des Indes, si dure et si inhospitalière aux vaisseaux, quand l'ennemi en a saisi tous les ports.

Essuyer des grains, vivre de riz et de conserves, ce qui amène le scorbut — tout cela pour surprendre l'ennemi, cribler et démâter ses vaisseaux, mais aussi se faire hacher par lui, tel est le côté d'ascétisme et de résolution farouche que dissimulent la figure grasse et la lèvre joyeuse de l'indomptable bailli.

En apparence encore, ce n'est pas un grand amiral : il ne compte à son actif aucune grande victoire ; jamais il n'a détruit ou capturé une flotte ennemie. Mais c'est qu'en réalité, cinq fois la victoire complète lui a échappé. La hardiesse de sa tactique a surpris certains de ses subordonnés ; d'autres ont feint de ne pas comprendre ses ordres ou les ont mal exécutés. La haine et l'envie de ses capitaines de vaisseaux (car les équipages l'adoraient) l'ont laissé combattre ou seul, ou avec une minime partie de ses forces, contre toute la ligne anglaise. Ainsi l'adversaire, percé ou enveloppé, a pu se dégager et éviter le désastre. Cependant, finalement, l'objectif est atteint, objectif stratégique tout autant que politique. Quand Suffren est arrivé dans l'Inde, le pays était entièrement perdu pour nous. Quand il en est parti, les Français étaient maîtres de la mer, leurs troupes de terre, affermies sur les points qu'elles avaient réussi à occuper, prêtes à faire leur jonction avec celles de Tippo-Sahib, fils d'Haïder-Ali, pour marcher sur Madras. L'Inde de Dupleix allait être reconstituée... Mais, brusquement, l'heure de la paix sonna — la paix conclue à Paris sans que ces magnifiques succès y fussent connus !

Six mois après la mort du grand bailli, la Révolution éclatait. On sait ce qu'il advint ensuite de notre belle marine. Citons un témoin peu suspect, l'amiral ci-devant comte de Kerguelen, rangé au parti de la Révolution, dans un ouvrage publié sous la Révolution même et adressé, en 1796, au gouvernement du Directoire : « Nous n'avions pas, en 1776, plus de trente vaisseaux en bon état et, dès 1779, nous avons balancé les forces navales de l'Angleterre. Nous avions, en 1789, une marine puissante et, en ce moment, elle est, pour ainsi dire, anéantie... Sur plus de soixante vaisseaux de ligne, autant de frégates ou de corvettes, environ trente-cinq vaisseaux sont pris ou ont péri ; une grande partie de nos frégates est au pouvoir des ennemis ; tous les magasins sont « dénués » ; nos matelots ont « déserté en grand nombre » ; nos colonies sont « ou désorganisées, ou soumises à l'Angleterre ».

Quel réquisitoire atteindrait l'éloquence de ce simple bilan?

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. DELIGNE

L'excellent M. Deligne n'est pas, au ciel parlementaire, une étoile de première grandeur. Mais enfin, il tient sa petite place. Il a été une vedette. Pendant quelques jours, on a parlé de la « motion Deligne », comme naguère de la loi Dalbiez ou de la proposition Rivet. Evidemment, la « motion Deligne » ce n'est pas tout à fait la « loi Loucheur ». Cela fait moins de bruit et cela coûte moins cher, relativement. Mais enfin, c'est quelque chose. Et qui diable a prétendu que, dans notre démocratie libre, c'est le Midi qui gouverne? Loucheur est de Roubaix, Deligne est de Clary (Nord). Après cela, le Midi parle. Mais le Nord agit, et ses petits-neveux s'en apercevront. L'excellent M. Deligne n'est donc pas, à proprement parler, une étoile de première grandeur. Une étoile de première grandeur, c'est un homme de gouvernement, un orateur, un chef de parti. C'est Poincaré ou Chéron, c'est Paul-Boncour, c'est Blum, Paul Reynaud ou Marin. C'est même un ministrable permanent, une utilité d'une utilité telle qu'il faille sans cesse penser à elle. M. Deligne n'est pas de ceux-là. Exactement, c'est un officieux. Un ministériel utile. Il y a à la Chambre pas mal d'officieux. M. Loucheur a les siens. M. Briand aussi, et même M. Mandel. On est nommé officieux ou on s'attribue soi-même ce rôle. Le fait d'être un gaffeur avéré n'exclut pas la qualité d'officieux. Je ne dis pas cela pour M. Deligne qui doit sa qualité d'officieux à ses qualités actives, reconnues, éprouvées. Et, officieux patenté, il siège, bien entendu, à la gauche radi-

cale. Où peut siéger un officieux? Et d'où pourrait-il seconder utilement et officieusement des politiques successives?

Je ne dis pas que M. Deligne soit décidé à soutenir des politiques successives, voire même contradictoires. Mais enfin, les officieux siègent à la gauche radicale, et la gauche radicale a soutenu parfois des politiques successives et contradictoires. C'est même grâce à son existence qu'il n'y a plus actuellement de majorité parlementaire stable, et que le régime est à la veille d'une catastrophe. Convient-il de louer la gauche radicale, ou de la blâmer? Trahit sua quemque voluptas. *Mais nous voici loin de M. Deligne.*

Le père de la motion Deligne est né à Clary (Nord) en 1861 *: il est donc quasiment septuagénaire, et n'est pas sans avoir beaucoup vu. Il est de cette bourgade dérisoire qui demeure chef-lieu de canton par une obstination administrative digne d'un meilleur sort, mais ici la véritable capitale est le gros centre ouvrier de Caudry. La circonscription dont fait partie Clary est celle dite du Cateau-Cambrésis, et qui fut représentée longtemps par M. Lozé qui s'était rendu célèbre à Paris. C'est une circonscription modérée. Elle accueillit à bras ouverts, lors du scrutin d'arrondissement rétabli, M. Deligne qui était, à tout prendre, un assez illustre de ses enfants. M. Deligne avait été en effet longtemps directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et des Finances, et il avait siégé sur les banquettes du Palais-Bourbon en qualité de commissaire du gouvernement avant que d'être député. Ce n'est donc pas à proprement parler un nouveau. A vrai dire, M. Deligne ne s'était pas signalé par une éloquence particulièrement convaincante, ni d'une exceptionnelle clarté : il suffisait qu'il eût la réputation d'un juriste, et d'un homme honnête et pondéré. Le voici donc parlementaire, et auteur de la motion Deligne. Cela ne vaut-il pas mieux que d'être ancien ministre, à la manière de Dariac? M. Deligne siège, évidemment, à la commission des finances, et de façon hautement correcte, sans compromission avec le malvysme. C'est un homme mûr, d'allure placide, comme il convient à un haut fonctionnaire en retraite et à un bourgeois du Cambrésis. Il est de taille moyenne, le chef coloré, et le visage assez maussade : il n'est ni glacial ni rabelaisien. Et c'est dans ces conditions qu'il engendra la motion Deligne. On sait en quoi elle consistait. M. Poincaré ayant démontré victorieusement pendant des années que la ratification des accords serait un crime contre la patrie, conclut un beau matin qu'il fallait sans délai ratifier ces accords. Ainsi en avait-il usé pour la stabilisation, et pour le scrutin d'arrondissement. Mais, cette fois, sa fidèle majorité marquait un peu d'hésitation, et la minorité, qui avait la ratification dans son programme (programme d'abord!) n'était pas, semblait-il, incapable d'une manœuvre. C'est alors que fut conçue l'idée*

d'autoriser le gouvernement à agir, par décret, au mieux des intérêts nationaux, et qu'on se battit pendant des semaines autour de la fameuse motion Deligne. Cependant, M. Deligne, insoucieux des passions déchaînées, faisait sagement la navette entre son banc de l'hémicycle et sa chaise de la Commission, opposant un front serein, placide et maussade aux interviewers les plus hardis. En réalité, cette motion Deligne, qui ne fut pas adoptée, fit beaucoup pour la ratification. Grâce à elle, la majorité se cristallisa autour du cabinet, et se contenta des assurances de M. Chéron, et de la contre-partie du plan Young... qui, depuis... Et M. Deligne porte allégrement la responsabilité des soixante-deux générations engagées sans contre-partie. Il a fait son devoir, sans plus. Son devoir de bon fonctionnaire, confiant en la parole de ses chefs, et soucieux d'écarter d'eux les embûches. Souhaitons que cette responsabilité soit légère à M. Deligne, qui n'est pas un mauvais homme. Les gouvernants aiment les hommes comme M. Deligne. Ils souhaitent qu'il y ait sur les bancs beaucoup d'excellents esprits, c'est-à-dire de bons fonctionnaires, plutôt que des députés indépendants. En réalité y avait-il, à une époque aussi grave pour le régime, si peu de républicains sur ces bancs? Comme dit l'autre — et ce n'est pas M. Deligne — plus qu'on ne dit; mais moins qu'on ne croit.

★ ★ ★

Le Théâtre : *Dernier adieu.*

La saison précédente avait été l'année de *Siegfried.* Celle qui a commencé à l'automne de 1928 pour finir à l'été de 1929 aura été l'année de M. Pagnol, avec les deux succès triomphaux de *Topaze* et de *Marius.*

Ainsi donc, voici en deux ans deux auteurs nouveaux, puisque M. Giraudoux débutait au théâtre et que M. Pagnol, encore au début de sa course, passe d'un coup définitif, pour employer une terminologie sommaire, mais qui dit rapidement ce qu'elle veut dire, de la catégorie des espoirs incertains à celle des auteurs qui comptent. Et M. Passeur, avec sa *Suzanne*, n'est pas indifférent. M. Guitry, M. Bernstein continuent à produire ; ce dernier vient même de partir dans une direction nouvelle, apportant son autorité et son prestige à une école qui, comme toutes les écoles, espère renouveler l'art dramatique. M. Sarment a donné un ouvrage, M. Zimmer est entré à la Comédie-Française, M. Gantillon, M. Achard, M. André-Paul Antoine ont connu d'honorables succès. Cette activité permet-elle de soutenir encore que l'art dramatique est malade?

Plus nous allons, plus nous pensons que l'ouvrage de notre temps

qui a chance de durer et d'attirer l'intérêt le plus longtemps est *Siegfried*. On y verra l'effort d'un Français intelligent pour discerner et pour comprendre ce qu'il peut y avoir d'humain dans les rêves si souvent inintelligents et inhumains qu'on appellera en bref les rêves de Locarno. Où que l'Europe aille par la suite, *Siegfried* est le témoignage de la gentillesse et de la bienveillance françaises. On a pu marquer à quel point ces éléments étaient supérieurs à ce que l'art allemand apportait sur le même thème, vers le même temps, la pièce de guerre de M. Franck dont les représentations chez M. Baty ont été le scandale de la saison.

En même temps, on pourra étudier dans *Siegfried* un bon exemple de ce qu'est devenue ou demeurée la pièce de théâtre à la période contemporaine, aux mains d'un écrivain très intelligent, qui connaît parfaitement le mécanisme de l'art parce qu'il est instruit, et qui choisit librement sa forme puisque, débutant à la scène, il n'a encore subi aucune contrainte ou déformation professionnelle. Une composition souple et subtile, mais qui respecte l'essentiel ; une seule action, sans épisodes, sans accessoires, sans appel aux sens et sans système. Ainsi l'on vérifie par le fait, à quel point sont vaines toutes les théories, les fausses libertés et les prétendues conquêtes. M. Giraudoux n'a pas eu davantage besoin de la coupe en épisodes, des artifices de la mise en scène ou du décor, que n'en a eu besoin le triomphateur de l'année M. Pagnol, ou que M. Sarment, ou que M. Passeur, ou que M. Zimmer, ni même que M. de Saint-Marc ou M. Achard.

Les deux seuls qui ont fait appel à ces subterfuges ont donc été M. Gantillon et M. Antoine. Eux seuls représentent dans le bilan de 1929, le premier avec un demi-succès, le second avec un succès sérieux, l'école qui a besoin du truc, du bizarre et de l'électricité.

Mais tous les autres, avec des fortunes inégales, des tempéraments divers, se contentent du discours sur les passions. Tout aussi bien M. Zimmer qui tente de montrer les sentiments et les pensées de Napoléon en éveil, que M. de Saint-Marc qui prête à un musicien des théories un peu usées, dont on peut même juger qu'elles relèvent d'un esprit faux, mais enfin qui ne relèvent que de l'esprit ; que M. Achard, qui ne met en scène que des fantoches lunaires ou désobligeants, mais enfin des êtres dont l'unique intérêt est dans les sentiments, les rêves, les paroles, d'un mot dans le spirituel.

Où M. Achard perd pied, c'est que, faute de saisir assez fort le réel, il construit une fantaisie tout arbitraire, de sorte que son art trop léger finit par être en mots plus qu'en éléments utiles ou vrais.

Avec de sensibles différences, dont la première aura trait à la qualité de l'inspiration, la pièce de M. Sarment aura aussi été cette année trop légère. Alors que M. Achard se cramponne à la fantaisie comme à un brin d'osier, M. Sarment s'abandonne parfois à elle par nonchalance et facilité. La substance de *Sur mon beau navire*

était vraiment un peu ruinée, et quelque plaisir qu'on ait eu à retrouver au dernier acte ce qu'il y a d'agréable en cette élégante facilité, cette pièce ne marque ni une date ni un progrès dans la carrière de l'auteur.

Au contraire, M. Passeur a pour la première fois intéressé le public et non plus seulement les observateurs professionnels qui se demandaient avec intérêt ce qu'on pouvait attendre de ce jeune auteur si doué et si inégal. On ne peut encore répondre qu'à moitié après la réussite de *Suzanne*. Si M. Passeur lâche cette fois l'entortillage et le coupage des cheveux en quatre, il y a encore bien de l'arbitraire et de la convention dans sa force. Sans doute il est très jeune, et ce n'est pas tant le cynisme qui inquiète chez lui : on a dit dix fois que cette maladie était excusable chez la jeunesse en un temps, dans une société, dans une nation où justice, générosité et raison sont plus souvent froissées que satisfaites. On attend donc ceux de cette promotion à leurs œuvres. Or, *Suzanne* marque un progrès sensible, évident, dans une voie où la réussite s'appelle la force, mais où l'excès tourne tout de suite à la brutalité. On est encore incapable de savoir où ira M. Passeur. On espère le bon et l'on redoute le danger. Du moins l'on enregistre l'étape. Il est maintenant sorti des chapelles, et aux prises avec notre maître à tous, le public. Saura-t-il le conquérir, ou le flatter?

Tous, M. Achard comme M. Sarment, comme M. Passeur, semblent bien travailler trop vite, et improviser au gré de leurs dons et de leur facilité. Peut-être la dure loi d'un temps où il faut lutter pour vivre est-elle en partie responsable. Mais il y a aussi la loi inverse, complémentaire de la première : auteur et public se contentent facilement, et d'à peu près. Comment ces jeunes écrivains seraient-ils sévères, puisque ni auditoire ni critique ne le sont plus? Nous vivons sur un fonds si riche et si solide que nous avons encore un goût, un jugement plus fins que partout ailleurs. Pourtant, ils sont déjà assez relâchés pour que les œuvres, encore agréables et délicates, soient amollies, peu solides, peu serrées, la plupart du temps légères et invertébrées. Par exemple, on peut souvent faire aux auteurs le reproche qu'ils escamotent le véritable sujet de leur ouvrage : l'essentiel de l'action, ce qui marque le plus fortement les caractères, ils n'osent l'aborder et ils le placent pendant les entr'actes. M. Giraudoux n'échappait pas à ce reproche. Cette année, le coryphée de la saison, M. Pagnol, n'y échappe pas non plus, au moins dans *Topaze*. Il partait pour montrer comment un honnête homme est corrompu par les mœurs du monde politique : nous voyons bien les effets de cette transformation, mais la façon dont M. Topaze passe de l'innocence à la rouerie est dérobée aux regards.

Car dans cet ouvrage, et c'est là le mérite exceptionnel de M. Pagnol, sa force et son originalité, il tentait de peindre des caractères et des mœurs. De même, dans *Marius*, il a donné de plaisants tableau-

tins de la vie marseillaise, rareté depuis longtemps bannie de nos scènes, mais qu'une force invincible ramène comme une vague de fond qui balaie les petites plaisanteries de la comédie parisienne.

L'an passé, M. Giraudoux triomphait avec une idéologie ; cette année M. Pagnol, montrant par exception des caractères et des mœurs, remporte un succès tel que la scène française n'en avait pas connu depuis *Cyrano de Bergerac*.

On peut épiloguer, dire qu'une part de ce succès est due à l'habileté et aux pernicieux mots d'auteur. Du moins, ici, ces peu sûrs tirailleurs sont au service de la bonne cause ; le succès de *Topaze* et de *Marius*, s'il n'est pas tout pur, est du moins celui de l'art comique, avec son indignation, sa sévérité, sa morale même, encore qu'on ait contesté sur ce point le mérite de *Topaze*, sujet impertinent qui mériterait d'être débattu à part.

On enregistre donc d'ensemble cette année un magnifique avantage des éléments spirituels de l'art, dialogue, sentiment, mœurs, caractères, et un arrêt de l'école qui met son effort dans l'accessoire, coupe relâchée, décor, artifices de mise en scène ou de lumière. Tel est le positif au bilan de 1928-1929. Il restera à voir le négatif dans la dernière chronique qui nous reste avant la réouverture.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La Conférence de La Haye. — *Une quinzaine entière de négociations et de marchandages.*

Le chancelier de l'Echiquier Snowden a compris que les autres puissances créancières de l'Allemagne redoutent avant tout une rupture. Aussi redouble-t-il ses manœuvres de bluff et d'intimidation. Aux propositions contenues dans le mémorandum des Quatre du 16 *août, il répond par une fin de non-recevoir. Ces propositions, dit-il, sont insuffisantes. Il suggère que l'Italie, « particulièrement favorisée, » pourrait consentir de nouveaux sacrifices* (17 *août*).

Philip Snowden réclamait 48 *millions de marks-or par an. Le* 21 *août, les Quatre lui offrent un forfait de* 25 *millions.*

Les 22, 23, 24 *et* 25 *août, on discute dans le gâchis, comme si on ne s'entendait plus sur les chiffres du plan Young ou comme si celui-ci contenait des erreurs.*

L'Allemagne profite du désarroi des esprits pour proférer de sourdes menaces. « Oui ou non, demande M. Stresemann, le plan Young entrera-t-il en vigueur le 1er *septembre? En tout cas, il ne saurait être question d'un retour au plan Dawes. Si les États créanciers ne se mettent pas*

d'accord, le 1er *septembre, l'Allemagne n'entend payer que les annuités Young.* » (22 *août*).

Coûte que coûte, donc, il faut mettre en vigueur le plan Young. Où prendre les marks-or exigés par Snowden?

Le 26 *août, les Quatre font de nouvelles propositions contenant de nouveaux sacrifices et accordant à Snowden* 60 *pour* 100 *de sa demande. La délégation anglaise répond que l'offre n'est pas « adéquate ».*

Suprêmes marchandages, le 27. *La séance se prolonge tard dans la nuit. Enfin, l'intimidation l'emporte. Snowden obtient* 40 *millions de marks-or. C'est, pour le gouvernement travailliste, un succès inespéré, qui va consolider pour longtemps sa position jusqu'ici chancelante.*

Quant à l'Allemagne, dont le consentement était nécessaire pour entériner l'accord général, elle obtient que l'évacuation de la Rhénanie commencera dès le mois de septembre et qu'elle sera terminée au plus tard le 30 *juin* 1930. *Aucun contrôle spécial n'est prévu pour la démilitarisation de la Rhénanie.*

Le texte de l'accord spécial dit « de conciliation » est signé le 30 *août, et la Conférence se sépare le lendemain.*

France. — *M. Maurice de Rothschild, républicain de gauche est élu sénateur des Hautes-Alpes en remplacement de M. Cornand, républicain-socialiste.*

M. Borgeot, radical-socialiste, est élu sénateur de Saône-et-Loire en remplacement de M. Jean Richard, de même nuance politique (25 *août*).

Autriche. — *La guerre civile qui couve en ce pays paraît, un moment, sur le point d'éclater. En Styrie orientale, des bagarres ont lieu entre socialistes et « Heimwehren ». Il y a un mort et de nombreux blessés* (18 *août*).

Russie. — *Le comité exécutif de l'Internationale communiste de Moscou ratifie à l'unanimité l'exclusion de Boukharine* (21 *août*).

— *Le conflit avec la Chine s'éternise. On annonce des incursions de troupes russes en Mandchourie et de nombreux incidents de frontière. Toutefois, les antagonistes semblent de moins en moins désireux d'en venir aux mains. On négocie une déclaration commune qui mettrait fin au conflit.*

Les troubles de Palestine. — *La Palestine est en feu. Les* 700 000 *Arabes qui y vivent supportent difficilement la domination des* 100 000 *Juifs, anciens habitants ou sionistes accourus lors de la constitution de l'Etat juif. Une contestation entre Juifs et Musulmans à propos du « Mur des Lamentations » de Jérusalem, met le feu aux poudres. Il y a eu des morts et des blessés de part et d'autre* (24 *août*). *Puis, l'agitation s'étend au reste de la Palestine et à tous les pays voisins, à la Syrie, à la Transjordanie et à l'Égypte. On redoute une conflagration générale.*

Des troupes anglaises, des avions et des navires de guerre sont envoyés sur les lieux (26 *août*).

A. M.

TABLE DES MATIÈRES

TOME XXXVIII. — JUILLET-SEPTEMBRE 1929.

RENÉ BENJAMIN	*Albert Besnard, peintre-roi.*	129	8
CHARLES BENOIST..... de l'Institut.	*Cánovas del Castillo* V...	1	7
—	— VI...	264	9
—	— VII...	657	12
R. BLACHEZ.....	*La Conspiration de Saumur* (fin).....	54	7
MARCEL BOULENGER ...	*La Fronde* I.....	385	10
—	— II.....	547	11
—	— (fin).....	690	12
RENÉ BOYLESVE	*Apologie d'Arnolphe*.....	257	9
PHILIPPE CHABANEIX....	*D'un seul amour* (poèmes).	585	11
DUSSANE.....	*Molière et Bourdaloue*....	641	12
L. FARNOUX-REYNAUD.	*Le Mystère de la salle obscure*.....	44	7
J. HABERT	*Jules Michelet et la mer*...	565	11
A.-EUGÈNE KÜHLMANN..	*Réflexions d'outre-Vosges* ..	320	9
AUGUSTE LE FLAMANC..	*La Bretagne romantique*...	172	8
PIERRE LE COUR GRANDMAISON..	*Desormeaux, de la marine française*	407	10
PROSPER MÉRIMÉE.....	*Correspondance inédite* I.	152	8
—	— II.	296	9
—	— III.	438	10
—	— (fin).	513	11
MARCEL ORMOY.....	*Poèmes*.....	463	10

STENDHAL	*Le Corrège* (pages retrouvées par Henri Martineau) II	25	7
Jean VARIOT	*Liberté, liberté chérie...* (roman) I	466	10
—	— II	589	11
—	— III	725	12
XXX	*Dans le sud marocain* (récit d'un témoin)	201	8
Émile ZAVIE	*Les Dieux de la tribu* (roman) II	73	7
—	— III	208	8
—	— (fin)	330	9

LES IDÉES ET LES FAITS

LECTURES

Jacques Bainville.		616	11
Henri Massis		737	12

LA VIE A L'ÉTRANGER

Saint-Brice	*La Récidive Mac-Donald*	105	7
—	*Dix ans après*	234	8
—	*Où reparaît « Pan-Europa »*	358	9
—	*On liquide*	486	10
—	*Les Démagogues à l'œuvre*	620	11
—	*Les vainqueurs de la Haye*	744	12

LES LETTRES

André Rousseaux.	*M. André Demaison, M. Jacques de Lacretelle.*	111	7
—	*A l'Ouest rien de nouveau*	240	8
—	*Le Cœur brûlé*	364	9
—	*Lucien Leuwen*	625	11
—	*Dieu, Mammon et M. François Mauriac*	751	12
Robert Kemp	Les Livres nouveaux : *Allen; Quand le navire...*	492	10

LES BEAUX-ARTS

Philippe Besnard.	*Le « Pompiérisme »*	630	11

L'HISTOIRE

Paul Ballaguy....	*Le général Weygand et Turenne*.....	116	7
—	*Deux livres sur la Russie*.....	498	10
—	*Suffren et la marine avant la Révolution*.....	756	12
D'Henriaur.....	*Un Français en Ethiopie*.....	368	9

LES SCIENCES

Alphonse Berget..	*Le Côté physiologique de l'aviation*.....	245	8

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

***	*M. Fernand Payen*.....	120	7
—	*M. Maurice Palmade*.....	250	8
—	*M. Louis Dubois*.....	378	9
—	*Le sénateur Borah*.....	502	10
—	*M. Robert Bellanger*.....	634	11
—	*M. Deligne*.....	759	12
André Cœuroy	La Musique : *Fin de saison*.....	381	9
Lucien Dubech....	Le Théâtre : *Arrière-saison*.....	124	7
—	— *Les Malheurs de la Comédie-Française*.....	253	8
—	— *La Crise de la Comédie-Française.*	507	10
—	— *M. Jacques Copeau et la Comédie-Française*.....	636	11
—	— *Dernier adieu*.....	761	12

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 38476.